BANQUE CENTRALE DU CONGO

RAPPORT D'ACTIVITES DE LA MICROFINANCE 2015

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Siège social :

Boulevard Colonel Tshatshi, 563
B.P. 2697
KINSHASA I
Téléphone : + 243 81 88 05 152 (Haute Direction)
+ 243 81 03 03 558 (Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers)
Fax : +243 813010 959
Site Web : http://www.bcc.cd/

Directions Provinciales :

Bandundu, Bukavu, Goma, Kananga, Kindu, Kisangani, Lubumbashi, Matadi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

Agences autonomes :

Boende, Boma, Bumba, Bunia, Gbadolite, Ilebo, Inongo, Isiro, Kabinda, Kalemie, Kamina, Kasumbalesa, Kikwit, Kongolo, Lodja, Mwene-Ditu Tshikapa, Uvira et Zongo.

Agences mandataires par provinces :

- Mbanza-Ngungu, Muanda, Tshela (Bas-Congo)
- Kenge (Bandundu)
- Basanku, Lisala (Equateur)
- Buta (Province Orientale)
- Beni, Butembo (Nord Kivu)
- Tshimbulu (Kasaï Occidental)
- Kolwezi (Katanga)

Cher Lecteur,

<u>Concerne</u> : Présentation du Rapport d'Activités du secteur de la Microfinance en République Démocratique du Congo, Edition 2015

J'ai l'honneur de vous présenter le Rapport d'Activités du secteur de la microfinance en République Démocratique du Congo pour l'exercice 2015.

Ce document retrace l'apport du secteur de la microfinance dans l'amélioration de l'offre des services financiers aux populations vulnérables, avec un accent particulier sur les femmes généralement actives dans les secteurs du commerce et de l'agriculture, prépondérants dans les zones reculées dépourvues d'institutions financières.

En effet, le secteur a enregistré à la clôture de 2015 une augmentation du total bilantaire de 8,5 % moins importante que les années précédentes en raison du ralentissement de l'activité économique observé au courant de l'année. Cette situation a résulté de la chute du cours des matières premières induite par la baisse de la demande internationale des pays d'Europe et des Etats-Unis ainsi que de l'Asie, la Chine en particulier.

Le ralentissement du rythme de croissance de l'économie congolaise a eu un impact négatif sur l'épargne, dont la hauteur a été ramenée au niveau de 2014. Par contre, l'encours de crédit a connu une hausse de 20,4 % à fin décembre de l'année sous revue par rapport à l'année précédente, induite par une meilleure affectation des ressources collectées couplée aux financements reçus principalement par les institutions non mutualistes. Bien que ne représentant que 18% du nombre total des institutions financières de proximité en 2015, ces dernières ont vu leur part dans le total de bilan du secteur passer de 18 à 52,7 %.

En outre, le secteur a été dynamique dans l'introduction de nouveaux canaux de distribution à forte portée et contribuant à la réduction du coût d'intermédiation. Il s'agit principalement des agents bancaires et de l'utilisation de la technologie pour la collecte de l'épargne dans les lieux d'exercice d'activités des membres et/ou clients desdites institutions, améliorant ainsi le nombre des comptes ouverts qui s'est établi à 1 851 044 à fin 2015 contre 1 781 924 une année plus tôt.

La reconfiguration territoriale du pays a ressorti la nécessité de poursuivre les efforts d'implémentation des institutions financières dans les provinces non desservies dont le nombre s'est élargi à onze (11) provinces sur les vingt-six (26) existantes. En sus, la répartition géographique est demeurée caractérisée par une concentration d'institutions dans trois (3) provinces, à savoir Kinshasa, Nord Kivu et Sud Kivu.

En ce qui concerne les autres aspects liés notamment au cadre légal et réglementaire, à l'évolution du secteur, à sa surveillance par l'Autorité de Régulation et de Contrôle, à ses performances au plan global et provincial, je vous laisse le découvrir au travers de ce Rapport Annuel de la Microfinance, Edition 2015.

Je vous souhaite bonne lecture.

Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EXTERIEUR

L'activité de la microfinance en 2015 s'est inscrite dans un environnement économique mondial marqué par le ralentissement de la croissance à 3,1 % après avoir atteint 3,4 % une année plus tôt. Cette atonie de la croissance mondiale a été ressentie dans les Pays Emergents et en Développement dont l'activité économique a réculé de 0,5 point de pourcentage se situant à 4,1 %. Ces pays figurent parmis ceux où se concentre une part non négligeable des activités de la microfinance.

Dans ce contexte, l'Afrique Subsaharienne a vu son taux de croissance se contracter à 3,4 % après 5,0 % en 2014, posant davantage des défits quant à l'épanouissement de l'activité de la microfinance.

Paradoxalement, le secteur de la microfinance dans le monde a enregistré une nouvelle fois une croissance d'environ 15 %. Cette tendance haussière a résulté principalement du dynamisme de l'Asie, la région la plus dynamique, du redressement du secteur microfinancier indien et de la diversification des canaux de distribution des services financiers.

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERIEUR

L'évolution économique en République Démocratique du Congo a été marquée en 2015 par le ralentissement de l'activité économique en raison de la faiblesse de la demande mondiale. En effet, le taux de croissance économique s'est fixé à 6,9 %, revenant de 9,5 % une année plus tôt, à la suite de la contre-performance du secteur primaire au niveau de l'offre globale et la diminution des investissements tant publics que privés au niveau des emplois finals.

Sur le marché des biens et services, l'inflation est restée sous contrôle. En effet, le taux d'inflation à la clôture de l'année sous revue a été de 0,815 % contre un objectif de 3,5 % et une réalisation de 1,03 % à fin décembre 2014.

Le secteur de la microfinance a enregistré une fois de plus une croissance, laquelle s'est établie à 8,5 % d'une année à l'autre. Par ailleurs, il a été noté la poursuite de l'amélioration de l'encours de crédit et de la collecte de l'épargne surtout par les institutions mutualistes. L'assainissement et la consolidation se sont également poursuivis tout au long de 2015.

ENCADRE SUR LES AGENTS BANCAIRES

Pour rapprocher les services financiers de la population, réduire le temps des opérations et le coût lié auxdits services, la Banque Centrale du Congo s'est résolue de diversifier les canaux de distribution grâce aux innovations technologiques.

A cet effet, elle a autorisé une institution non mutualiste de procéder au lancement de ce service, lequel à la longue s'est avéré un canal porteur d'effets multiplicateurs contribuant à l'amélioration de l'inclusion financière.

Quelles leçons peut-on tirer de ce canal de distribution des services financiers ?

Les agents bancaires sont constitués en grande partie des commerçants fournissant, pour le compte d'une institution financière, des services financiers de type dépôt, retrait, transfert d'argent ou paiement de facture, en vue d'atteindre un plus grand nombre de clients, souvent dans des zones reculées ou à infrastructures vétustes, à un coût réduit par rapport à l'établissement de nouvelles agences.

Quels sont les avantages tirés de l'utilisation de ce canal ?

Les avantages liés à ce canal de distribution des services financiers sont :

- pour les clients et/ou membres, la proximité de l'institution à sa clientèle, la réduction des coûts des transactions, de transport et des services, l'accès aux services financiers fiables et disponibles au-delà des heures d'ouverture des agences de l'institution financière ;
- pour les institutions financières, la proximité de l'institution à sa clientèle, la réduction de ses coûts opérationnels, le désengorgement des guichets et agences, la réduction des files d'attente et l'élargissement de sa clientèle ;
- pour les agents bancaires, la diversification des services rendus à la clientèle, la réalisation des produits supplémentaires, l'amélioration de la notoriété et la confiance ainsi que l'élargissement de la clientèle.

Toutefois, pour un service de qualité à travers ce canal, il est important pour les institutions financières de développer un mode de transaction simple et sécurisé, identifier des commerçants ayant une bonne réputation et un niveau d'activités leur permettant de gérer des liquidités considérables pour faire face aux besoins de la clientèle de l'institution financière, une technologie qui soutienne les services financiers.

ENCADRE : LES ISFD FACE A LA GESTION DE TRESORERIE

Les effets de la baisse des cours de matières premières observés depuis quelques années notamment sur l'économie nationale et, par ricochet, sur le secteur de la microfinance peuvent être atténués par une gestion parcimonieuse de la trésorerie que détiennent les institutions financières de proximité.

En effet, il nous revient de noter que les ISFD font de plus en plus face à des crises de liquidité découlant soit de la mauvaise gestion de la trésorerie soit des effets de contagion. La mauvaise gestion dans ce cas s'entend notamment par l'affectation des ressources à des emplois non productifs et la mauvaise distribution des crédits face à des passifs exigibles généralement à très court terme, en l'absence d'un système de refinancement ou d'obtention des lignes des crédits.

Pour remédier à cette situation, les ISFD mettent l'accent sur la mobilisation des dépôts à terme qu'elles proposent à des taux créditeurs très attrayants, voire supérieurs à ceux du marché. Cette rémunération des dépôts à terme finit par prendre des proportions importantes dans la structure des charges au point d'affecter considérablement leur compte d'exploitation.

Cette situation observée essentiellement dans les institutions mutualistes entame leur rentabilité et finit par affecter leurs fonds propres. Par ailleurs, ces ressources mobilisées, à coûts élevés, en l'absence de leur bonne affectation et des fonds propres conduisent à des difficultés de faire face aux retraits des membres et/ou clients.

La mauvaise gestion de trésorerie constitue de ce fait une préoccupation des institutions mutualistes devant fournir des efforts pour assurer leur viabilité et leur pérennité dans le but d'améliorer l'inclusion financière dans le pays.

En effet, la bonne gestion de trésorerie garantit un équilibre financier. En d'autres termes, elle veille à maintenir une liquidité suffisante pour faire face aux échéances futures, tout en optimisant la rentabilité des fonds. En sus, les ISFD doivent être en mesure de maitriser le risque de taux d'intérêt et de change ainsi qu'à sécuriser les paiements.

De ce qui précède, il y a lieu d'emmener les ISFD à l'amélioration de leur gestion principalement en évitant des ressources onéreuses qui amenuisent leur rentabilité et en allouant rationnellement leurs actifs en vue du respect des ratios prudentiels.

CHAPITRE I :
CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE DE L'ACTIVITE DE MICROFINANCE

Au cours de l'exercice 2015, les textes légaux et réglementaires régissant les activités du secteur de la microfinance en République Démocratique du Congo ont été complétés par la loi sur le crédit-bail.

Ainsi, l'arsenal légal s'est présenté comme suit :

- Loi n° 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Epargne et de Crédit
- Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit
- Loi n° 005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo
- Loi n° 11/020 du 15 septembre 2011 fixant les règles relatives à l'activité de la microfinance en République Démocratique du Congo, entrée en vigueur en 2013
- Loi n°15/003 du 12 février 2015 relative au crédit-bail

S'agissant des textes réglementaires, ils ont été constitués des Instructions ci-après :

- L'Instruction n° 002 du 14 avril 2012 relative aux normes prudentielles des Coopératives d'Epargne et de Crédit ainsi que des Institutions de Micro Finance

- L'Instruction n° 003 du 14 avril 2012 aux Coopératives d'Epargne et de Crédit ainsi qu'aux Institutions de Micro Finance relative à la classification et au provisionnement des crédits

- L'Instruction n° 004 du 14 avril 2012 aux Coopératives d'Epargnes et de Crédit et aux Institutions de Micro Finance relative aux indicateurs de performance

- L'Instruction n°005 du 14 avril 2012 aux Coopératives d'Epargne et de Crédit et aux Institutions de Micro Finance relative au financement des immobilisations

- L'Instruction n°006 du 14 avril 2012 aux Coopératives d'Epargne et de Crédit et aux Institutions de Micro Finance relative à l'utilisation du Plan Comptable des Coopératives d'Epargne et de Crédit et des Institutions de Micro Finance

- L'Instruction n°007 du 14 avril 2012 aux Coopératives d'Epargne et de Crédit et aux Institutions de Micro Finance relative à la gouvernance

- L'Instruction n°008 du 14 avril 2012 relative à l'organisation du contrôle interne des Coopératives d'Epargne et de Crédit et des Institutions de Micro Finance

- L'Instruction n°009 du 14 avril 2012 aux Coopératives d'Epargne et de Crédit et aux Institutions de Micro Finance relative à la transmission des situations périodiques

- L'Instruction n°0010 du 10 janvier 2013 relative à la fixation du capital minimum des Institutions de Micro Finance

- L'Instruction n°0011 du 08 janvier 2013 relative au fonctionnement d'une faîtière

En outre, plusieurs projets de révision et d'innovation du cadre juridique ont été entamés en vue d'améliorer l'environnement dans lequel les institutions évoluent et de contribuer à l'atteinte des objectifs de stabilisation du système financier et d'impulsion de l'inclusion financière dans le pays. Dans cet élan, la Banque Centrale du Congo a amorcé plusieurs projets devant assurer une amélioration de l'architecture financière de la RDC.

Ces révisions et projets ont porté notamment sur :

- la Loi n°002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Epargne et Crédit. Ladite révision devrait concerner principalement la Gouvernance, l'introduction des dispositions relatives à la protection des consommateurs, l'allignement à l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit de surêté et les méthodes de regroupement des insititutions mutualistes en réseau ;

- la Loi n°003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, qui devrait notamment consacrer les Institutions de Micro Finance comme la sixième catégorie des établissements de crédit ;

- la Loi n°005/2002 du 07 mai 2002 relative à la consitituion, l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, qui confrérait à l'Iinstitut d'Emission rôle de garant de la stabilité financière

- la mise en place d'un Fonds de Garantie des dépôts. Ledit projet qui s'est inscrit dans le cadre du Plan Stratégique de Développement de la Banque Centrale du Congo et du Système Financier National, vise à protéger les clients des banques et institutions de microfinance, collectrices des dépôts, en sécurisant leurs avoirs (dépôts, titres, caution) en cas de défaillance de leurs établissements.

C'est dans cette optique qu'il a été créé un Comité de Pilotage chargé de mener des réflexions autour de la mise en place d'un mécanisme de protection des dépôts en République Démocratique du Congo.

Par ailleurs, il convient d'indiquer que la Banque Centrale du Congo, avec le concours de la KfW, avait diligenté une étude de faisabilité visant à déterminer les conditions préalables à la mise en place dudit Fonds en République Démocratique du Congo.

Au terme de ladite étude, il a été noté que sur base d'une évaluation qualitative, les conditions préalables à la mise en place d'un système de garantie des dépôts étaient en majorité remplies et qu'un tel mécanisme pouvait être mis en œuvre avec succès en RDC.

- la modernisation du système national de paiement. La Banque Centrale du Congo mène depuis quelques années, avec le concours du Gouvernement et l'appui de la Banque Mondiale dans le cadre du projet de développement des infrastructures financières et des marchés, une réforme qui a vocation à moderniser le Système National des Paiements en améliorant le traitement des transactions de paiement au sein de l'économie nationale.

  Cette reforme s'articule autour des axes ci-après :

  - l'implémentation du système de règlement des transactions interbancaires de gros montants ;

  - l'automatisation et la télécompensation du système d'échanges et de règlement des opérations de petits montants à travers la chambre de compensation automatisée ;

  - la dématérialisation, grâce au registre appelé Dépositaire Central des Titres (DCT), de l'émission et de la circulation des titres publics et ceux de la Banque Centrale ;

  - la construction d'un réseau de télécommunication interbancaire devant relier l'ensemble de la communauté bancaire à la BCC ;

  - le développement de l'interbancarité monétique avec la mise en place d'un Switch monétique pour permettre l'interopérabilité des cartes bancaires dans les Distributeurs Automatiques des billets et des terminaux de paiement.

  Cette reforme devrait offrir plusieurs avantages tant au secteur bancaire qu'aux consommateurs des services financiers. Il convient d'en épingler notamment :

- l'élargissement de la gamme des instruments de paiement électroniques et en scriptural ;
- la rapidité et le dénouement à moindre coût des transactions commerciales et financières, moteur de croissance de l'économie réelle ;
- le renforcement de l'interbancarité et de l'interopérabilité monétique.

CHAPITRE II :
PRESENTATION DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE

Le secteur de la microfinance en République Démocratique du Congo reste dominé par des institutions mutualistes de petite taille inégalement réparties sur le territoire national et caractérisé par des problèmes de gouvernance bien qu'en amélioration.

Quant aux institutions non mutualistes, bien qu'en petit nombre, elles ont connu une avancée significative, en raison de l'existence des institutions à capitaux étrangers, lesquelles offrent des services d'épargne et de crédit, contrairement à celles à capitaux nationaux qui offrent essentiellement le crédit.

2.1. Evolution des institutions de microfinance

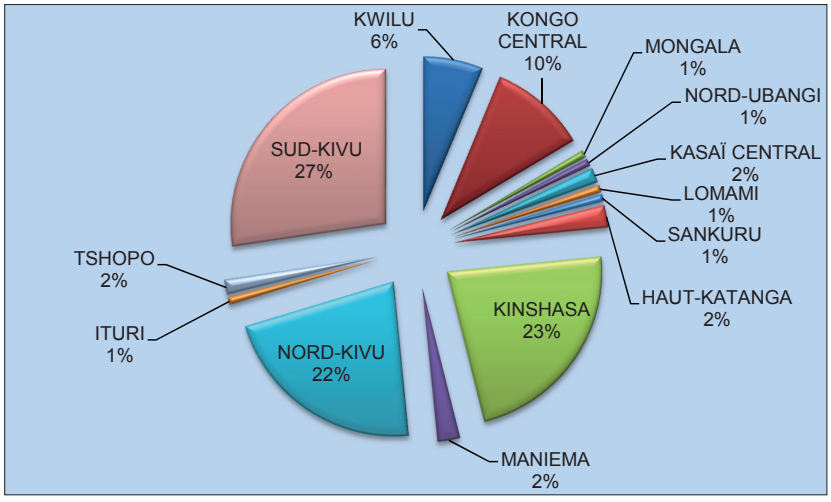
Le rythme baissier d'institutions de microfinance observé depuis 2011 s'est estompé en 2015. En effet, le nombre d'institutions de microfinance s'est chiffré à 128 à fin décembre 2015 contre 123 en 2014, soit un accroissement de 4,1 %. Cette situation est expliquée par l'agrément de neuf (9) institutions dans le secteur et le retrait d'agrément de quatre (4) aux équilibres fondamentaux rompus et sans perspectives de redressement.

Sur l'ensemble de ces institutions, il a été dénombré 105 Coopératives d'Epargne et Crédit et 23 Institutions de Micro Finance réparties comme suit :

Tableau n° 1 : Répartition des ISFD par province

PROVINCES	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre	Nouvelles Provinces	Nombre d'ISFD
BANDUNDU	10	12	13	15	15	8	KWILU	8
							MAI-NDOMBE	-
							KWANGO	-
BAS-CONGO	5	6	14	14	14	11	KONGO CENTRAL	13
EQUATEUR	0	0	0	1	1	1	EQUATEUR	-
							MONGALA	1
							NORD-UBANGI	1
							SUD-UBANGI	-
							TSHUAPA	-
KASAÏ OCCIDENTAL	1	1	1	1	1	2	KASAÏ	-
							KASAÏ CENTRAL	2
KASAÏ ORIENTAL							KASAÏ ORIENTAL	-
	1	2	3	3	3	2	LOMAMI	1
							SANKURU	1
KATANGA	1	2	3	3	4	3	HAUT-KATANGA	3
							HAUT-LOMANI	-
							LUALABA	-
							TANGANYIKA	-
KINSHASA	33	39	42	37	34	28	KINSHASA	29
MANIEMA	2	4	4	3	3	3	MANIEMA	3
NORD-KIVU	36	45	46	38	32	28	NORD-KIVU	28
PROVINCE ORIENTALE	0	0	0	2	2	3	BAS-UELE	-
							HAUT-UELE	-
							ITURI	1
							TSHOPO	2
SUD-KIVU	23	32	38	32	33	34	SUD-KIVU	35
TOTAL	**112**	**143**	**164**	**149**	**142**	**123**	**TOTAL**	128

Graphique n° 1 : Répartition des ISFD par province en 2015



Source : BCC

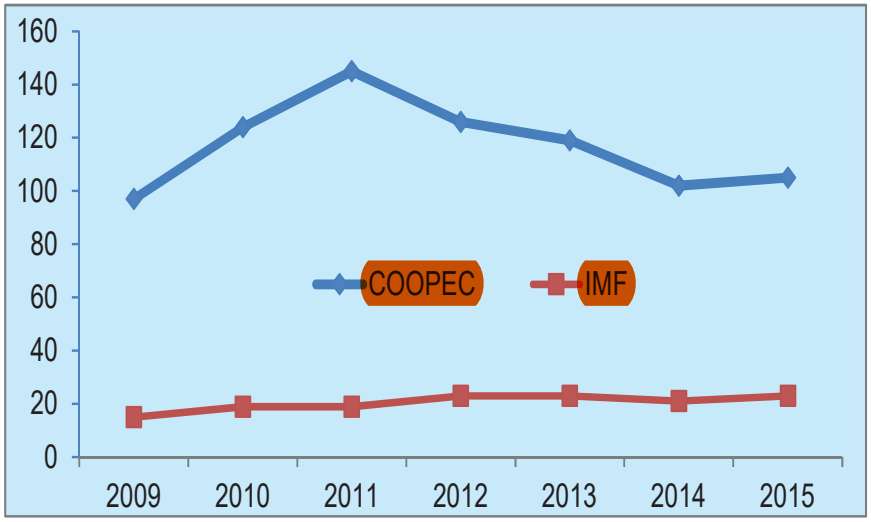
Il ressort de cette répartition que la concentration des structures financières de proximité est toujours dans trois provinces qui du reste, n'ont pas été démembrées suite à la nouvelle organisation territoriale en RDC.

L'analyse de la répartition des ISFD par province a continué d'attester la forte concentration dans les Provinces du Sud et du Nord Kivu ainsi que dans la Ville Province de Kinshasa avec des parts respectives de 27,3 %, 21,9 % et 22,7 %, soit un total de 71,9 %. Par rapport à l'année précédente où cette part était fixée à 73,2 %, il a été observé une légère régression de 1,3 point de pourcentage.

Tableau n° 2 : Evolution par type d'institutions

RUBRIQUE	2009		2010		2011		2012		2013		2014		2015	
	Nbre	**Part %**	**Nbre**	**Part %**	**Nbre**	**Part %**	**Nbre**	**Part %**	**Nbre**	**Part %**	**Nbre**	**Part %**	**Nbre**	**Part %**
COOPEC	97	86,6	124	86,7	145	88,4	126	84,6	119	83,8	102	82,9	105	82,0
IMF	15	13,4	19	13,3	19	11,6	23	15,4	23	16,2	21	17,1	23	18,0
TOTAL	**112**	**100,0**	**143**	**100,0**	**164**	**100,0**	**149**	**100,0**	**142**	**100,0**	**123**	**100,0**	**128**	**100,0**

Graphique n° 2 : Evolution par type d'institutions



Source : BCC.

Comme dans les années antérieures, il s'est dégagé une prépondérance des COOPEC sur les IMF malgré la baisse de la part des institutions mutualistes. En effet, elles ont représenté respectivement 82,0 % et 18,0 % en 2015 contre 83,8 % et 16,2 % une année plus tôt.

Tableau n° 3 : Evolution par catégorie d'ISFD et par province

PROVINCES	2011		2012		2013		2014		2015		
	COOPEC	**IMF**	**COOPEC**	**IMF**	**COOPEC**	**IMF**	**COOPEC**	**IMF**	**NOUVELLES PROVINCES**	**COOPEC**	**IMF**
BANDUNDU	12	1	14	1	14	1	7	1	KWILU	7	1
									MAI-NDOMBE	-	-
									KWANGO	-	-
BAS-CONGO	13	1	13	1	13	1	10	1	KONGO CENTRAL	12	1
EQUATEUR	-	-	-	1	-	1	-	1	EQUATEUR	-	-
									MONGALA	1	-
									NORD-UBANGI	-	1
									SUD-UBANGI	-	-
									TSHUAPA	-	-
KASAÏ OCCIDENTAL	1	-	1	-	1	-	2	-	KASAÏ	-	-
									KASAÏ CENTRAL	2	-
KASAÏ ORIENTAL	2	1	2	1	2	1	2	-	KASAÏ ORIENTAL	-	-
									LOMAMI	1	-
									SANKURU	1	-
KATANGA	2	1	2	1	2	2	1	2	HAUT-KATANGA	1	2
									HAUT-LOMANI	-	-
									LUALABA	-	-
									TANGANYIKA	-	-
KINSHASA	31	11	23	14	22	12	18	10	KINSHASA	19	10
MANIEMA	4	-	3	-	3	-	3	-	MANIEMA	3	-
NORD-KIVU	44	2	36	2	30	2	25	3	NORD-KIVU	25	3
PROVINCE ORIENTALE	-	-	2	-	2	-	3	-	BAS-UELE	-	-
									HAUT-UELE	-	-
									ITURI	1	-
									TSHOPO	2	-
SUD-KIVU	36	2	30	2	30	3	31	3	SUD-KIVU	30	5
TOTAL	**145**	**19**	**126**	**23**	**119**	**23**	**102**	**21**	TOTAL	105	23

Source : BCC

Près de la moitié des institutions non mutualistes, dix (10) IMF sur les vingt-trois (23) à fin 2015, ont leur siège social dans la Ville Province de Kinshasa.

Tableau n° 4 : Evolution par catégorie d'IMF par province

PROVINCES	2011		2012		2013		2014		2015		
	EMC	SMF	EMC	SMF	EMC	SMF	EMC	SMF	NOUVELLES PROVINCES	EMC	SMF
BANDUNDU	1	-	1	-	1	-	1	-	KWILU	1	-
									MAI-NDOMBE	-	-
									KWANGO	-	-
BAS-CONGO	1	-	1	-	1	-	1	-	KONGO CENTRAL	1	-
EQUATEUR	-	-	1	-	1	-	1	-	EQUATEUR	-	-
									MONGALA	-	-
									NORD-UBANGI	1	-
									SUD-UBANGI	-	-
									TSHUAPA	-	-
KASAÏ OCCIDENTAL	-	-	-	-	-	-	-	-	KASAÏ	-	-
									KASAÏ CENTRAL	-	-
KASAÏ ORIENTAL	1	-	1	-	1	-	-	-	KASAÏ ORIENTAL	-	-
									LOMAMI	-	-
									SANKURU	-	-
KATANGA	1	-	1	-	1	1	1	1	HAUT-KATANGA	1	1
									HAUT-LOMANI	-	-
									LUALABA	-	-
									TANGANYIKA	-	-
KINSHASA	9	2	12	2	9	3	5	5	KINSHASA	5	5
MANIEMA	-	-	-	-	-	-	-	-	MANIEMA	-	-
NORD-KIVU	2	-	2	-	2	-	2	1	NORD-KIVU	1	2
PROVINCE ORIENTALE	-	-	-	-	-	-	-	-	BAS-UELE	-	-
									HAUT-UELE	-	-
									ITURI	-	-
									TSHOPO	-	-
SUD-KIVU	2	-	2	-	1	2	1	2	SUD-KIVU	3	2
TOTAL	**17**	**2**	**21**	**2**	**17**	**6**	**12**	**9**	**TOTAL**	**13**	**10**

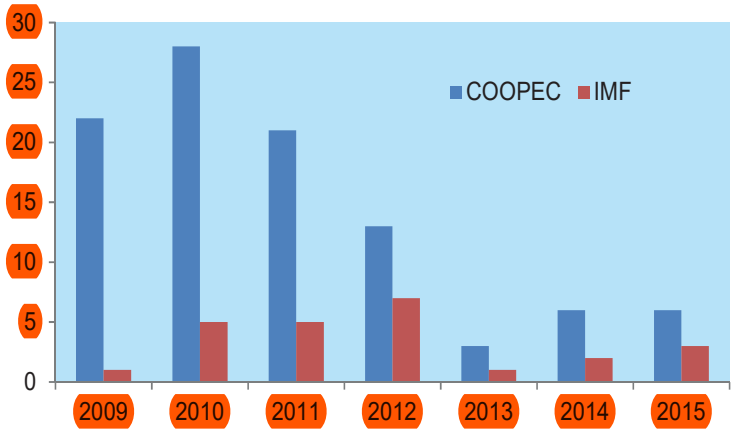
Source : BCC

L'analyse par catégorie d'Institution de Micro Finance révèle que les Entreprises de Micro-Crédit sont demeurées prépondérantes avec 13 institutions contre 10 Sociétés de Micro Finance.

Tableau n° 5 : Evolution des agréments des ISFD

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	Nombre	**Nombre**	**Nombre**	**Nombre**	**Nombre**	**Nombre**	**Nombre**
COOPEC	22	28	21	13	3	6	6
IMF	1	5	5	7	1	2	3
TOTAL	**23**	**33**	**26**	**20**	**4**	**8**	**9**

Graphique n° 3 : Evolution des agréments des ISFD



Source : BCC.

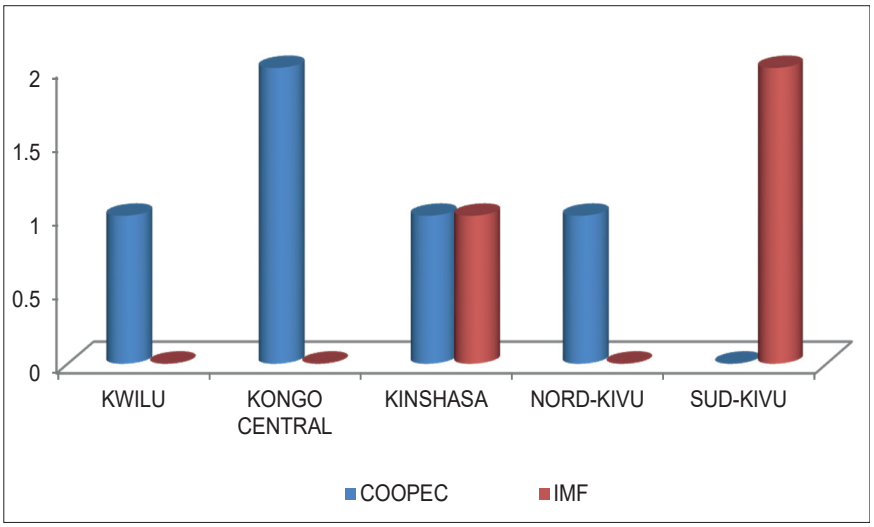
L'Autorité de Contrôle et de Régulation a agréé neuf (9) institutions du Système Financier Décentralisé, dont six (6) Coopératives primaires dans les Provinces de Kinshasa, Kongo Central, Kwilu, Mongala et Nord Kivu ainsi que trois (3) Institutions de Micro Finance, à Kinshasa et dans le Sud Kivu.

Tableau n° 6 : Evolution des agréments par province

PROVINCES	2011		2012		2013		2014		2015		
	COOPEC	IMF	COOPEC	IMF	COOPEC	IMF	COOPEC	IMF	NOUVELLES PROVINCES	COOPEC	IMF
BANDUNDU	-	1	2	1	-	-	1	-	KWILU	1	-
									MAI-NDOMBE	-	-
									KWANGO	-	-
BAS-CONGO	8	-	2	-	-	-	-	-	KONGO CENTRAL	2	-
EQUATEUR	-	-	-	1	-	-	-	-	EQUATEUR	-	-
									MONGALA	1	-
									NORD-UBANGI	-	-
									SUD-UBANGI	-	-
									TSHUAPA	-	-
KASAÏ OCCIDENTAL	1	-	-	-	-	-	2	-	KASAÏ	-	-
									KASAÏ CENTRAL	-	-
KASAÏ ORIENTAL	-	-	-	-	-	-	-	-	KASAÏ ORIENTAL	-	-
									LOMAMI	-	-
									SANKURU	-	-
KATANGA	1	-	1	-	-	-	-	-	HAUT-KATANGA	-	-
									HAUT-LOMANI	-	-
									LUALABA	-	-
									TANGANYIKA	-	-
KINSHASA	1	3	2	5	1	-	-	1	KINSHASA	1	1
MANIEMA	-	-	1	-	-	-	-	-	MANIEMA	-	-
NORD-KIVU	4	1	1	-	1	-	1	1	NORD-KIVU	1	-
PROVINCE ORIENTALE	-								BAS-UELE	-	-
									HAUT-UELE	-	-
									ITURI	-	-
									TSHOPO	-	-
SUD-KIVU	6	-	2	-	1	1	1	-	SUD-KIVU	-	2
TOTAL	**21**	**5**	**13**	**7**	**3**	**1**	**6**	**2**		6	3

La Banque Centrale du Congo a continué d'observer le renforcement des dispositions règlementaires relatives aux conditions d'agrément prises depuis 2013 dans le cadre de la consolidation du secteur microfinancier.

Graphique n° 4 : Evolution des agréments par province



Source : BCC

Pour ce qui est des institutions mutualistes, le secteur a compté cent trois (103) Coopératives primaires (COOPEC) et 2 Coopératives Centrales d'Epargne et de Crédit (COOCEC) à la fin de l'année sous revue. Pour ces dernières, il s'agit de la Centrale des Mutuelles d'Epargne et de Crédit au Congo, en sigle « MECRECO » et de la COOCEC KIVU. Le nombre des institutions affiliées est demeuré le même aussi bien pour la MECRECO (19) que pour la deuxième faîtière (9).

S'agissant des points d'exploitation, huit (8) nouvelles agences et deux (2) guichets ont été autorisées par la Banque Centrale et deux (2) autres agences ont été fermées suite au retrait d'agrément d'une Société de Micro Finance, établissant ainsi leur nombre à 61 à la clôture de l'exercice sous revue contre 53 une année auparavant. Ainsi, le nombre des points d'exploitation s'est situé à 188, dont 127 agences localisées dans leurs sièges respectifs et 61 ouvertes sur d'autres sites.

Tableau n° 7 : Agences des ISFD par province

PROVINCES	IMF			COOOPEC	TOTAL
	EMC	**SMF**	**TOTAL**		
KWILU	0	1	1	0	1
KONGO CENTRAL	1	2	3	0	3
HAUT-KATANGA	0	4	4	0	4
LUALABA	0	1	1	0	1
KINSHASA	0	16	16	7	23
NORD-KIVU	0	4	4	7	11
SUD-KIVU	1	8	9	9	18
TOTAL	**2**	**36**	**38**	**23**	**61**

Source : BCC

Il importe de relever que les IMF, bien qu'en nombre inférieur, ont été dynamiques en ce qui concerne le rapprochement de leurs services à la clientèle. En effet, elles ont détenu 62,3 % des agences ouvertes dans sept (7) provinces. Par ailleurs, une seule IMF a disposé de 47,4 % du total des agences ouvertes par cette catégorie et 29,5 % du total des agences du secteur.

En ce qui concerne les agents bancaires, deux IMF ont utilisé ce canal pour rapprocher davantage leurs services financiers à leur clientèle, permettant de désengorger leurs agences et contribuer à la réduction du coût de déplacement des clients et élargissant les heures d'ouverture pour le dépôt et le retrait des fonds.

En effet, sur 664 agents bancaires enregistrés au courant de l'exercice sous revue, 98 % ont appartenu à une seule IMF dont le réseau est disséminé dans cinq provinces, à savoir la Ville Province de Kinshasa, le Kongo Central, le Haut Katanga, le Lualaba et le Sud Kivu. Ce canal a permis à l'institution d'y effectuer 69,0 % de ses transactions avec sa clientèle.

2.2. Evolution des éléments de portée

2.2.1. Nombre des comptes ouverts par les ISFD

Le nombre des comptes ouverts auprès des Institutions du Système Financier Décentralisé a connu une hausse de 3,9 % d'une année à l'autre. En effet, il est passé de 1 781 924 à la clôture de l'exercice précédent pour s'établir à 1 851 044 comptes à fin 2015.

Ce faible accroissement est justifié notamment par la fermeture de quelques structures, le déplacement des populations dans les zones à risque et les effets de la baisse des cours des matières premières ayant ralenti l'activité économique dans le pays. En outre, l'intégration d'une IMF dans la bancarisation de la paie des fonctionnaires, l'utilisation des agents bancaires comme canaux de distribution, la domiciliation de la paie du personnel de certaines sociétés dans les ISFD, le paiement des frais scolaires dans les comptes ouverts par les établissements scolaires et universitaires et l'agrément de neuf (9) nouvelles structures financières de proximité ont permis de soutenir tant soit peu l'évolution des comptes ouverts dans le secteur. .

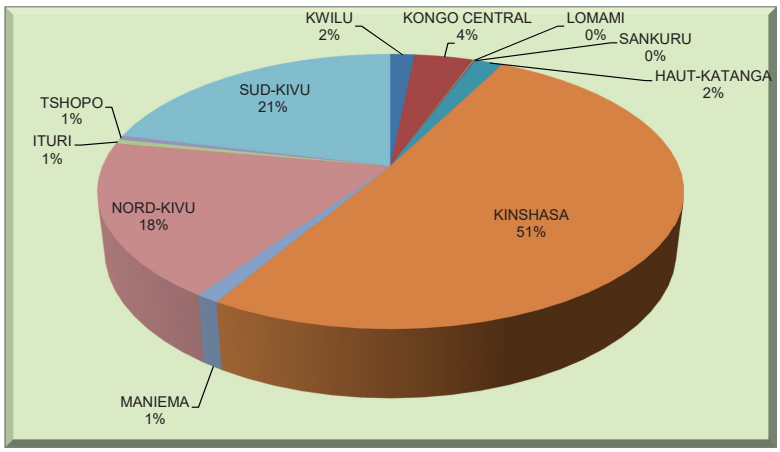
Tableau n° 8 : Evolution du nombre des comptes

PROVINCES	2011	2012	2013	2014	2015		
					NOUVELLES PROVINCES	NOMBRE	PART
BANDUNDU	28 721	31 790	32 539	24 269	KWILU	29 470	1,6
					MAI-NDOMBE		0
					KWANGO		0
BAS-CONGO	45 317	57 673	64 587	67 884	KONGO CENTRAL	69 619	3,9
EQUATEUR	-	1 878	2 627	158	EQUATEUR		0
					MONGALA	136	0
					NORD-UBANGI	190	0
					SUD-UBANGI		0
					TSHUAPA		0
KASAÏ OCCIDENTAL	1 137	1 256	1 256	141	KASAÏ		0
					KASAÏ CENTRAL	287	0
KASAÏ ORIENTAL	3 541	2 064	2 887	2 307	KASAÏ ORIENTAL		0
					LOMAMI	1 464	0,1
					SANKURU	929	0,1
KATANGA	9 397	19 866	44 194	42 537	HAUT-KATANGA	36 111	1,8
					HAUT-LOMANI		0
					LUALABA		0
					TANGANYIKA		0
KINSHASA	352 171	508 242	682 528	913 220	KINSHASA	917 204	51
MANIEMA	8 247	12 278	17 172	19 761	MANIEMA	20 322	1,1
NORD-KIVU	207 009	167 386	264 654	322 405	NORD-KIVU	378 925	18,3
PROVINCE ORIENTALE	-	5 593	7 823	16 657	BAS-UELE		0
					HAUT-UELE		0
					ITURI	8 167	0,5
					TSHOPO	8 660	0,5
SUD-KIVU	150 210	244 043	351 197	372 585	SUD-KIVU	379 560	21,2
TOTAL	**805 750**	**1 052 069**	**1 471 464**	**1 781 924**	**TOTAL**	**1 851 044**	100

Source : BCC

En ce qui concerne la répartition des comptes par Province, il a été observé une forte concentration des ISFD, à Kinshasa, dans le Nord Kivu et dans le Sud Kivu, lesquelles ont détenu 90,6 % des comptes ouverts en 2015 contre 90,3 % une année plus tôt, soit une augmentation de 0,3 point de pourcentage.

Graphique n° 5 : Evolution du nombre des comptes



Source : BCC.

La catégorisation des comptes ouverts par type d'ISFD a fait ressortir en 2015, à l'instar des années précédentes, une prépondérance des comptes dans les Coopératives d'Epargne et de Crédit, lesquelles ont détenu 63,7 % des comptes.

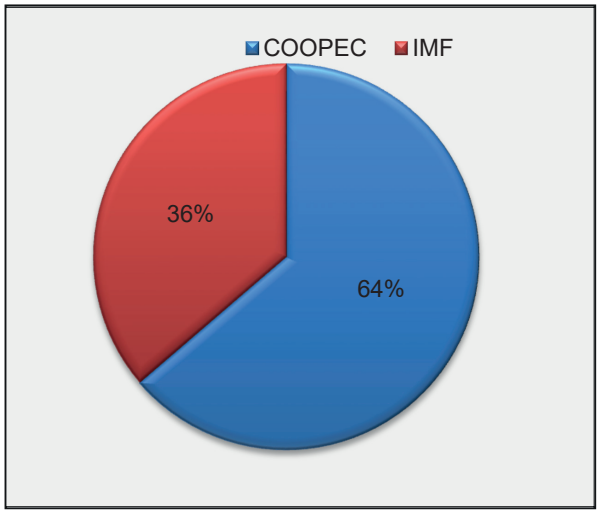
Tableau n° 9 : Nombre des comptes par catégorie d'institution

PROVINCE	COOPEC					IMF				
	2012	2013	2014	2015		2012	2013	2014	2015	
BANDUNDU	31 473	32 215	19 895	KWILU	24 866	317	324	4 374	KWILU	4 604
				MAI-NDOMBE	-				MAI-NDOMBE	-
				KWANGO	-				KWANGO	-
BAS-CONGO	57 673	63 959	66 210	KONGO CENTRAL	67 912	566	628	1 674	KONGO CENTRAL	1 707
EQUATEUR	-	-	-	EQUATEUR	-	1 878	2 627	158	EQUATEUR	-
				MONGALA	136				MONGALA	-
				NORD-UBANGI	-				NORD-UBANGI	190
				SUD-UBANGI	-				SUD-UBANGI	-
				TSHUAPA	-				TSHUAPA	-
KASAÏ OCCIDENTAL	1 256	1 256	141	KASAÏ		-	-	-	KASAÏ	-
				KASAÏ CENTRAL	287				KASAÏ CENTRAL	-
KASAÏ ORIENTAL	775	1 084	2 307	KASAÏ ORIENTAL	-	1 289	1 803	-	KASAÏ ORIENTAL	-
				LOMAMI	1 464				LOMAMI	-
				SANKURU	929				SANKURU	-
KATANGA	6 869	15 281	851	HAUT-KATANGA	3 307	12 997	28 913	41 686	HAUT-KATANGA	32 804
				HAUT-LOMANI	-				HAUT-LOMANI	-
				LUALABA	-				LUALABA	-
				TANGANYIKA	-				TANGANYIKA	-
KINSHASA	90 395	121 393	412 794	KINSHASA	413 321	417 847	561 135	500 426	KINSHASA	503 883
MANIEMA	12 278	17 172	19 761	MANIEMA	20 322	-	-	-	MANIEMA	-
NORD-KIVU	151 030	239 078	293 349	NORD-KIVU	299 671	16 157	25 576	29 056	NORD-KIVU	79 254
PROVINCE ORIENTALE	5 580	7 823	16 657	BAS-UELE	-	-	-	-	BAS-UELE	-
				HAUT-UELE	-				HAUT-UELE	-
				ITURI	8 167				ITURI	-
				TSHOPO	8 660				TSHOPO	-
SUD-KIVU	236 392	340 681	323 349	SUD-KIVU	330 469	7 297	10 516	49 236	SUD-KIVU	49 091
TOTAL	**593 721**	**839 942**	**1 155 314**	**TOTAL**	**1 179 511**	**458 348**	**631 522**	**626 610**	**TOTAL**	**671 533**

Source : BCC

Tenant compte du nombre des IMF agréées, il y a lieu de noter un dynamisme dans cette catégorie d'institutions, composée de vingt-trois (23) institutions, qui a accaparé la part de 36,3 % du nombre des comptes ouverts dans le secteur par seules non mutualistes contre 35,2 % en 2014.

Graphique n° 6 : Part des comptes par catégorie d'ISFD en 2015



2.2.2. Répartition des membres et clients par genre

A la clôture de l'exercice 2015, il a été noté un accroissement du nombre des comptes détenus par les hommes par rapport à celui des femmes. Cette évolution est expliquée notamment par l'intégration des hommes dans certaines institutions de Microfinance qui jadis n'avaient de relations d'affaires qu'avec les femmes, le financement croissant des MPME et la bancarisation de la paie des fonctionnaires, lesquels sont constitués majoritairement d'hommes.

En effet, sur les 1 851 044 comptes ouverts, 59,8 % ont appartenu aux hommes contre 40,2 % aux femmes, creusant ainsi l'écart entre les genres. En effet, les femmes ont détenu moins de 4,3 points de pourcentage des comptes par rapport à l'année précédente où il s'était établi à 44,5 %.

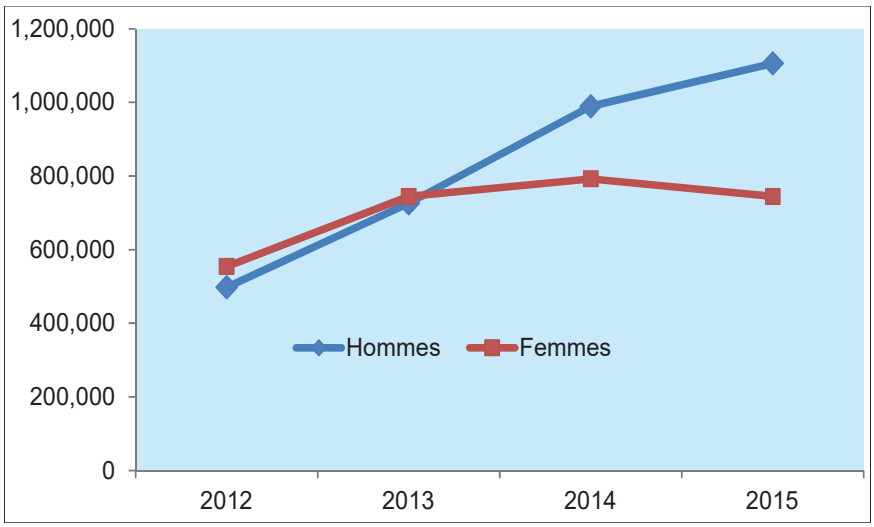
Tableau n° 10 : Evolution du nombre des comptes par genre

GENRE	2012		2013		2014		2015	
	Nbre de compte	Part %	Nbre de compte	Part %	Nbre de compte	Part %	Nbre de compte	Part %
Hommes	497 664	47,3	726 702	49,4	989 740	55,5	1 106 081	59,8
Femmes	554 405	52,7	744 762	50,6	792 184	44,5	744 963	40,2
TOTAL	**1 052 069**	**100,0**	**1 471 464**	**100,0**	**1 781 924**	**100,0**	**1 851 044**	**100,0**

Source : BCC

L'analyse par catégorie d'ISFD a renseigné que les comptes ouverts par les femmes ont représenté 42,7 % dans les IMF et 38,8 % dans les institutions mutualistes. Cette situation est tributaire à la présence des institutions non mutualistes dans les principales Villes où les femmes tiennent un rôle important dans les petits commerces, cibles des IMF.

Graphique n° 7 : Evolution du nombre des comptes ouverts par genre



Source : BCC.

Le nouveau découpage territorial introduit au courant de l'année sous revue par l'Etat congolais, conformément à l'article 2 de la Constitution du 18 février 2006, a induit le passage des provinces de onze (11) à vingt-six (26) influençant à la baisse la couverture géographique. A cet effet, autrefois couvert par au moins une institution par province, le découpage a ressorti la couverture de quatorze (14) provinces sur vingt-six (26).

Par ailleurs, les trois provinces à forte concentration des ISFD, à savoir la Ville Province de Kinshasa, le Nord Kivu et le Sud Kivu, sont demeurées les plus importantes en termes d'ouverture des comptes. Elles sont suivies par le Kongo Central (3,7 %), le Haut Katanga (2,0 %) et le Kwilu (1,6 %). Cette situation est expliquée par l'existence des activités liées au Port de Matadi, aux activités minières et agricoles.

En outre, à l'exception de la province de Kwilu où les comptes ont été détenus à concurrence de 55,8 % des femmes, toutes les autres provinces pourvues en institutions financières de proximité ont enregistré plus des comptes ouverts par les hommes.

2.2.3. Secteurs d'activités des ISFD

Comme les autres années, l'affectation des crédits a concerné principalement le secteur du commerce et la consommation. Cependant, il a été de plus en plus observé une reprise de la distribution des crédits dans les secteurs de l'agriculture et de l'habitat bien que leur part soit demeurée encore faible. Ceci découle notamment des risques liés à ces secteurs en l'absence des assurances appropriées et des chaines de valeur ainsi que de l'insuffisance des ressources à moyen et long terme.

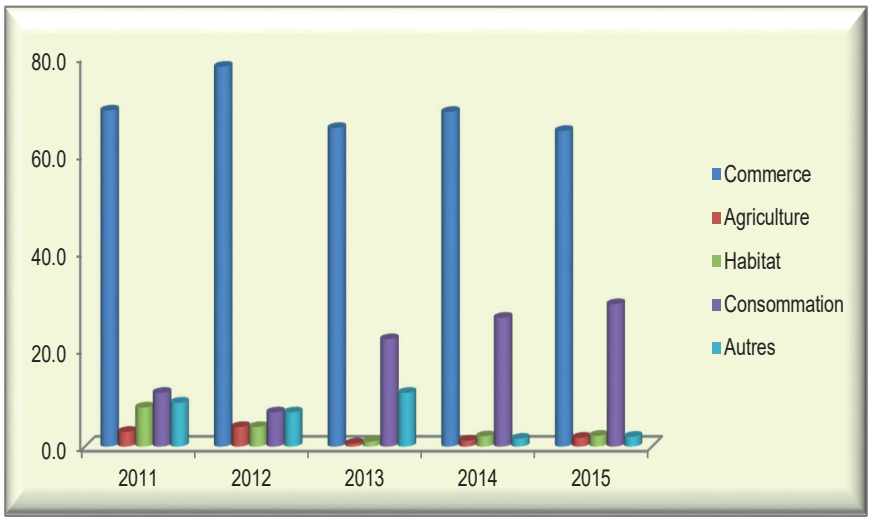
En outre, il a été observé un financement timide des MPME par quelques institutions bien qu' encore marginal. Cette situation est expliquée notamment par les obstacles liés à l'absence des états financiers, l'absence des dossiers bancables et l'insécurité dans la partie Est du pays.

Tableau n° 11 : Evolution des crédits par secteur d'activités

Secteur d'activités	Parts relatives des crédits (en %)				
	2011	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**
Commerce	69,0	78,0	65,4	68,7	64,8
Agriculture	3,0	4,0	0,6	1,2	1,8
Habitat	8,0	4,0	1,0	2,1	2,2
Consommation	11,0	7,0	22,0	26,4	29,2
Autres	9,0	7,0	11,0	1,6	2,0
TOTAL	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : BCC

Graphique n° 8 : Evolution des crédits par secteur d'activités (à refaire : graphique avec deux courbes habitat et agriculture)



CHAPITRE III : SURVEILLANCE DES INSTITUTIONSDE MICROFINANCE

Dans sa mission lui reconnue par le législateur d'Autorité de Régulation et de Contrôle, la Banque Centrale du Congo a procédé à la surveillance des ISFD afin de s'assurer du respect par ces dernières des dispositions légales et réglementaires, base de la solidité et la stabilité du système financier.

Pour ce faire, elle a effectué plusieurs contrôles sur pièces, lesquels ont conduit, pour certains, par des contrôles sur place.

3.1. Types de contrôle exercé

3.1.1. Contrôle sur pièces

La stabilité du système microfinancier passé par une surveillance efficace et continue à travers l'analyse des situations périodiques transmises par les institutions financières de proximité.

Ainsi, durant l'exercice sous revue, la Banque Centrale du Congo a procédé à l'examen des états financiers, des rapports des organes de contrôle et de gestion ainsi qu'au suivi des ratios prudentiels et indicateurs de performance de toutes les ISFD et en particulier celles dites "phares".

Les résultats dégagés ont permis d'identifier les risques auxquels les institutions sont exposées, lesquels ont été suivis de manière à préserver la stabilité du secteur. Ils ont concerné notamment la qualité de l'information financière produite affichant principalement certaines incohérences et invraisemblances, l'absence des fonds propres pour généralement les institutions non mutualistes, la mauvaise qualité du portefeuille crédit l'absence de rentabilité, le dysfonctionnement des organes statutaires.

Par ailleurs, à l'instar de l'année dernière, le taux de transmission des états financiers mensuels, reçus par l'Institut d'Emission via la plateforme FinA au plus tard le quinzième jour calendrier du mois suivant la clôture du mois précèdent, est resté à 82,3 %, pratiquement au même niveau de 2014 où il s'était établi à 82,9 %.

En ce qui concerne le taux de certification des états financiers, bien que demeurant encore faible, il a, cependant, connu un accroissement se situant à 34,5 % à fin décembre 2015 contre 20,4 % à la même période de 2014.

3.1.2. Contrôle sur place

En sus des missions de contrôle sur place prévues dans le plan de contrôle pluriannuel élaboré sur base des résultats des contrôles sur pièces, la Banque Centrale du Congo a effectué cinq (5) missions ponctuelles, situant ainsi leur nombre à septante-cinq (75).

En effet, durant cet exercice, la BCC a réalisé, conformément à son planning, vingt-sept (27) missions de contrôle plus qu'en 2014 où leur nombre était situé à quarante-trois (43).

Par ailleurs, sur le nombre de quatorze provinces couvertes par les ISFD en 2015, celles de deux (2) provinces, à savoir la Ville Province de Kinshasa et le Haut Katanga, n'ont pas été visitées. En outre, quelques institutions financières du Kongo Central, du Maniema, du Nord Kivu et Sud Kivu n'ont pas été également contrôlées en raison notamment de l'insécurité sévissant dans la partie Est du pays.

Les types de contrôle réalisés se sont présentés comme suit :

Tableau n° 12 : Répartition des contrôles effectués

PROVINCES	Complet	Ciblé	Suivi	Sommaire	Total
BAS-UELE	-	-	-	-	-
EQUATEUR	-	-	-	-	-
HAUT-KATANGA	-	-	-	-	-
HAUT-LOMANI	-	-	-	-	-
HAUT-UELE	-	-	-	-	-
ITURI	-	-	1	-	1
KASAÏ	-	-	-	-	-
KASAÏ CENTRAL	-	-	-	-	-
KASAÏ ORIENTAL	-	-	-	-	-
KINSHASA	-	1	-	-	1
KONGO CENTRAL	2	2	3		7
KWANGO	-	-	-	-	-
KWILU	2	4	2		8
LOMAMI	1	-	-	-	1
LUALABA	-	-	-	-	-
MAI-NDOMBE	-	-	-	-	-
MANIEMA	1	-	1	-	2
MONGALA	1	-	-	-	1
NORD-KIVU	2	9	10		21
NORD-UBANGI	-	-	1	-	1
SANKURU	1	-	-	-	1
SUD-KIVU	3	5	12	4	24
SUD-UBANGI	-	-	-	-	-
TANGANYIKA	-	-	-	-	-
TSHOPO	1	-	1	-	2
TSHUAPA	-	-	-	-	-
TOTAL CONTROLES 2015	14	21	31	4	70
TOTAL CONTROLES 2014	8	14	16	5	43

Source: BCC

3.2. Principaux constats communs

Les constats sont demeurés pratiquement les mêmes bien qu'on ait relevé une amélioration au niveau de quelques institutions à la suite d'un suivi soutenu.

Les insuffisances ainsi relevées ont concerné principalement :

3.2.1. Au niveau de l'administration :

- la mauvaise gouvernance ;
- l'absence des dirigeants à des postes clés ;
- le non tenu et/ou l'insuffisance des réunions des organes statutaires ;
- l'absence d'une main-d'œuvre qualifiée dans certaines contrées ;
- l'inefficacité du contrôle interne ;

3.2.2. Du point de vue de la gestion du portefeuille de crédit :

- la mauvaise gestion du portefeuille crédit ;
- l'absence de mécanisme rigoureux de suivi et de recouvrement des crédits justifiant ainsi le taux élevé des créances en souffrance ;
- l'insuffisance des provisions pour créances douteuses ;

3.2.3. Au niveau de la gestion de l'épargne :

- la politique irrationnelle de rémunération de l'épargne ;
- la mauvaise tenue des fiches des membres ;

3.2.4. Sur le plan financier

- le non-respect du PCCI ;
- l'absence d'un comptable qualifié ;
- l'absence de rentabilité ;
- l'affectation des ressources à court terme au financement des emplois à moyen et long termes telles les immobilisations ;
- l'insuffisance des fonds propres.

3.3. Retrait d'agrément et mise en dissolution forcée des institutions mutualistes et non mutualistes

Dans le cadre de la consolidation du secteur de la microfinance et face aux institutions ayant rompu leurs équilibres financiers, l'Institut d'Emission a été amené à retirer l'agrément de quatre (4) ISFD, dont trois (3) COOPEC et une IMF.

En sus, trois (3) ISFD sont en dissolution volontaire conformément à la Loi bancaire.

Tableau n° 13 : Répartition des dissolutions volontaire et forcée des ISFD en 2015

PROVINCES	Dissolution forcée		Dissolution volontaire		Total dissolution	
	COOPEC	**IMF**	**COOPEC**	**IMF**	**COOPEC**	**IMF**
KINSHASA		1				1
KWILU	1				1	
NORD-KIVU	1		1		2	
SUD-KIVU	1		2		3	
TOTAL	3	1	3	-	6	1

Source : BCC.

3.3.1. Dissolution forcée

Comparée à la situation de l'exercice précédent ayant été clôturé avec vingt-deux (22) dissolutions forcées, le rythme à fin 2015 a fortement baissé, s'établissant à quatre (4) ISFD en dissolution force.

Ces processus de dissolution ont été confiés à des Cabinets locaux de manière à assurer une bonne fin de liquidation garantissant la préservation de l'épargne des membres.

3.1.2. Dissolution volontaire

Au cours de l'année sous revue, deux (2) COOPEC du Nord Kivu et une du Sud Kivu sont en dissolution volontaire sous la supervision des organes dirigeants contre cinq (5) en 2014, soit une contraction de 40,0 %.

CHAPITRE IV :
ANALYSE DES PERFORMANCES DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

Il ressort de l'examen de la situation financière des Institutions du Système Financier Décentralisé en 2015 que leur niveau d'activités s'est accru à l'instar des années précédentes.

En effet, leur total bilantaire s'est établi à USD 280,2 millions, représentant ainsi 5,1 % de l'ensemble du total bilantaire du secteur financier congolais qui s'est situé à USD 5 486,4 millions. Par rapport à l'exercice 2014, la part du marché des institutions de microfinance a reculé de 0,2 point de pourcentage.

4.1 ANALYSE FINANCIERE GLOBALE

Les activités des ISFD à la clôture de l'année sous revue ont connu une hausse moins proportionnelle que celle enregistrée en 2014.

Au terme de l'exercice 2015, l'ensemble du total bilantaire de ce secteur s'est situé à USD 280 221 925 contre USD 258 192 373 une année plus tôt, soit une augmentation de 8,5 %. Cette évolution positive a découlé du dynamisme des IMF et de certaines COOPEC, de l'introduction de nouveaux canaux de distribution des produits et services financiers ainsi que des effets des activités d'éducation financière.

Cette hausse aurait pu être plus importante n'eussent été les effets du dysfonctionnement de certaines institutions mutualistes, dont une grande à l'Est du pays, et à l'insécurité ayant conduit à des déplacements des populations dans certaines contrées.

Par ailleurs, l'analyse du total bilantaire par province a renseigné que les institutions de la Ville Province de Kinshasa, du Sud Kivu et du Nord Kivu, ont accaparé 93,5 % du total, pratiquement au même niveau qu'en 2014.

En effet, les ISFD de Kinshasa ont détenu 53,8 % en 2015 contre 46,7 % en 2014, soit un accroissement de 7,1 points de pourcentage. Cependant, les institutions du Sud Kivu et du Nord Kivu ont enregistré des baisses respectives de 5,3 points et 1,9 point de pourcentage.

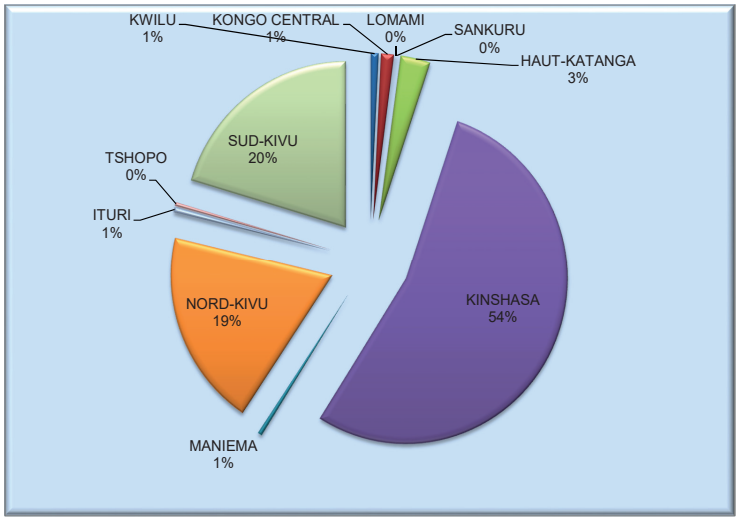
Tableau n° 14 : Evolution des parts dans le total bilantaire par province

PROVINCES	2011	2012	2013	2014	2015	
BANDUNDU	0,6	0,9	0,7	0,6	KWILU	0,8
					MAI-NDOMBE	-
					KWANGO	-
BAS-CONGO	1,4	1,4	1,4	1,3	KONGO CENTRAL	1,3
EQUATEUR	-	-	-	-	EQUATEUR	-
					MONGALA	0,0
					NORD-UBANGI	0,0
					SUD-UBANGI	-
					TSHUAPA	-
KASAÏ OCCIDENTAL	-	-	-	-	KASAÏ	0,0
					KASAÏ CENTRAL	0,0
KASAÏ ORIENTAL	0,1	0,2	0,2	0,1	KASAÏ ORIENTAL	-
					LOMAMI	0,1
					SANKURU	0,0
KATANGA	3,0	3,0	3,3	3,0	HAUT-KATANGA	3,0
					HAUT-LOMANI	-
					LUALABA	-
					TANGANYIKA	-
KINSHASA	34,2	30,6	39,3	46,7	KINSHASA	53,8
MANIEMA	1,5	1,7	1,5	0,7	MANIEMA	0,4
NORD-KIVU	28,8	30,8	27,2	21,2	NORD-KIVU	19,3
PROVINCE ORIENTALE	-	0,6	0,6	0,7	BAS-UELE	-
					HAUT-UELE	-
					ITURI	0,5
					TSHOPO	0,4
SUD-KIVU	30,4	30,7	25,7	25,7	SUD-KIVU	20,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	TOTAL	100,00

Source: BCC.

La nouvelle configuration territoriale réalisée en 2015 a réduit sensiblement la part détenue par les institutions de chaque province. Ainsi, en dehors de trois provinces à forte concentration des ISFD, celles du Haut Katanga, du Kongo Central et du Kwilu ont contribué dans le total bilantaire du secteur à concurrence respectivement de 3,0 %, 1,3 % et 0,8 %.

Graphique n° 9 : Part de chaque province dans le total bilantaire en 2015



Source: BCC.

Du point de vue de l'origine des capitaux, il a été noté à fin décembre 2015 que le total bilantaire des ISFD à capitaux nationaux a représenté 53,7 % de celui du secteur microfinancier, s'établissant à USD 150 562 968, dont 88,1 % pour les COOPEC, 9,3 % pour les SMF et 2,6 % pour les EMC. Par rapport à la situation de l'année dernière où ces institutions détenaient une part de 61,4 % du total bilantaire, il a été observé un net recul de 7,7 points de pourcentage.

Les institutions financières de proximité à capitaux étrangers, constituées uniquement des institutions non mutualistes, dont cinq (5) SMF et deux (2) EMC, ont vu leur poids s'accroître en 2015, passant de USD 99 637 821 à USD 129 658 955 d'une année à l'autre, soit une augmentation de 30,1 %.

Cinq (5) SMF à capitaux étrangers ont détenu pratiquement la même part dans le total bilantaire du secteur que cent cinq (105) COOPEC, se fixant respectivement à 44,5 % et 47,3 %.

Tableau n° 15: Ventilation du total bilantaire par origine des capitaux en 2015

RUBRIQUES	ISFD A CAPITAUX NATIONAUX				ISFD A CAPITAUX ETRANGERS				TOTAL GENERAL
	COOPEC	SMF	EMC	Total	COOPEC	SMF	EMC	Total	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
TOTAL BILANTAIRE	132 625 432	14 017 570	3 919 968	150 562 970	-	124 792 151	4 866 804	129 658 955	280 221 925
Part (%) par origine des capitaux	88,1	9,3	2,6	100,0	-	96,2	3,8	100,0	
Part (%) dans le secteur	47,3	5,0	1,4	53,7	-	44,5	1,7	46,3	

Source: BCC

4.1.1 Analyse du bilan du secteur

4.1.1.1 ACTIF

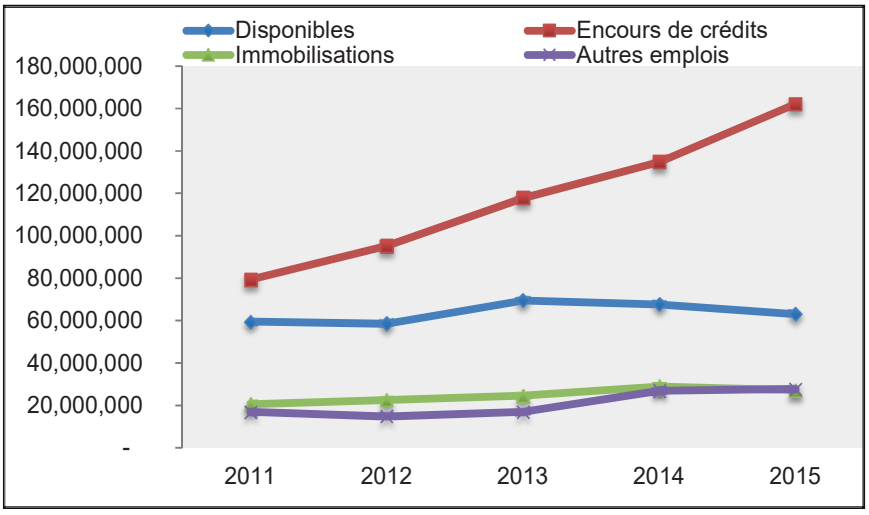
Le portefeuille de crédit est demeuré le principal actif à la clôture de l'exercice 2015, se fixant à 57,9 % contre 52,2 % en 2014, enregistrant ainsi un accroissement de 5,7 points de pourcentage.

Tableau n° 15: Ventilation des postes de l'actif

EMPLOIS	2011	2012	2013	2014	2015		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Disponibles	59 556 588	58 488 932	69 425 608	67 599 211	63 075 469	22,5	- 6,7
Encours de crédits	79 296 439	95 228 870	117 658 654	134 743 254	162 174 030	57,9	20,4
Autres emplois	20 536 278	22 539 263	24 576 878	28 887 062	27 212 596	9,7	- 5,8
Immobilisations	16 953 987	14 743 186	16 932 828	26 962 846	27 759 830	9,9	2,9
TOTAL ACTIF	176 343 292	191 000 251	228 593 968	258 192 373	280 221 925	100,0	8,5

Source: BCC.

Graphique n° 10: Evolution des postes de l'actif



Source: BCC

4.1.1.1.1. Disponibles

Par rapport à la situation de 2014, les disponibles ont enregistré une baisse de 6,7 %, passant de USD 67 599 211 à USD 63 075 469 à fin 2015. Cette contraction de la trésorerie a été occasionnée par l'augmentation de l'encours de crédit et la crise de liquidité observée dans certaines institutions, principalement de la partie Est du pays.

Le ratio de liquidité immédiate s'est fixée à 41,0 %, largement supérieur à la norme minimale de 20,0 %. Ce niveau a été supérieur de 2,9 points de pourcentage par rapport à celui de l'année précédente. S'agissant du taux d'encaisse oisive situé à 22,5 %, il a démontré, à l'instar de 2014, que certaines institutions ont détenu des liquidités qu'elles auraient dû affecter aux emplois productifs.

4.1.1.1.2. Encours de crédit

Les crédits nets octroyés par les ISFD à la clôture de l'exercice sous revue se sont établis à USD 162 174 030 contre USD 134 743 254 en 2014, enregistrant ainsi une hausse de 20,4 %. Par ailleurs, cette rubrique a représenté 57,9 % du total de l'actif du bilan.

Le taux d'encours de crédit s'est fixé à 60,8 %, en deçà du plancher réglementaire de 70 % à fin 2015. Cependant, il a enregistré une nette hausse par rapport à fin 2014 où il s'était situé à 52,2 %.

Il a été noté un renforcement de l'analyse des dossiers de crédit couplé à un mécanisme suivi rigoureux et recouvrement efficace durant l'année sous examen. Cela est attesté par le niveau du portefeuille à risque à plus de trente jours qui s'est fixé à 6,8 % par rapport à 12,4 % une année plus tôt.

L'analyse de la qualité du portefeuille de crédit par type d'ISFD a indiqué une détérioration au niveau des IMF qui ont enregistré un PAR_{30} de 4,0 % en 2015 contre 2,0 % en 2014 bien que demeurant inférieur à la norme de 5 %. Quant aux COOPEC, des efforts fournis par certaines institutions ont permis de le ramener de 24,7 % à 11,4 % d'une année à l'autre.

4.1.1.1.3. Autres emplois

Cette rubrique est passée de USD 28 887 062 une année plus tôt à USD 27 212 596, notant ainsi une diminution de 5,8 %. Cette situation est expliquée par la bonne comptabilisation des opérations dans les comptes de liaisons, qui devraient être nuls après agrégation, par certaines institutions non mutualistes.

4.1.1.1.4. Immobilisations

Après avoir atteint USD 26 962 846 en 2014, les immobilisations nettes des ISFD se sont légèrement accrues de 0,9 % pour se situer à USD 27 759 830 en 2015.

Quant au taux des immobilisations nettes global, il s'est fixé à 9,9 % en 2015 contre 11,2 % une année plus tôt et la norme de 10,0 %.

S'agissant de l'analyse de l'actif en considérant l'origine des capitaux, il s'est dégagé une importante détention des liquidités et une réalisation des investissements considérables en immobilisations par les ISFD à capitaux nationaux au détriment de l'affectation des ressources aux emplois productifs.

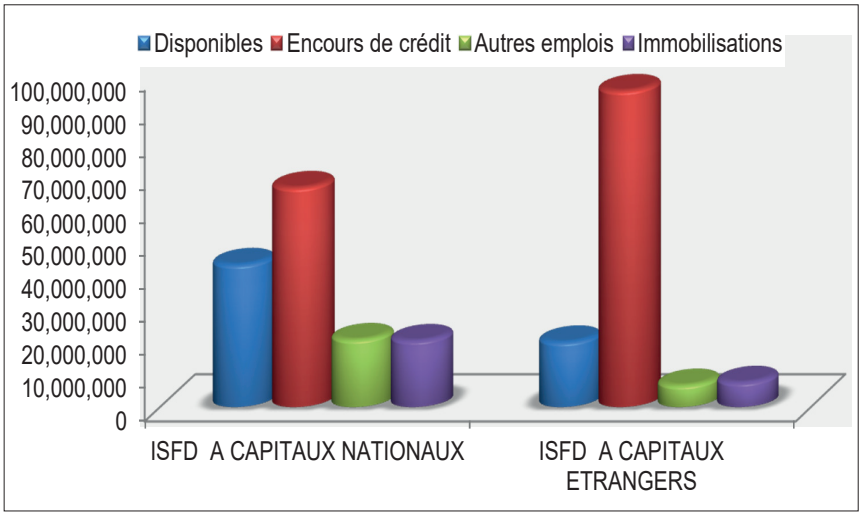
En effet, les ISFD à capitaux nationaux n'ont consacré que 47,9 % de leurs ressources à l'octroi de crédit venant de 39,2 % une année plus tôt, contre la norme minimale de 70,0 % alors que celles à capitaux étrangers ont vu leur taux d'encours de crédit passer de 72,8 % en 2014 à 80,5 % en 2015. En outre, il a été noté une bonne qualité du portefeuille de crédit des institutions étrangères attestée par un PAR_{30} de 3,8 % par rapport à la norme de 5,0 % contre 11,0 % pour les structures financières de proximité à capitaux nationaux.

Tableau n° 16: Ventilation des postes de l'actif en 2015

EMPLOIS	ISFD A CAPITAUX NATIONAUX				ISFD A CAPITAUX ETRANGERS				TOTAL GENERAL
	COOPEC	SMF	EMC	Total	COOPEC	SMF	EMC	Total	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
Disponibles	38 919 125	3 794 862	558 637	43 272 624	-	18 153 355	1 649 489	19 802 844	63 075 468
Encours de crédit	58 422 946	5 994 803	2 064 639	66 482 388	-	92 737 684	2 953 960	95 691 644	162 174 032
Autres emplois	19 339 689	321 303	900 528	20 561 520	-	6 503 935	147 141	6 651 076	27 212 596
Immobilisations	15 943 672	3 906 602	396 164	20 246 438	-	7 397 177	116 214	7 513 391	27 759 829
TOTAL ACTIF	132 625 432	14 017 570	3 919 968	150 562 970	-	124 792 151	4 866 804	129 658 955	280 221 925

Source: BCC

Graphique n° 19: Ventilation des postes de l'actif en 2015



Source: BCC.

4.1.1.2. PASSIF

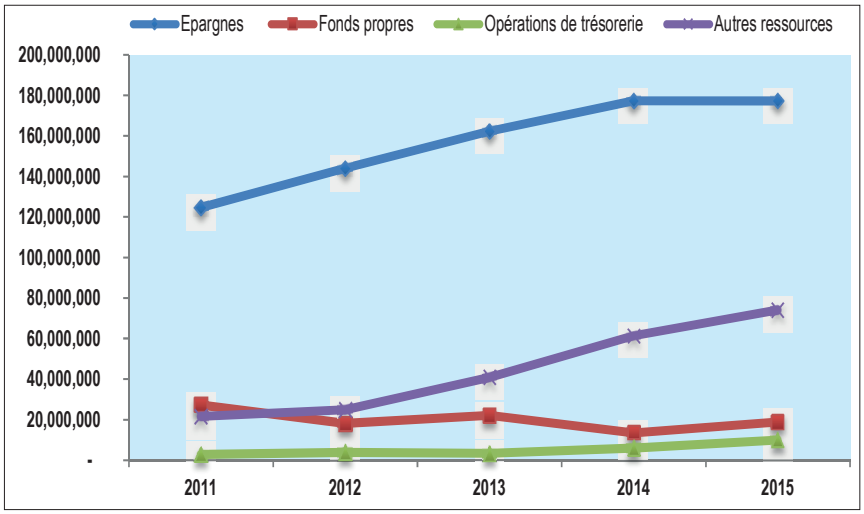
Tout en demeurant la rubrique la plus importante au passif, la part de l'épargne a représenté 63,2 % en 2015, en baisse de 5,1 points de pourcentage par rapport à l'année précédente.

Tableau n° 17: Ventilation des postes du passif

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Epargnes	124 676 994	144 041 239	162 288 984	177 297 462	177 223 481	63,2	- 0,0
Fonds propres	27 213 293	18 234 459	22 072 493	13 460 825	18 877 802	6,7	40,2
Opérations de trésorerie	2 835 199	3 885 620	3 412 853	5 993 400	9 978 580	3,6	66,5
Autres ressources	21 617 806	24 838 933	40 819 638	61 440 686	74 142 062	26,5	20,7
TOTAL PASSIF	176 343 292	191 000 251	228 593 968	258 192 373	280 221 925	100,0	8,5

Source : BCC.

Graphique n° 11 :Evolution des postes du passif



Source : BCC.

L'analyse détaillée des postes du passif s'est présentée comme suit :

4.1.1.2.1. Epargne

L'épargne collectée par les ISFD est restée quasi constante, s'élevant à USD 177 223 481 à la clôture de 2015. En effet, pour la première fois cette rubrique a enregistré une très légère baisse de 0,04 %. Cette évolution, qui occulte les performances de certaines ISFD, a résulté des effets de la crise de liquidité observée principalement à l'Est du pays à la suite de la cessation de paiement de trois (3) grandes institutions mutualistes et de la fermeture de quelques institutions.

4.1.1.2.2. Fonds propres

Les fonds propres des ISFD ont connu une augmentation de 40,2 %, passant de USD 13 460 825 en 2014 à USD 18 877 802 une année plus tard. Cette amélioration est consécutive aux apports en capitaux et à l'incorporation des bénéfices réalisés de l'exercice antérieur, principalement par les IMF.

S'agissant du taux de capitalisation, il a atteint 6,7 % à fin 2015, soit une augmentation de 1,5 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2014. Néanmoins, ce niveau est demeuré largement en deçà de la norme minimale de 15,0 %.

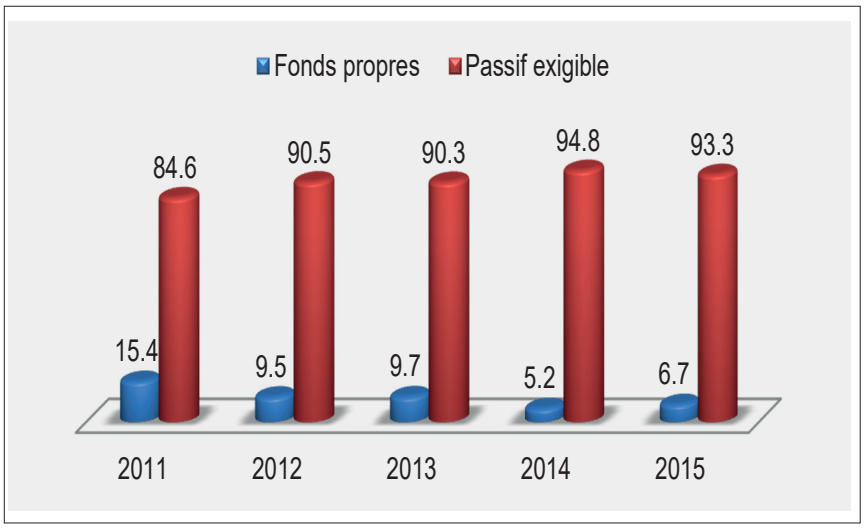
A fin décembre 2015, le tableau ci-dessous a indiqué clairement la sous-capitalisation des ISFD prises dans l'ensemble depuis 2012.

Tableau n° 17 : Evolution comparée du passif exigible et des fonds propres

RUBRIQUES	2011		2012		2013		2014		2015	
	Montant	Part %	Montant	Part %	Montant	Part %	Montant	Part %	Montant	Part %
Fonds propres	27 213 293	15,4	18 234 459	9,5	22 072 493	9,7	13 460 825	5,2	18 877 802	6,7
Passif exigible	149 129 999	84,6	172 765 792	90,5	206 521 475	90,3	244 731 548	94,8	261 344 123	93,3
TOTAL PASSIF	176 343 292	100,0	191 000 251	100,0	228 593 968	100,0	258 192 373	100,0	280 221 925	100,0

Source : BCC.

Graphique n° 12 : Evolution comparée du passif exigible et des fonds propres



Source: BCC

4.1.1.2.3. Opérations de trésorerie

Les opérations de trésoreries se sont inscrites en hausse de 66,5 %, passant de USD 5 993 400 en 2014 à USD 9 978 580 en 2015, induite par la hauteur des engagements à court terme contractés principalement par les institutions non mutualistes.

4.1.1.2.4. Autres ressources

Après une hausse de 64,3 % une année plus tôt, il a été observé une progression moins proportionnelle des autres ressources en 2015, soit 20,7 %. Cette rubrique a atteint USD 74 142 061 durant l'exercice sous revue contre USD 61 440 686 en 2014, à la suite principalement des emprunts contractés et des subventions reçues par quelques institutions non mutualistes.

Pour ce qui est de l'analyse du passif des ISFD du point de vue de l'origine des capitaux, il y a lieu de relever que l'épargne mobilisée à fin décembre 2015 a atteint un volume de USD 177 223 481, dont 74,3 % par les institutions à capitaux nationaux contre 79,9 % en 2014, soit une contraction de 5,6 points de pourcentage et 25,7 % pour celles à capitaux étrangers.

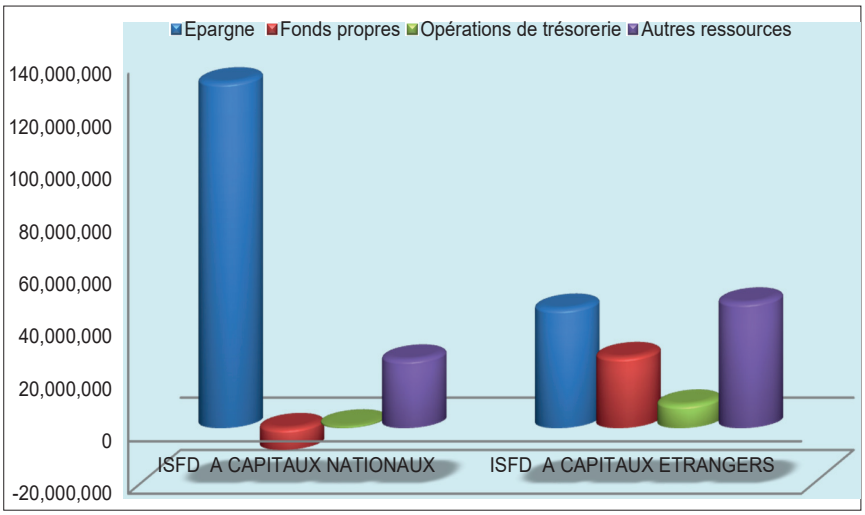
Bien qu'ayant mobilisé une part importante de l'épargne, les institutions à capitaux nationaux n'en ont consacrée que près de la moitié aux emplois productifs, leur privant ainsi des revenus de la principale activité, à savoir l'octroi de crédit.

Tableau n° 18: ventilation des postes du passif en 2015

	ISFD A CAPITAUX NATIONAUX				ISFD A CAPITAUX ETRANGERS				TOTAL GENERAL
RESSOURCES	COOPEC	SMF	EMC	Total	COOPEC	SMF	EMC	Total	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
Epargne	124 626 101	6 600 561	434 126	131 660 788	-	44 535 613	1 027 080	45 562 693	177 223 481
Fonds propres	-16 415 954	6 111 249	2 007 684	-8 297 021	-	25 989 880	1 184 942	27 174 822	18 877 801
Opérations de trésorerie	857109	121 964	0	979 073	-	8 656 181	343 325	8 999 506	9 978 579
Autres ressources	23 558 176	1 183 796	1 478 158	26 220 130	-	45 610 477	2 311 457	47 921 934	74 142 064
TOTAL PASSIF	132 625 432	14 017 570	3 919 968	150 562 970	-	124 792 151	4 866 804	129 658 955	280 221 925

Source: BCC.

Graphique n° 20: Ventilation des postes du passif en 2015



Source: BCC.

En ce qui concerne les fonds propres, ils sont passés de USD 22 967 594 à USD 27 174 822 d'une année à l'autre pour les ISFD à capitaux étrangers, enregistrant ainsi une hausse de 18,3 % tandis que ceux des ISFD à capitaux nationaux sont restés négatifs à USD 8 297 021, en dépit de leur amélioration de 12,7 % par rapport à l'année précédente.

S'agissant des autres ressources constituées à 58,4 % des emprunts, la part des ISFD à capitaux étrangers dans le total du secteur a représenté 64,6 %.

4.1.2. Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres

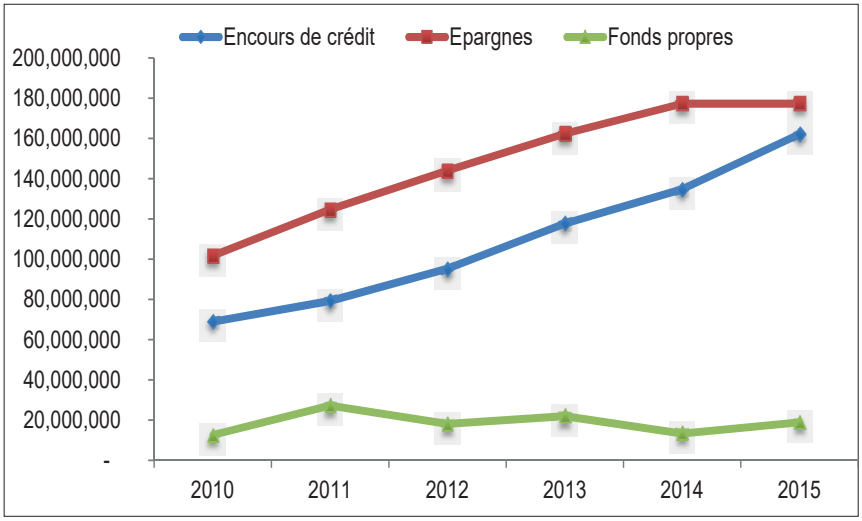
Comme à la clôture de l'exercice précédent où il avait été observé des variations positives de l'encours de crédit et de l'épargne, l'année 2015, a également enregistré des hausses de deux (2) rubriques, à savoir, l'encours de crédit et les fonds propres.

Tableau n° 13 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propre

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Var %
Encours de crédit	68 921 703	79 296 439	95 228 870	117 658 654	134 743 254	162 174 030	20,4
Epargnes	101 707 291	124 676 994	144 041 239	162 288 984	177 297 462	177 223 481	0,0
Fonds propres	12 651 340	27 213 293	18 234 459	22 072 493	13 460 825	18 877 802	40,2

Source: BCC

Graphique n° 13 : Evolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres



Source: BCC.

En effet, la hausse de l'encours de crédit, couplée à l'amélioration de la qualité du portefeuille crédit observée en 2015, a contribué également au renforcement des fonds propres des ISFD en général.

4.1.3 Analyse du compte d'exploitation

L'exercice sous revue s'est soldé par un résultat d'exploitation consolidé négatif de USD 1 916 674, soit une amélioration de 4,3 % par rapport à son niveau de l'année dernière, bien qu'étant toujours déficitaire. Ce mauvais résultat a émané notamment de trois grandes IMF et de plusieurs Coopératives d'Epargne et de Crédit.

Par ailleurs, sur les quatorze provinces où se localisent les institutions financière de proximité, neuf ont réalisé des résultats consolidés négatifs, dont la Ville Province de Kinshasa.

Tableau n° 19 : Ventilation des résultats d'exploitation des ISFD par province

PROVINCES	2011	2012	2013	2014 ®	2015	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Nouvelles provinces	Montant
BANDUNDU	29 265	39 278	- 148 525	- 134 998	KWILU	- 21 309
					MAI-NDOMBE	-
					KWANGO	-
BAS-CONGO	- 84 771	- 123 551	-261 077	93 230	KONGO CENTRAL	- 75 975
EQUATEUR	-	- 3 094	- 9 045	4 624	EQUATEUR	-
					MONGALA	- 6 189
					NORD-UBANGI	6 343
					SUD-UBANGI	-
					TSHUAPA	-
KASAÏ OCCIDENTAL	390	388	- 10 068	- 828	KASAÏ	-
					KASAÏ CENTRAL	414
KASAÏ ORIENTAL	- 3 115	- 17 235	10 464	1 669	KASAÏ ORIENTAL	-
					LOMAMI	- 10 258
					SANKURU	- 427
KATANGA	- 96 332	13 922	27 987	116 072	HAUT-KATANGA	173 080
					HAUT-LOMANI	-
					LUALABA	-
					TANGANYIKA	-
KINSHASA	2 359 375	- 1 604 977	-153 385	-1 606 043	KINSHASA	- 2 164 820
MANIEMA	3 050	- 48 701	-49 605	-620 346	MANIEMA	- 83 324
NORD-KIVU	27 894	499 463	-759 555	-440 538	NORD-KIVU	- 240 566
PROVINCE ORIENTALE	-	113 244	- 166 916	- 94 735	BAS-UELE	-
					HAUT-UELE	-
					ITURI	23 482
					TSHOPO	- 51 731
SUD-KIVU	- 22 079	- 53 470	-1 431 448	679 239	SUD-KIVU	534 608
TOTAL	2 213 677	- 1 184 733	-2 951 173	-2 002 654	TOTAL	- 1 916 674

Source: BCC

Le ratio d'autosuffisance opérationnelle du secteur est pratiquement demeuré le même, se fixant à 97,9 % en 2015 contre 97,3 % une année plus tôt et ce, en deçà de la norme minimale de 119,2%.

En ce qui concerne le résultat de l'exercice selon l'origine des capitaux, il convient de souligner que les ISFD aussi bien à capitaux nationaux qu'étrangers ont enregistré des pertes à fin 2015. Cependant, le déficit réalisé par les ISFD à capitaux étrangers a été moins important que celui des institutions à capitaux nationaux.

4.1.3.1 Analyse des produits

L'ensemble des ISFD ont généré des produits de USD 98 373 332, enregistrant ainsi une augmentation de 39,0 % par rapport à la réalisation de 2014. Ce bon comportement est expliqué par la hausse de l'encours de crédit et le mécanisme de suivi et recouvrement des créances appliqué par une grande partie des ISFD.

Tableau n° 20: Ventilation des produits

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Produits sur opérations avec la clientèle	28 419 965	32 752 892	41 818 005	51 678 447	80 993 404	82,3	56,7
Produits sur opérations avec les AIF	618 909	1 334 553	1 687 597	1 932 068	670 139	0,7	-65,3
Produits financiers divers	2 261 605	1 305 271	1 509 180	1 770 202	3 730 796	3,8	110,8
Produits accessoires	1 355 171	2 367 026	1 773 858	1 842 505	2 430 051	2,5	31,9
Autres produits	3 666 131	6 779 380	24 649 948	13 555 176	10 548 942	10,7	-22,2
TOTAL PRODUITS	36 321 781	44 539 122	71 438 588	70 778 398	98 373 332	100,0	39,0

Source: BCC

Graphique n° 14: Evolution des produits

De l'analyse des produits, il s'est dégagé que ceux se rapportant aux opérations avec la clientèle, représentant 82,3 % de l'ensemble des produits en 2015 contre 73,0 % une année plus tôt, sont demeurés la principale source de revenu des ISFD à la clôture de l'année sous revue. Comparé à l'année précédente, ils ont enregistré une progression de 56,7 %.

Les autres produits ont contribué à concurrence de 10,7 % du total consolidé des produits du secteur bien qu'en décroissance de 22,2 % d'une année à l'autre.

Par ailleurs, les ISFD à capitaux étrangers ont réalisé des produits sur opérations avec la clientèle de USD 60 185 312, dont 97,7 % pour celles collectrices de dépôts, contre USD 20 808 093 pour celles à capitaux nationaux, dont 85,1 % pour les institutions mutualistes.

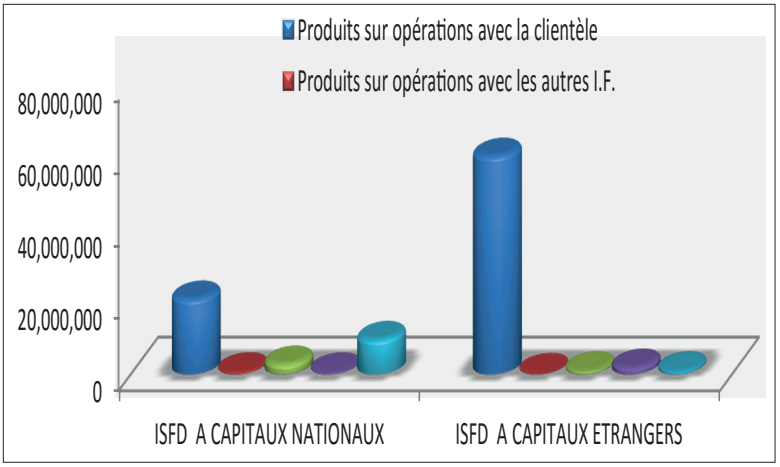
En d'autres termes, les institutions à capitaux étrangers ont généré 74,3 % du total des produits sur opérations avec la clientèle. Sur ce total, cinq (5) IMF collectrices des dépôts à capitaux étrangers ont réalisé 72,6 % par rapport à 21,9 % pour cent cinq (105) COOPEC.

Tableau n° 32: Ventilation des produits en 2015

RUBRIQUES	ISFD A CAPITAUX NATIONAUX				ISFD A CAPITAUX ETRANGERS				TOTAL GENERAL
	COOPEC	SMF	EMC	Total	COOPEC	SMF	EMC	Total	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
Produits sur opérations avec la clientèle	17 697 906	2 467 363	642 824	20 808 093	-	58 777 444	1 407 868	60 185 312	80 993 405
Produits sur opérations avec les AIF	319 797	118 944	73 740	512 481	-	157 658	0	157 658	670 139
Produits financiers divers	2 304 164	514 160	7 385	2 825 709	-	905 087	0	905 087	3 730 796
Subvention	326 441	47 002	122 389	495 832	-	1 475 978	371 319	1 847 297	2 343 129
Autres produits	9 270 730	304 524	96 633	9 671 887		854 581	109 396	963 977	10 635 864
TOTAL	29 919 038	3 451 993	942 971	34 314 002	-	62 170 748	1 888 583	64 059 331	98 373 333

Source : BCC.

Graphique n° 21: Ventilation des produits en 2015



Source : BCC.

4.1.3.2. Analyse des charges

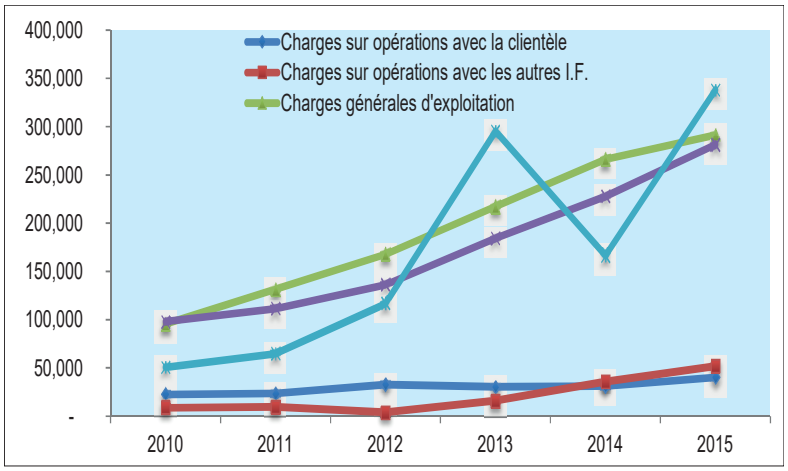
Les charges d'exploitation de l'ensemble des ISFD, à fin 2015, ont enregistré une hausse de 37,8 %, passant de USD 72 781 052 en 2014 à USD 100 290 006.

Tableau n° 21: Ventilation des charges

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014 ®	2015		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Charges sur opérations avec la clientèle	2 357 529	3 274 694	3 062 221	3 130 740	4 021 439	4,0	28,5
Charges sur opérations avec les AIF	965 262	408 489	1 619 618	3 597 716	5 189 453	5,2	44,2
Charges générales d'exploitation	13 167 691	16 781 881	21 712 724	26 596 874	29 132 029	29,0	9,5
Charge du personnel	11 147 734	13 603 948	18 422 322	22 798 702	28 141 098	28,1	23,4
Autres charges	6 469 889	11 654 843	29 552 853	16 657 020	33 805 987	33,7	103,0
TOTAL CHARGES	34 108 105	45 723 855	74 369 738	72 781 052	100 290 006	100,0	37,8

Source: BCC

Graphique n° 15 : Ventilation des charges



Source: BCC.

Les autres charges, composées notamment des charges financières diverses, des dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables, des dotations aux amortissements et de l'impôt sur le résultat, ont représenté 33,7 % du total des charges, constituant ainsi la principale rubrique.

Quant aux charges générales d'exploitation et celles du personnel, elles ont connu respectivement des hausses de 9,0 % et 22,7 % par rapport à leur niveau de 2014. Ensemble, elles ont accaparé 57,1 % du total des charges contre 67,8 % une année plus tôt.

Bien que ne représentant que 4,0 % du total des charges, celles relatives aux opérations avec la clientèle ont enregistré un accroissement de 28,5 %, à la suite des taux créditeurs alléchants proposés principalement par les institutions mutualistes.

Selon la provenance des capitaux, il importe de noter que les charges générales d'exploitation et celles du personnel sont demeurées plus importantes au niveau des ISFD à capitaux étrangers par rapport à celles à capitaux nationaux. Cette situation est expliquée par la hauteur des opérations ainsi que l'importance de l'effectif et des points d'exploitation.

Par ailleurs, les ISFD à capitaux étrangers ont supporté 55,5 % du total des charges générales d'exploitation dont 95,6 % concernent les Sociétés de Micro Finance.

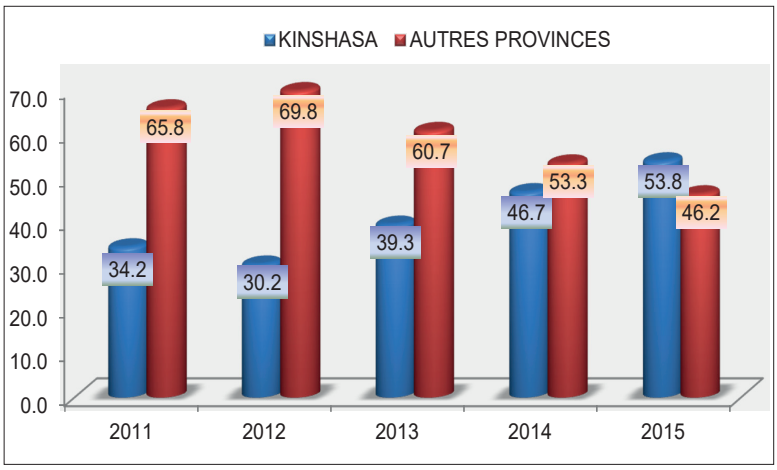
Pour ce qui est des charges du Personnel, elles sont supportées à hauteur de 68,9 % du total de cette rubrique par les ISFD à capitaux étrangers, dénotant ainsi un effectif élevé couplé à un traitement favorable par rapport à celles à capitaux nationaux.

Tableau n° 33: Ventilation des charges en 2015

RUBRIQUES	ISFD A CAPITAUX NATIONAUX				ISFD A CAPITAUX ETRANGERS				TOTAL GENERAL
	COOPEC	SMF	EMC	Total	COOPEC	SMF	EMC	Total	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
Charges sur opérations avec la clientèle	2 894 057	64 960	4 217	2 963 234	-	1 058 205	0	1 058 205	4 021 439
Charges sur opérations avec les autres I.F.	769 148	17 790	2 608	789 546	-	4 305 546	94361	4 399 907	5 189 453
Charges générales d'exploitation	11 596 420	1 084 352	295 825	12 976 597	-	15 438 149	717284	16 155 433	29 132 030
Charge du personnel	7 413 290	1 031 008	319 075	8 763 373	-	18 551 118	826 606	19 377 724	28 141 097
Autres charges	9 272 471	837 190	259 489	10 369 150		23 204 905	231 932	23 436 837	33 805 987
TOTAL	31 945 386	3 035 300	881 214	35 861 900	-	62 557 923	1 870 183	64 428 106	100 290 006

Source: BCC.

Graphique n° 22: Ventilation des charges en 2015



Source: BCC.

Les ISFD à capitaux nationaux ont supporté 73,5 % du total des charges sur les opérations avec la clientèle suite à l'application des taux d'intérêt créditeurs élevés en vue d'une forte mobilisation des dépôts à terme.

4.1.3.2. Analyse du résultat net

Les ISFD ont terminé l'année 2015 avec un résultat négatif de USD 1 916 674 contre une perte de USD 2 002 654 par rapport à l'année précédente. Cependant, ce résultat consolidé négatif a occulté la bonne performance réalisée par certaines ISFD.

Tableau n° 22: Ventilation du résultat net

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014 ®	2015
Produits	36 321 781	44 539 122	71 438 588	70 778 398	98 373 332
Charges	34 108 105	45 723 855	74 369 738	72 781 052	100 290 006
Résultat net	2 213 676	- 1 184 733	- 2 931 150	- 2 002 654	- 1 916 674

Source: BCC

Du point de vue de l'origine des capitaux, le secteur est demeuré déficitaire de USD 1 916 673 à fin décembre 2015, dont 19,2 % supporté par les ISFD à capitaux étrangers et 80,8 % par celles à capitaux nationaux. Cette faible part des ISFD à capitaux étrangers est expliquée par le fait que certaines d'entre elles ont bénéficié des subventions d'exploitation plus importantes que celles à capitaux nationaux, contribuant ainsi à l'amélioration de leur résultat net.

Tableau n° 34: Ventilation du résultat net en 2015

RUBRIQUES	ISFD A CAPITAUX NATIONAUX				ISFD A CAPITAUX ETRANGERS				TOTAL GENERAL
	COOPEC	SMF	EMC	Total	COOPEC	SMF	EMC	Total	
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
Résultat hors subvention	-2 352 788	369 691	-60 632	-2 043 729		-1 863 154	-352 919	-2 216 073	-4 259 802
Subvention	326 441	47 002	122 389	495 832		1 475 978	371 319	1 847 297	2 343 129
Résultat net après subvention	-2 026 347	416 693	61 757	-1 547 897	-	-387 176	18 400	-368 776	-1 916 673

Source: BCC

La répartition géographique du nombre d'institutions financières de proximité dont les résultats se sont clôturés par des bénéfices de plus de USD 40 000 s'est présentée de la manière suivante :

Tableau n° 23 : Evolution du nombre d'ISFD ayant réalisé un bénéfice d'au moins USD 40 000

PROVINCES	2014			2015			
	COOPEC	IMF	TOTAL	Nouvelles Provinces	COOPEC	IMF	TOTAL
BANDUNDU	-	-	-	KWILU	-	-	-
				MAI-NDOMBE	-	-	-
				KWANGO	-	-	-
BAS-CONGO	3	-	3	KONGO CENTRAL	1	-	1
EQUATEUR	-	-	-	EQUATEUR	-	-	-
				MONGALA	-	-	-
				NORD-UBANGI	-	-	-
				SUD-UBANGI	-	-	-
				TSHUAPA		-	-
KASAÏ OCCIDENTAL	-	-	-	KASAÏ	-	-	-
			-	KASAÏ CENTRAL	-	-	-
KASAÏ ORIENTAL	-	-	-	KASAÏ ORIENTAL	-	-	-
				LOMAMI	-	-	-
				SANKURU	-	-	-
KATANGA	-	1	1	HAUT-KATANGA	-	1	1
				HAUT-LOMANI	-	-	-
				LUALABA	-	-	-
				TANGANYIKA	-	-	-
KINSHASA	3	2	5	KINSHASA	3	1	4
MANIEMA	-		-	MANIEMA	-	-	-
NORD-KIVU	3	2	5	NORD-KIVU	3	2	5
PROVINCE ORIENTALE	-	-	-	BAS-UELE	-	-	-
				HAUT-UELE	-	-	-
				ITURI	-	-	-
				TSHOPO	-	-	-
SUD-KIVU	4	2	6	SUD-KIVU	3	3	6
TOTAL	13	7	20	TOTAL	10	7	17

Source: BCC

A fin décembre 2015, dix-sept (17) ISFD, dont sept (7) IMF et dix (10) COOPEC, ont clôturé l'exercice avec des bénéfices supérieurs ou égaux au montant de USD 40 000 contre vingt (20) institutions une année plus tôt, soit une baisse de 15,0 %.

4.2. Analyse de la structure financière par catégorie d'ISFD

A la clôture de l'exercice sous revue, les institutions non mutualistes ont renversé la tendance en accaparant la part de 52,7 % du total bilantaire du secteur, grâce à leur bonne performance tirée principalement de nouveaux apports reçus des actionnaires et de la

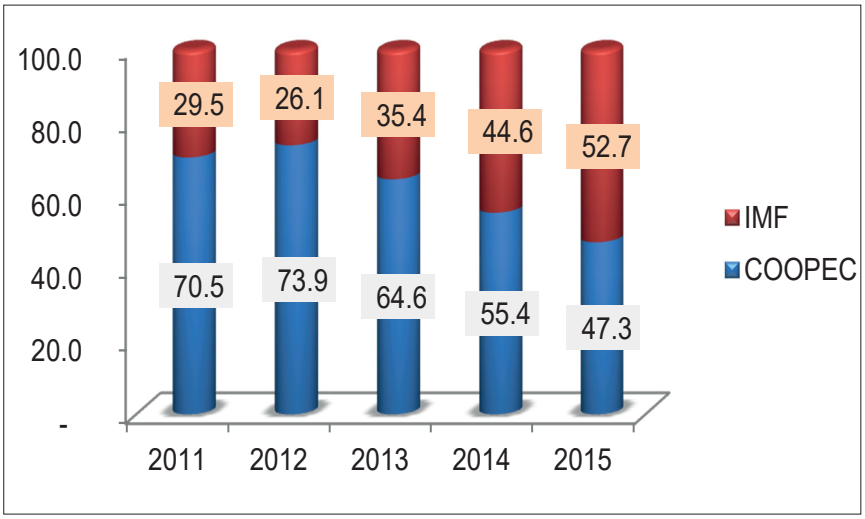
bonne mobilisation de l'épargne ainsi que de l'accroissement du portefeuille de crédit. En effet, leur total bilantaire est passé de USD 115 116 750 à USD 147 596 493 d'une année à l'autre, enregistrant ainsi une augmentation de 28,2 %.

Tableau n° 24: Répartition du total bilantaire du secteur par catégorie

INSTITUTIONS	2011		2012		2013		2014		2015		
	Montant	Part %	Montant	Part %	Montant	Part %	Montant	Part %	Montant	Part %	Var %
COOPEC	124 401 468	70,5	141 101 482	73,9	148 408 548	64,6	143 075 623	55,4	132 625 432	47,3	-7,3
IMF	51 941 824	29,5	49 898 769	26,1	81 472 897	35,4	115 116 750	44,6	147 596 493	52,7	28,2
TOTAL	176 343 292	100,0	191 000 251	100,0	229 881 445	100,0	258 192 373	100,0	280 221 925	100 ,0	8,5

Source: BCC.

Graphique n°16 : Répartition des parts par catégorie d'ISFD



Source: BCC.

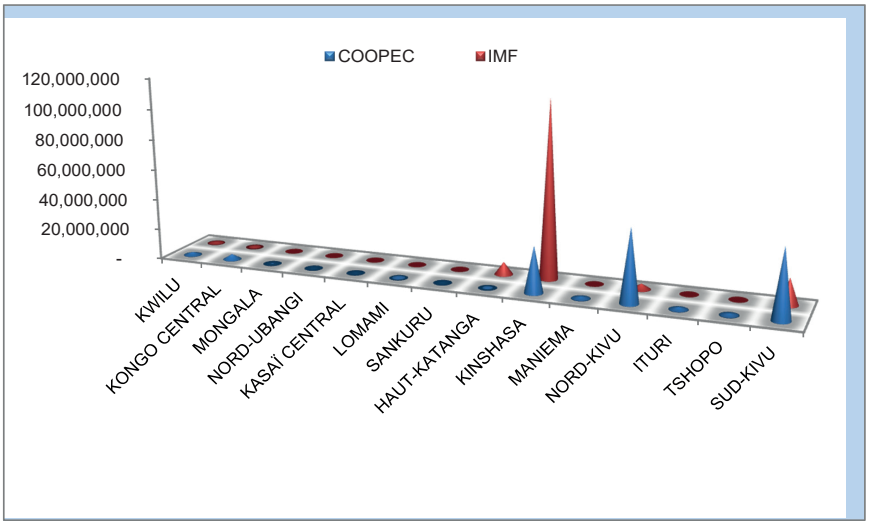
S'agissant des Coopératives d'Epargne et de Crédit, leur niveau d'activité a continué à décroître depuis 2012. Elles ont atteint un total bilantaire de USD 132 625 431, soit une baisse de 7,3 % à fin décembre 2015 contre une régression de 3,6 % en 2014.

Tableau n° 25 : Répartition du total bilantaire par Catégorie et par province

PROVINCES	2014			2015			
	COOPEC	IMF	TOTAL	PROVICES	COOPEC	IMF	TOTAL
BANDUNDU	1 119 859	491 785	1 611 644	KWILU	1 700 847	414 775	2 115 622
				MAI-NDOMBE	-	-	-
				KWANGO	-	-	-
BAS-CONGO	3 106 084	191 169	3 297 253	KONGO CENTRAL	3 358 606	229 034	3 587 640
EQUATEUR	-	56 124	56 124	EQUATEUR	-	-	-
				MONGALA	107 148	-	107 148
				NORD-UBANGI	-	67 521	67 521
				SUD-UBANGI	-	-	-
				TSHUAPA	-	-	-
KASAÏ OCCIDENTAL	29 255	-	29 255	KASAÏ	-	-	-
				KASAÏ CENTRAL	23 263	-	23 263
KASAÏ ORIENTAL	288 164	-	288 164	KASAÏ ORIENTAL	-	-	-
				LOMAMI	300 491	-	300 491
				SANKURU	10 779	-	10 779
KATANGA	230 680	7 440 849	7 671 529	HAUT-KATANGA	195 738	8 126 690	8 322 427
				HAUT-LOMANI	-	-	-
				LUALABA	-	-	-
				TANGANYIKA	-	-	-
KINSHASA	28 272 834	92 370 279	120 643 113	KINSHASA	29 966 885	120 672 065	150 638 950
MANIEMA	1 710 675	-	1 710 675	MANIEMA	1 197 338	-	1 197 338
NORD-KIVU	49 583 266	5 125 780	54 709 046	NORD-KIVU	48 418 801	5 771 835	54 190 636
PROVINCE ORIENTALE	1 815 163	-	1 815 163	BAS-UELE	-	-	-
				HAUT-UELE	-	-	-
				ITURI	1 463 955	-	1 463 955
				TSHOPO	1 028 407	-	1 028 407
SUD-KIVU	56 919 644	9 440 764	66 360 408	SUD-KIVU	44 853 174	12 314 574	57 167 748
TOTAL	143 075 623	115 116 750	258 192 373	TOTAL	132 625 432	147 596 493	280 221 925

Source: BCC

Graphique n° 17 : Evolution du total bilantaire par Catégorie et par province



Source: BCC.

Les provinces à forte concentration d'ISFD, à savoir la Ville Province de Kinshasa, le Nord Kivu et le Sud Kivu, ont détenu respectivement 94,0 % du total bilantaire des IMF et 92,9 % de celui des COOPEC.

Par ailleurs, les institutions non mutualistes de Kinshasa ont accaparé 81,8 % du total bilantaire des IMF et 43,1 % de celui de l'ensemble du secteur, attestant ainsi leur rôle catalyseur dans les activités de la microfinance en RDC.

S'agissant des COOPEC, la part des ISFD de ces trois (3) provinces susvisées s'est établie à 92,9 % du total bilantaire des institutions mutualistes, dont 36,5 % pour le Nord Kivu, 33,8 % pour le Sud Kivu et 22,6 % pour la Ville Province de Kinshasa. Ainsi, les autres ISFD des onze (11) autres provinces n'ont disposé que de 7,1 % du total bilantaire des COOPEC.

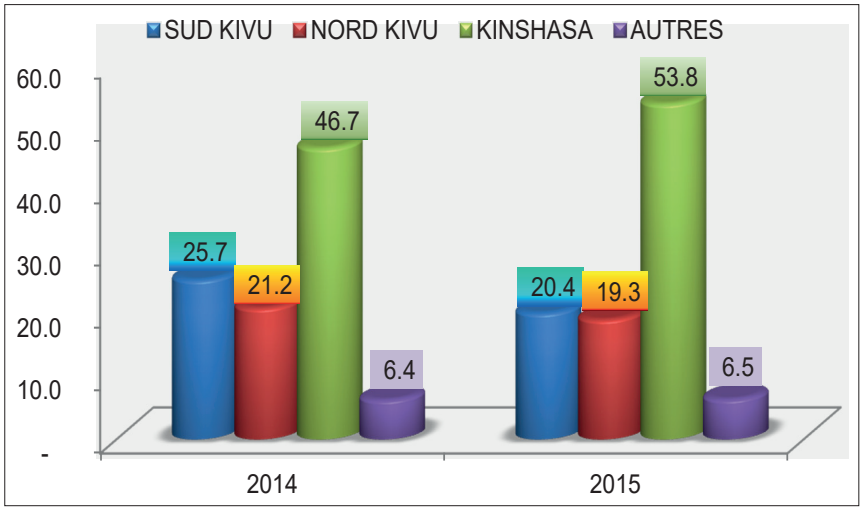
L'analyse de la contribution des ISFD de chaque province dans le total bilantaire a fait ressortir une poussée de celles de la Ville Province de Kinshasa au détriment des autres provinces en 2013, 2014 et 2015. Cette situation est principalement tributaire des IMF.

Tableau n° 26 : Evolution de la part de marché des ISFD de chaque province dans le total bilantaire

PROVINCES	2012	2013	2014	2015	
BANDUNDU	0,9	0,7	0,6	KWILU	0,8
				MAI-NDOMBE	0,0
				KWANGO	0,0
BAS-CONGO	1,4	1,4	1,3	KONGO CENTRAL	1,3
EQUATEUR			-	EQUATEUR	0,0
				MONGALA	0,0
				NORD-UBANGI	0,0
				SUD-UBANGI	0,0
				TSHUAPA	0,0
KASAÏ OCCIDENTAL			-	KASAÏ	0,0
				KASAÏ CENTRAL	0,0
KASAÏ ORIENTAL	0,2	0,2	0,1	KASAÏ ORIENTAL	0,0
				LOMAMI	0,1
				SANKURU	0,0
KATANGA	3,0	3,3	3,0	HAUT-KATANGA	3,0
				HAUT-LOMANI	0,0
				LUALABA	0,0
				TANGANYIKA	0,0
KINSHASA	30,6	39,3	46,7	KINSHASA	53,8
MANIEMA	1,7	1,5	0,7	MANIEMA	0,4
NORD-KIVU	31,0	27,2	21,2	NORD-KIVU	19,3
PROVINCE ORIENTALE	0,3	0,6	0,7	BAS-UELE	0,0
				HAUT-UELE	0,0
				ITURI	0,5
				TSHOPO	0,4
SUD-KIVU	30,9	25,7	25,7	SUD-KIVU	20,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	TOTAL	100,0

Source : BCC.

Graphique n° 18: Evolution des parts de marché des ISFD de chaque province dans le total bilantaire



Source: BCC.

Le nombre des ISFD à importance systémique au niveau du secteur de la microfinance est passé de 38 institutions en 2014 à 45 une année plus tard.

La décomposition par catégorie d'institution a renseigné que 36 Coopératives d'Epargne et de Crédit ont dépassé le seuil de USD 1 000 000 contre 26 une année plus tôt en terme de total bilantaire.

Tableau n° 27: Institutions mutualistes détenant un total bilantaire de plus de USD 1 000 000

N°	2012	2013	2014	2015
1	COOPEC IMARA GOMA	COOPEC IMARA GOMA	COOPEC IMARA GOMA	COOPEC IMARA GOMA
2	COOPEC NYAWERA BUKAVU	COOPEC NYAWERA BUKAVU	COOPEC NYAWERA BUKAVU	COOPEC NYAWERA BUKAVU
3	MECREBU	MECREBU	MECREBU	MECREBU
4	IMARA BUKAVU	IMARA BUKAVU	IMARA BUKAVU	IMARA BUKAVU
5	COOPEC COODEFI	COOPEC COODEFI	COOPEC COODEFI	COOPEC COODEFI
6	MECREGO	MECREGO	MECREGO	MECREGO
7	COOPEC LA SEMENCE	COOPEC LA SEMENCE	COOPEC LA SEMENCE	COOPEC LA SEMENCE
8	COOPEC CAHI	COOPEC CAHI	COOPEC CAHI	COOPEC CAHI
9	MECREKIN	MECREKIN	MECREKIN	MECREKIN
10	COOPEC KALUNDU	COOPEC KALUNDU	COOPEC KALUNDU	COOPEC KALUNDU
11	COOPEC IMARA KINDU	COOPEC IMARA KINDU	COOPEC IMARA KINDU	COOPEC IMARA KINDU
12	MECRE KATINDO	MECRE KATINDO	MECRE KATINDO	MECRE KATINDO
13	MECRE UVIRA	MECRE UVIRA	MECRE UVIRA	MECRE UVIRA
14	MECRE MABANGA	MECRE MABANGA	MECRE MABANGA	MECRE MABANGA
15	MECRE IBANDA	MECRE IBANDA	MECRE IBANDA	MECRE IBANDA
16	COOPEC BONNE MOISSON	COOPEC BONNE MOISSON	COOPEC BONNE MOISSON	COOPEC BONNE MOISSON
17	COOPEC TUJENGE PAMOJA	COOPEC TUJENGE PAMOJA	COOPEC TUJENGE PAMOJA	COOPEC TUJENGE PAMOJA
18	COOPEC PILOTE	COOPEC PILOTE	COOPEC PILOTE	COOPEC PILOTE
19	MECRE KADUTU	MECRE KADUTU	MECRE KADUTU	MECRE KADUTU
20	COOCEC KIVU	COOCEC KIVU	COOCEC KIVU	COOCEC KIVU

N°	2012	2013	2014	2015
21	MECRE BENI	MECRE BENI	MECRE BENI	MECRE BENI
22	MECRE BIRERE	MECRE BIRERE	-	-
23	MECRECO COOCEC	MECRECO COOCEC	MECRECO COOCEC	MECRECO COOCEC
24	MECRE NGALIEMA	MECRE NGALIEMA	MECRE NGALIEMA	MECRE NGALIEMA
25	COOPEC UNION ET CHARITE	COOPEC UNION ET CHARITE	COOPEC UNION ET CHARITE	COOPEC UNION ET CHARITE
26	-	-	COOPEC NYAWERA GOMA	COOPEC NYAWERA GOMA
27	-	MECRE KAVUMU	MECRE KAVUMU	MECRE KAVUMU
28	-	-	MECRE VIRUNGA	MECRE VIRUNGA
29	-	-	MUFESAKIN	MUFESAKIN
30	-	-	MEC IDECE	MEC IDECE
31	-	-	COOPEC AGROPAS-LE GRENIER	COOPEC AGROPAS-LE GRENIER
32	-	-	-	MECRE KINTAMBO
33	-	-	-	MEC BOMOKO
34	-	-	-	CAMEC INKISI
35	-	-	-	MECRE BUNIA
36	-	-	-	COOPEC GUILGAL
37	-	-	-	MUCREFEKI

Source : BCC.

A fin décembre 2015, une nouvelle institution non mutualiste s'est ajoutée à la liste de celles disposant d'un total bilantaire de plus de USD 1 000 000.

Tableau n° 28: Institutions non mutualistes détenant un total bilantaire de plus de USD 1 000 000

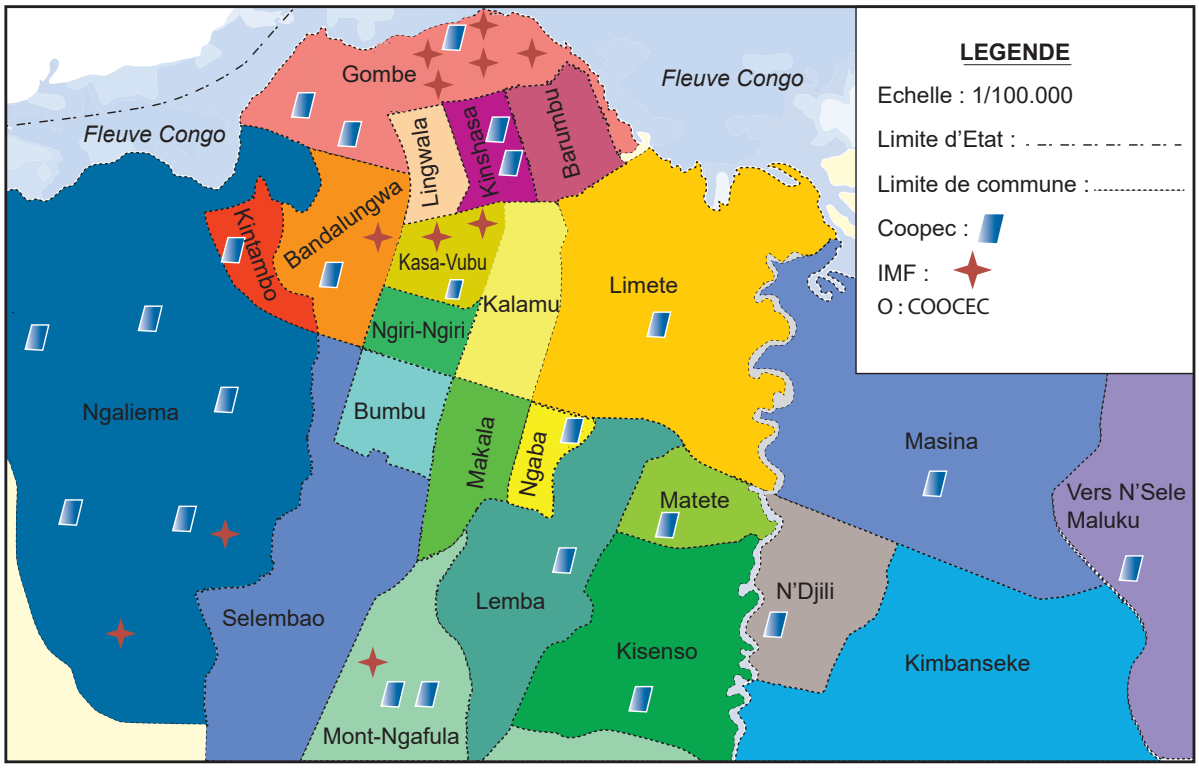
N°	2012 ®	2013 ®	2014®	2015
1	SMF FINCA RD CONGO SA	SMF FINCA RD CONGO SA	SMF FINCA RD CONGO SA	SMF FINCA RD CONGO SA
2	SMF OPPORTUNITY INTERNATIONAL	SMF OPPORTUNITY INTERNATIONAL	SMF OPPORTUNITY INTERNATIONAL	SMF OPPORTUNITY INTERNATIONAL
3	SMF SMICO	SMF SMICO	SMF SMICO	SMF SMICO
4	IMF HEKIMA	IMF HEKIMA	IMF HEKIMA	IMF HEKIMA
5	IMF TUJENGE	SMF TUJENGE	SMF TUJENGE	SMF TUJENGE
6	IMF HOPE RDC	-	-	IMF HOPE RDC
7	-	IMF OXUS	SMF OXUS	SMF OXUS
8	-	SMF PAIDEK	SMF PAIDEK	SMF PAIDEK
9	-		SMF i-FINANCE	SMF i-FINANCE
TOTAL	6	7	8	9

CHAPITRE V :
ANALYSE PAR PROVINCE

Contrairement aux autres années, ce chapitre, consacré à l'analyse de l'évolution des activités des ISFD par province, a mis l'accent sur les trois provinces à forte concentration, à savoir la Ville Province de Kinshasa, le Nord Kivu et le Sud Kivu.

Les vingt-trois (23) autres provinces, dont douze (12) dépourvues des institutions financières de proximité, n'ont pas été développées compte tenu de leur faible importance induite par le nouveau découpage.

5.1. VILLE PROVINCE DE KINSHASA



Capitale de la République Démocratique du Congo, cette province, siège des institutions, reste la plus dynamique en raison de la concentration des services étatiques et des sociétés, de la bonne culture financière expliquée par l'existence de plusieurs établissements de crédit et l'organisation de plusieurs activités liées à l'épargne et au crédit ainsi que de l'existence des infrastructures.

Cette Ville a compté vingt-neuf (29) institutions en 2015 contre vingt-huit (28) une année auparavant, enregistrant ainsi une hausse de 3,6 % du nombre d'institutions. Cette situation est expliquée par l'agrément de deux institutions, à savoir une IMF et une COOPEC, et le retrait d'agrément d'une IMF aux équilibres fondamentaux rompus.

Par ailleurs, la concentration des ISFD est demeurée dans les Communes de la Gombe et de Ngaliema.

Tableau n° 35: Répartition géographique des ISFD dans la Ville Province de Kinshasa

VILLES	2011		2012		2013		2014 ®		2015	
	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %
Bandalungwa	1	2,4	3	8,1	1	2,9	2	7,1	2	6,9
Gombe	14	33,3	10	27,0	12	35,3	7	28,6	7	24,1
Kasa-Vubu	2	4,8	3	8,1	3	8,8	1	3,6	1	3,4
Kimbanseke	1	2,4	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Kinseso	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	3,6	1	3,4
Kinshasa	3	7,1	3	8,1	2	5,9	1	7,1	2	6,9
Kintambo	2	4,8	2	5,4	1	2,9	2	3,6	1	3,4
Lemba	1	2,4	1	2,7	1	2,9	1	3,6	1	3,4
Limete	1	2,4	1	2,7	1	2,9	1	3,6	1	3,4
Maluku	1	2,4	1	2,7	1	2,9	1	3,6	1	3,4
Masina	2	4,8	1	2,7	1	2,9	1	3,6	1	3,4
Matete	2	4,8	1	2,7	1	2,9	1	3,6	1	3,4
Mont Ngafula	3	7,1	2	5,4	2	5,9	2	3,6	2	6,9
Ngaba	1	2,4	1	2,7	1	2,9	1	3,6	1	3,4
Ndjili	2	4,8	1	2,7	1	2,9	1	3,6	1	3,4
Ngaliema	5	11,9	6	16,2	6	17,6	5	17,9	6	20,7
Selembao	1	2,4	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Kalamu	0	0,0	1	2,7	0	0,0	0	0,0	0	0,0
TOTAL	**42**	**100,0**	**37**	**100,0**	**34**	**100,0**	**28**	**100,0**	**29**	**100,0**

Source: BCC

La Ville Province de Kinshasa reste caractérisée par un grand nombre des institutions non mutualistes, soit 43,5 % du total des IMF agréées. En ce qui concerne les COOPEC de la Capitale, leur part a été de 18,1 % sur le total de cette catégorie.

Tableau n° 36: Répartition des ISFD de la Province par catégorie

CATEGORIES	2011	2012	2013	2014	2015
COOPEC	31	23	22	18	19
IMF	11	14	12	10	10
TOTAL	**42**	**37**	**34**	**28**	**29**

Source: BCC

S'agissant de la performance des ISFD de la Ville Province de Kinshasa en 2015, leur total bilantaire est passé de USD 120 643 113 à USD 150 638 950 d'une année à l'autre, soit un accroissement de 24,9 %. Cette situation est consécutive en grande partie par la bonne performance des institutions non mutualistes.

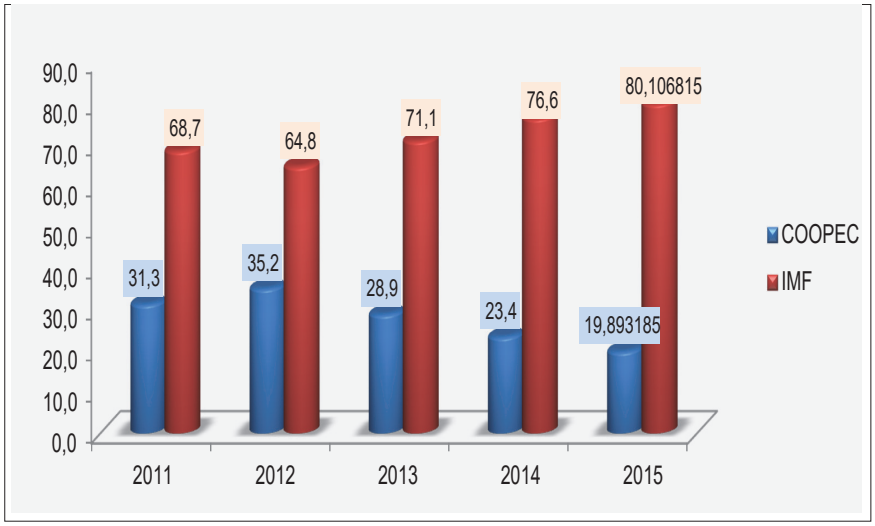
Comparé au total bilantaire du secteur, la part des institutions financières de proximité de la Capitale s'est établie à 53,8 % venant de 46,7 % une année plus tôt, enregistrant ainsi une amélioration de 7,1 points de pourcentage par rapport à l'année précédente.

Tableau n° 37 : Part du marché des ISFD de la Province dans le total bilantaire

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Total bilantaire	**176 343 291**	**191 000 251**	**228 593 969**	**258 192 373**	**280 221 924**
ISFD Kinshasa	60 224 487	57 753 830	89 877 111	120 643 113	150 638 950
Part %	34,2	30,2	39,3	46,7	53,8
Var en %	50,1	-4,1	55,6	34,2	24,9

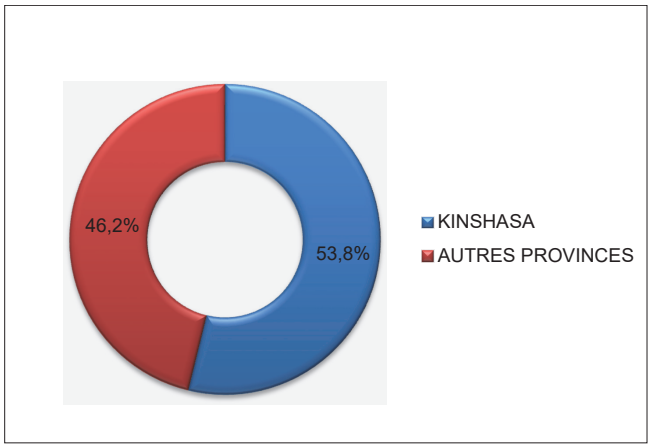
Source : BCC.

Graphique n° 23 : Evolution de la part du marché des ISFD de la Province dans le total bilantaire



Source: BCC

Graphique n° 24: Part des ISFD de Kinshasa dans le total bilantaire en 2015



Source: BCC

L'analyse de l'évolution de la part de chaque catégorie d'institutions dans le total bilantaire de la Ville Province de Kinshasa a révélé une baisse continue de la part des COOPEC depuis 2013 au profit des IMF, dont la part a enregistré une hausse de 3,5 points de pourcentage, passant de 76,6 % en 2014 à 80,1 % une année plus tard.

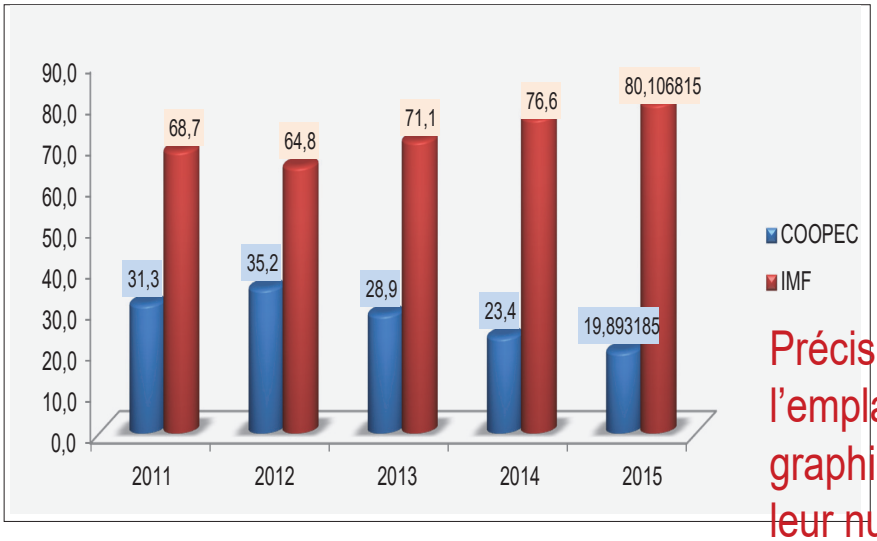
Le bon comportement des IMF de la Capitale est expliqué principalement par l'existence de quatre (4) institutions à capitaux étrangers collectrices des dépôts sur les cinq (5) agréées et bénéficiant de plusieurs financements.

Tableau n° 38 : Part de marché des ISFD de la Province par catégorie

INSTITUTIONS	2011		2012		2013		2014		2015	
	Montant	**Part %**	**Montant**	**Part %**	**Montant**	**Part %**	**Montant**	**Part %**	**Montant**	**Part %**
COOPEC	18 875 964	31,3	20 308 376	35,2	25 959 490	28,9	28 272 834	23,4	29 966 885	19,9
IMF	41 348 523	68,7	37 445 454	64,8	63 917 621	71,1	92 370 279	76,6	120 672 065	80,1
TOTAL	**60 224 487**	**100,0**	**57 753 830**	**100,0**	**89 877 111**	**100,0**	**120 643 113**	**100,0**	**150 638 950**	**100,0**

Source : BCC.

Graphique n° 25 : Part de marché des ISFD de la Province par catégorie



Précision sur l'emplacement des graphiques et surtout leur numérotation...

Source: BCC.

5.1.1. Analyse de l'actif

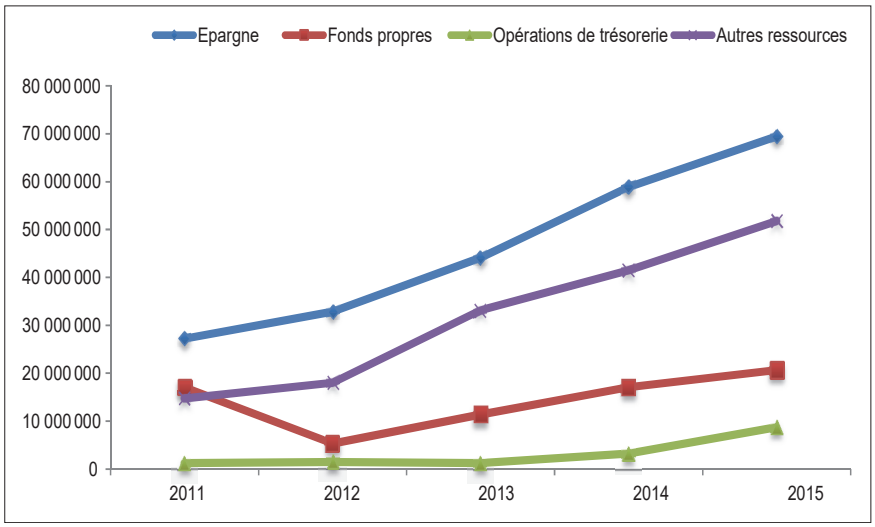
Demeurant la principale rubrique de l'actif avec une part de 69,6 % en 2015, l'encours de crédit a connu une amélioration de 26,6 %, passant de USD 82 759 096 une année plus tôt à USD 104 769 530 à la clôture de l'exercice sous revue. Cette amélioration été induite essentiellement par une bonne mobilisation de l'épargne couplée aux financements reçus par certaines institutions.

Tableau n° 39 : Ventilation des postes de l'actif

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015		
	Montant	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Part %**	**Var %**
Disponibles	19 251 439	12 091 783	20 461 131	21 357 184	24 104 331	16,0	12,9
Encours de crédit	27 212 918	34 531 745	53 048 204	82 759 096	104 769 530	69,6	26,6
Autres emplois	7 222 443	3 731 442	7 974 934	5 024 300	8 958 789	5,9	78,3
Immobilisations	6 537 689	7 398 860	8 392 842	11 502 533	12 806 300	8,5	11,3
TOTAL ACTIF	**60 224 489**	**57 753 830**	**89 877 111**	**120 643 113**	**150 638 950**	**100,0**	**24,9**

Source : BCC.

Graphique n° 26 : Evolution des postes de l'actif



Source: BCC

Le taux d'encours de crédit s'est fixé en 2015 à 72,2 %, légèrement supérieur à la norme minimale de 70,0 %.

L'ensemble des ISFD de la Capitale ont détenu le ratio de liquidité immédiate de 47,0 %, au-dessus de la norme réglementaire de 20,0 %. Quant au taux d'encaisse oisive, il s'est situé à 16,0 %, respectant la norme maximale de 20,0 %, expliquant ainsi l'utilisation efficiente des ressources.

S'agissant de la qualité du portefeuille de crédit, le PAR_{30} s'est établi à 4,8 %, conforme à la norme de 5,0 %. Cette situation a occulté la mauvaise qualité du portefeuille de crédit observée dans la plupart des ISFD de la Capitale.

Le taux des immobilisations s'est fixé à 8,5 %, en deçà de la norme maximale de 10,0%.

5.1.2. Analyse du passif

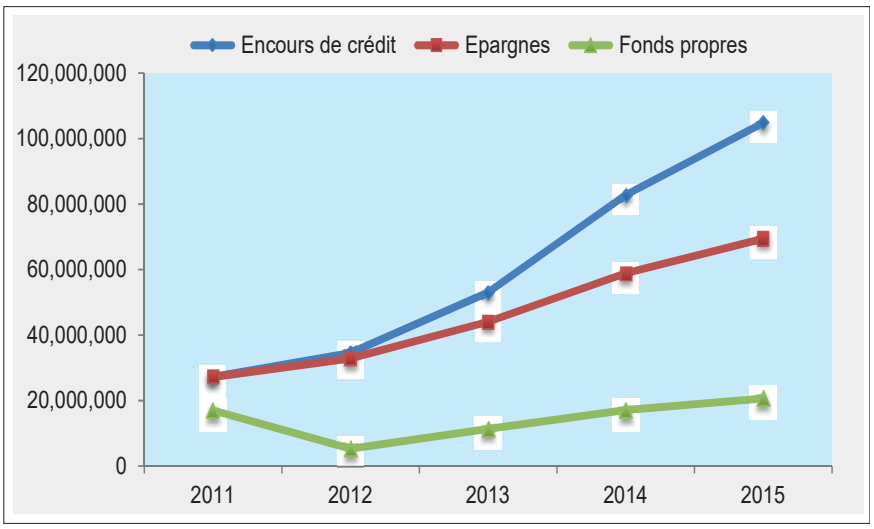
Le passif du bilan est resté dominé en 2015 par l'épargne, dont le volume s'est accru de 18,0 % par rapport à l'année précédente. En effet, cette dernière s'est établie à USD 69 461 427 en 2015 après avoir atteint USD 58 862 871 une année plus tôt. Le poids de cette rubrique dans le total s'est fixé à 46,1 %, enregistrant ainsi un recul de 2,7 points de pourcentage.

Tableau n° 40 : Ventilation des postes du passif

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Epargne	27 208 533	32 864 170	44 107 405	58 862 871	69 461 427	46,1	18,0
Fonds propres	17 025 871	5 327 778	11 355 180	17 052 683	20 666 513	13,7	21,2
Opérations de trésorerie	1 247 377	1 511 696	1 251 813	3 213 219	8 734 062	5,8	171,8
Autres ressources	14 742 706	18 050 186	33 162 713	41 514 339	51 776 948	34,4	24,7
TOTAL PASSIF	**60 224 487**	**57 753 830**	**89 877 111**	**120 643 112**	**150 638 950**	**100,0**	**24,9**

Source: BCC

Graphique n° 27: Evolution des postes du passif



Source: BCC

S'agissant du ratio de capitalisation, celui des ISFD de la Ville Province de Kinshasa s'est fixé à 13,7 %, en deçà de la norme réglementaire de 15 %, soit un recul de 0,4 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2014. Toutefois, les fonds propres se sont accrus de USD 3 613 830 impulsés essentiellement par les IMF.

La part des autres ressources dans le total bilantaire est demeurée au même niveau qu'en 2014, à savoir 34,4 %. Cette rubrique est restée dominée par les emprunts et dettes à moyen et long termes contractés par les ISFD avec une part de 73,7 %.

Evolution de l'encours de crédit comparé à l'épargne et aux fonds propres

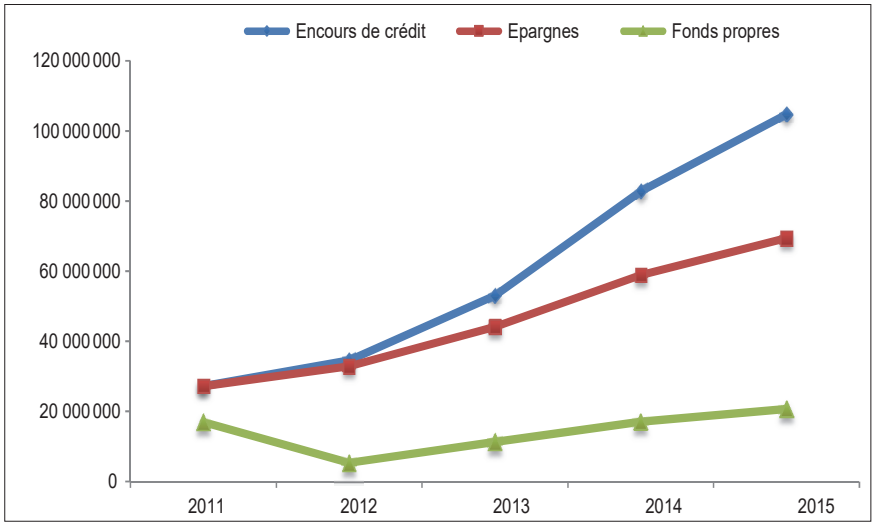
L'analyse de ces trois agrégats a relevé une corrélation positive suscitant leurs progressions respectives et ce, grâce à la bonne performance de certaines ISFD de cette partie du pays.

Tableau n° 41: Evolution de l'encours de crédit comparé à l'épargne et aux fonds propres

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015	
	Montant	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Var %**
Encours de crédit	27 212 918	34 531 745	53 048 204	82 759 096	104 769 530	26,6
Epargnes	27 208 533	32 864 170	44 107 405	58 862 871	69 461 427	18,0
Fonds propres	17 025 871	5 327 778	11 355 180	17 052 683	20 666 513	21,2

Source: BCC

Graphique n° 28 : Evolution de l'encours de crédit comparé à l'épargne et aux fonds propres



Source: BCC

5.1.4. Analyse du compte d'exploitation

En 2015, le déficit des ISFD de la Capitale s'est accentué, se situant à USD 2 164 820. Cette situation est consécutive principalement à la non maitrise des charges par deux IMF et quelques institutions d'un réseau mutualiste.

Tableau n° 42: Ventilation du résultat net

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Produits	20 168 961	23 560 664	33 403 945	42 959 356	67 840 710
Charges	17 809 586	25 165 641	33 557 330	44 565 399	70 005 530
Résultat net	**2 359 375**	**-1 604 977**	**-153 385**	**-1 606 043**	**-2 164 820**

Source: BCC.

5.1.4.1. Analyse des produits

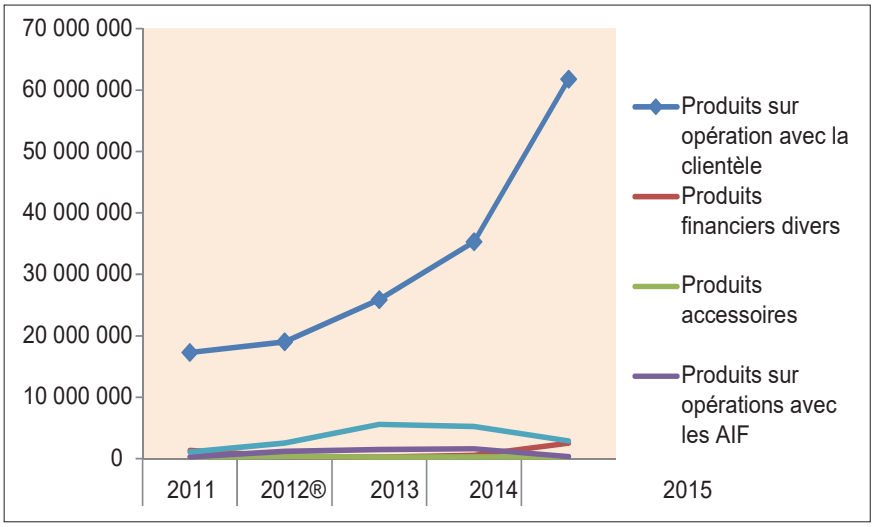
La tendance des produits réalisés par les ISFD de Kinshasa est demeurée haussière depuis 2012. Ils ont enregistré une augmentation de 57,9 %, passant de USD 42 959 356 à USD 67840 710 d'une année à l'autre.

Tableau n° 43 : Ventilation des produits

RUBRIQUES	2011	2012®	2013	2014	2015		
	Montant	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Part %**	**Var %**
Produits sur opération avec la clientèle	17 272 528	19 021 766	25 871 459	35 298 641	61 789 486	91,1	75,0
Produits financiers divers	1 317 291	399 711	231 833	545 540	2 516 788	3,7	361,3
Produits accessoires	227 340	388 309	245 515	290 730	298 096	0,4	2,5
Produits sur opérations avec les AIF	273 175	1 218 444	1 477 960	1 612 307	354 574	0,5	-78,0
Autres produits	1 078 627	2 532 434	5 577 178	5 212 138	2 881 766	4,2	-44,7
TOTAL PRODUITS	**20 168 961**	**23 560 664**	**33 403 945**	**42 959 356**	**67 840 710**	**100,0**	**57,9**

Source: BCC.

Graphique n° 29 : Evolution des produits



Source: BCC

Ce bon niveau de revenu est consécutif essentiellement à la hausse de 75,0 % des produits sur opérations avec la clientèle par rapport à leur niveau de 2014, en raison de la bonne affectation des ressources couplée au bon suivi et recouvrement des créances.

5.1.4.2. Analyse des charges

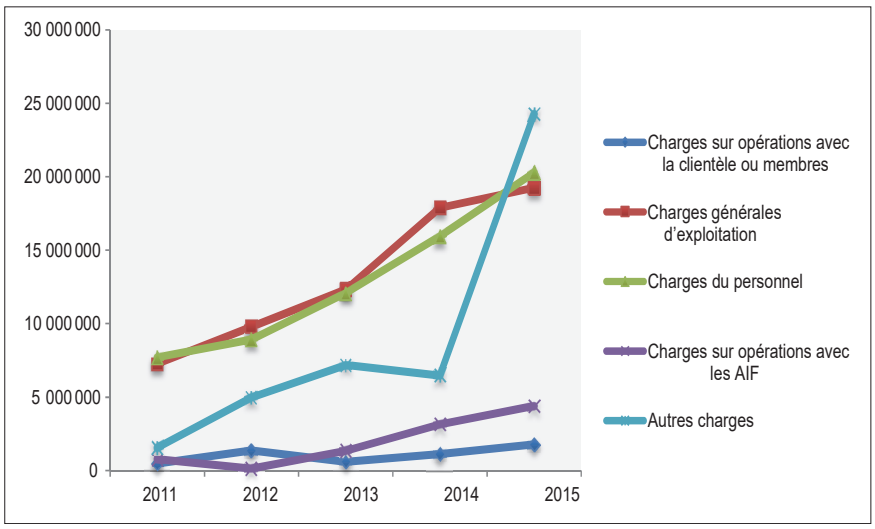
Les charges d'exploitation ont enregistré un accroissement quasi proportionnel aux produits. Elles se sont établies à USD 70 005 530 en 2015 contre USD 44 565 399 une année plus tôt, soit une augmentation de 57,1 %.

Tableau n° 44: Ventilation des charges

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Charges sur opérations avec la clientèle ou membres	477 681	1 360 194	597 866	1 130 449	1 775 293	2,5	57,0
Charges générales d'exploitation	7 271 417	9 790 780	12 334 416	17 894 196	19 251 445	27,5	7,6
Charges du personnel	7 711 947	8 913 338	12 086 389	15 946 830	20 282 785	29,0	27,2
Charges sur opérations avec les AIF	785 952	128 278	1 349 172	3 141 188	4 406 135	6,3	40,3
Autres charges	1 562 589	4 973 051	7 189 487	6 452 736	24 289 872	34,7	276,4
TOTAL CHARGES	**17 809 586**	**25 165 641**	**33 557 330**	**44 565 399**	**70 005 530**	**100,0**	**57,1**

Source: BCC

Graphique n° 30 : Evolution des charges



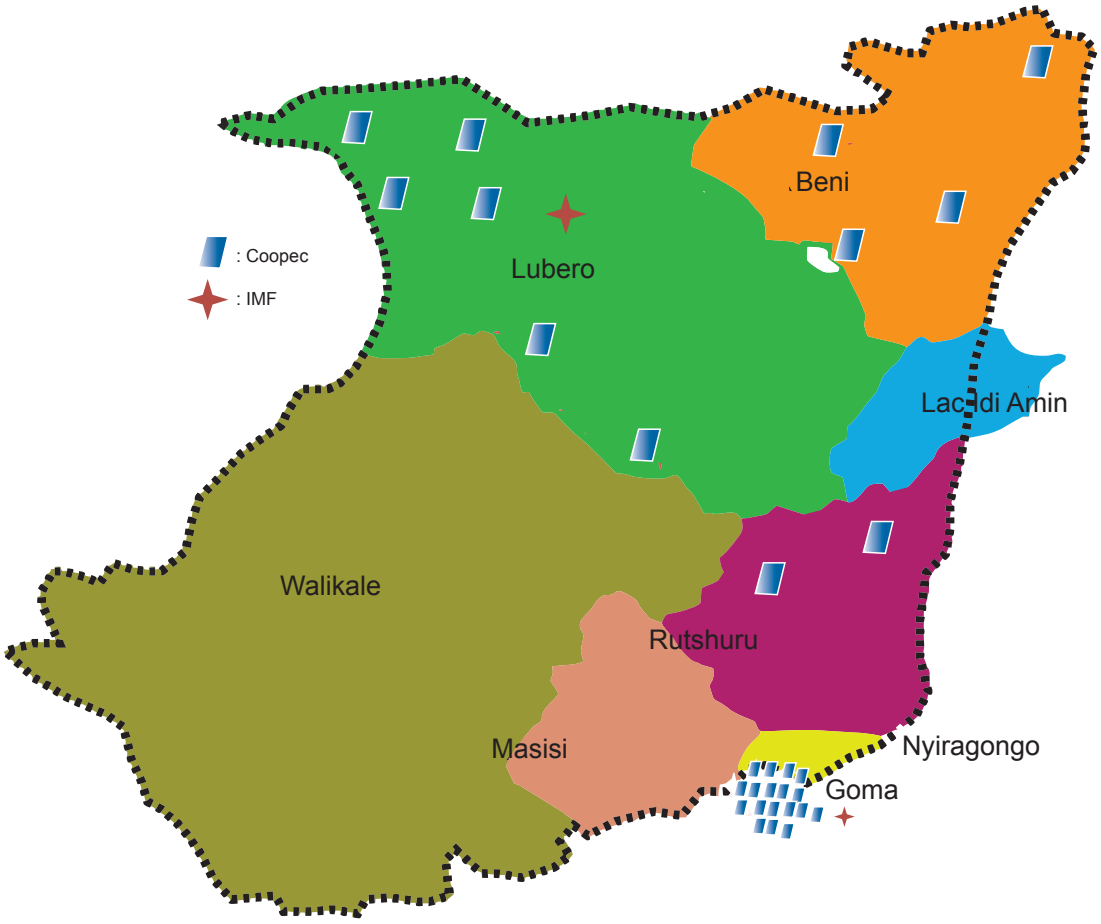
Source: BCC

Comparé à la situation de 2014, les ISFD de Kinshasa ont enregistré un accroissement de 57,0 % des charges sur opérations avec la clientèle. Cette situation a découlé de l'application des taux d'intérêt créditeurs attrayant sur les dépôts à termes.

Les autres charges ont sensiblement augmenté de 276,4 % essentiellement constituées des dotations aux provisions et perte sur créances recouvrables.

S'agissant de l'autosuffisance opérationnelle, les ISFD de la Ville Province de Kinshasa ont connu une amélioration de 8,5 points de pourcentage, se fixant à 95,9 % en 2015 contre 85,4 % en 2014 et la norme de 119,2 %.

5.2. PROVINCE DU NORD KIVU



Province dynamique et bornée par deux pays limitrophes, le Nord Kivu est caractérisé par d'intenses activités commerciales et agricoles. Cette situation fait de cette Province le troisième pôle de concentration des ISFD en République Démocratique du Congo.

XxxxFaits saillants de la province

En effet, le nombre des Institutions du Système Financier Décentralisé de la Province du Nord-Kivu est resté le même à la clôture de l'exercice sous revue comme en 2014, soit vingt-huit (28) institutions de proximité. Bien que le nombre soit demeuré le même, une institution mutualiste a été dissoute et une autre a obtenu son agrément durant l'année 2015.

S'agissant de la localisation des institutions dans cette contrée, le Chef-lieu de la Province, Goma, a de nouveau affiché le plus grand nombre d'ISFD en 2015 suivi de la Ville de Butembo et ce, à l'instar des autres années. Cette localisation s'est déclinée comme suit:

Tableau n° 45 : Evolution de la répartition géographique des ISFD dans la province du Nord Kivu

VILLES	2011	2012	2013		2014		2015	
	Nbre ISFD	Nbre ISFD	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %
GOMA	27	24	18	56,3	17	60,7	16	57,1
BUTEMBO	6	5	5	15,6	7	25,0	8	28,6
BENI	3	2	2	6,3	1	3,6	1	3,6
KIRUMBA	2	2	2	6,3	2	7,1	2	7,1
KIWANJA	2	-	-	-	0	0	0	0,0
KANYABAYONGA	1	-	-	-	-	0	0	0,0
LUBERO	1	1	1	3,1	1	3,6	1	3,6
NYAMILIMA	1	1	1	3,1	0	0,0	0	0,0
OICHA	1	1	1	3,1	0	0,0	0	0,0
RUTSHURU	1	-		0,0	0	0,0	0	0,0
VITSHUMBIRI	1	1	1	3,1	0	0,0	0	0,0
BUTURANDE	-	1	1	3,1	0	0,0	0	0,0
TOTAL	**46**	**38**	**32**	**100,0**	**28**	**100,0**	**28**	**100,0**

Source: BCC

Parmi les institutions agréées, il a été noté vingt-cinq (25) COOPEC et trois (3) IMF. Des trois institutions non mutualistes, deux (2) SMF à capitaux nationaux sont localisées à Butembo et une (1) EMC à capitaux étrangers à Goma.

Tableau n° 46: Répartition du nombre des ISFD par catégorie

CATEGORIE	2011	2012	2013	2014	2015
COOPEC	44	36	30	25	25
IMF	2	2	2	3	3
TOTAL	**46**	**38**	**32**	**28**	**28**

Source: BCC

Le niveau d'activités des institutions du Nord Kivu a connu un faible recul de 0,9 %, avec un total bilantaire se situant à USD 54 190 635 à fin décembre 2015 contre USD 54 709 046 une année auparavant. Cette situation a découlé notamment de l'insécurité observée dans certaines parties de la Province ainsi que de la poursuite de la crise de liquidité sévissant au sein de l'une des grandes institutions mutualistes.

Tableau n° 47: Part des ISFD de la Province du Nord Kivu dans le total bilantaire du secteur

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
TOTAL BILANTAIRE	**176 343 292**	**191 000 251**	**228 593 968**	**258 192 373**	**280 221 925**
ISFD du Nord Kivu	50 863 882	58 851 826	62 221 091	54 709 046	54 190 635
Part en %	28,8	30,8	27,2	21,2	19,3

Source: BCC

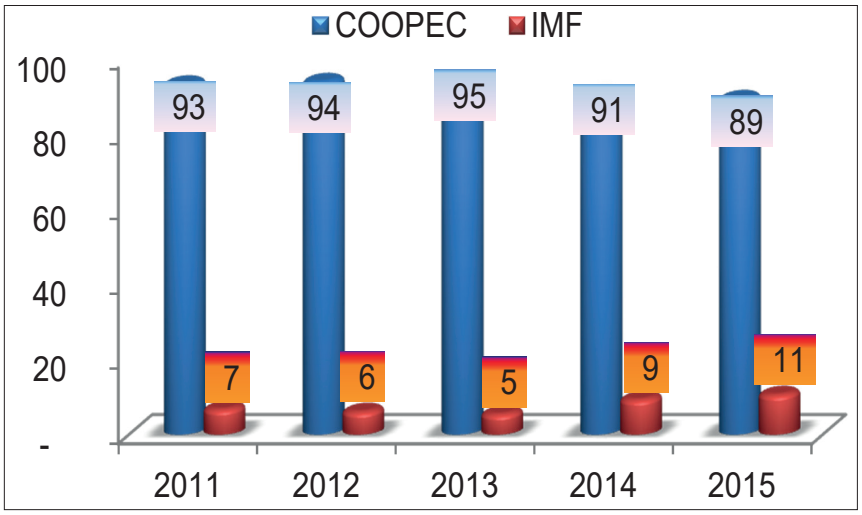
Quant à la part des institutions de cette Province dans le total bilantaire du secteur, elle a enregistré une baisse depuis 2013 pour s'établir à 19,3 % à la clôture de 2015, soit un recul de 1,9 point par rapport à 6 points en 2014.

Tableau n° 48: Répartition du total bilantaire des ISFD de la Province du Nord Kivu par catégorie

RUBRIQUES	2011		2012		2013		2014		2015		
	Montant	Part %	Montant	Part %	Montant	Part %	Montant	Part %	Montant	Part %	Var %
COOPEC	47 417 388	93,2	55 246 193	93,9	58 803 520	94,5	49 583 266	90,6	48 418 801	89,3	-2,3
IMF	3 446 494	6,8	3 605 633	6,1	3 417 571	5,5	5 125 780	9,4	5 771 835	10,7	12,6
TOTAL	**50 863 882**	**100,0**	**58 851 826**	**100,0**	**62 221 091**	**100,0**	**54 709 046**	**100,0**	**54 190 635**	**100,0**	**-0,9**

Source: BCC

Graphique n° 31 : Evolution du total bilantaire des ISFD par catégorie



Source: BCC

Constituées en grand nombre, les institutions mutualistes ont accaparé 89,3 % de part de marché contre 10,7 % pour les IMF au terme de l'exercice sous revue. Par ailleurs, entre 2014 et 2015, le total bilantaire des IMF a connu une variation positive de 12,6 % contre une baisse de 2,3 % pour les COOPEC.

5.2.1. Analyse de l'actif

À l'exception de l'encours de crédit qui a réalisé une progression d'une année à l'autre, les autres rubriques de l'actif ont connu des baisses.

En effet, l'encours de crédit s'est accru de 10,5 %, passant de USD 17 112 531 à USD 18 905 323 d'une année à l'autre. Cet accroissement a été induit principalement par le bon comportement de certaines ISFD, essentiellement des IMF.

Ainsi, le taux d'encours de crédit s'est légèrement amélioré de 6,4 points de pourcentage entre 2014 et 2015 pour se situer à 37,7 % contre 31,3 % une année plus tôt. Cependant, ce taux est resté en dessous de la norme minimale de 70,0 %.

Le PAR30 s'est fixé à 11,3 % en 2015 contre la norme réglementaire de 5,0 %.

Les disponibles se sont établis à USD 15 878 574 à la clôture de 2015 après avoir atteint une année plus tôt le montant de USD 16 970 584. La pression exercée à la suite des difficultés de trésorerie au sein d'une grande institution mutualiste a contribué à la baisse de 6,4 %.

Les ISFD de cette partie du pays ont détenu un ratio de liquidité agrégé de 36,1 %, en recul de 5,0 points de pourcentage par rapport à son niveau de 2014, demeurant largement supérieur au minimum réglementaire de 20,0 %. Concernant le taux d'encaisse oisive, il s'est établi à 29,3 % par rapport au maximum requis de 20,0 %.

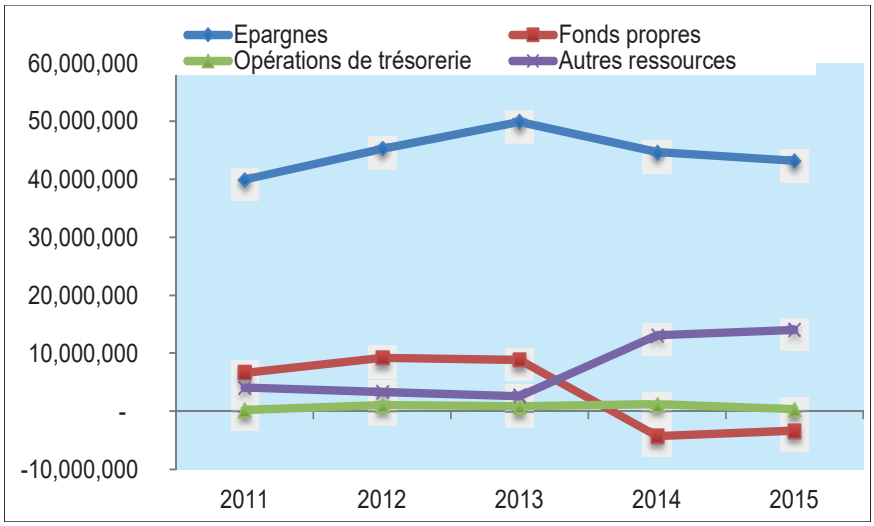
Les immobilisations se sont contractées de 3,5 %, se situant à USD 6 037 416 à la clôture de l'année sous revue. Au regard de la limite réglementaire de 10,0 %, le taux des immobilisations s'est fixé à 11,1 % à fin décembre 2015.

Tableau n° 49: Ventilation des postes de l'actif

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014®		2015		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Montant	Part %	Var %
Disponibles	17 981 242	16 217 815	21 400 645	16 970 584	31,0	15 878 578	29,3	-6,4
Encours de crédit	20 358 777	28 830 789	29 323 527	17 112 531	31,3	18 905 323	34,9	10,5
Immobilisations	6 758 117	7 219 881	7 345 361	6 253 293	11,4	6 037 416	11,1	-3,5
Autres emplois	5 765 746	6 583 341	4 151 558	14 372 638	26,3	13 369 318	24,7	-7,0
TOTAL PASSIF	**50 863 882**	**58 851 826**	**62 221 091**	**54 709 046**	**100,0**	**54 190 635**	**100,0**	**-0,9**

Source: BCC

Graphique n° 32 : Evolution des postes de l'actif



Source: BCC

5.2.1 Analyse du passif

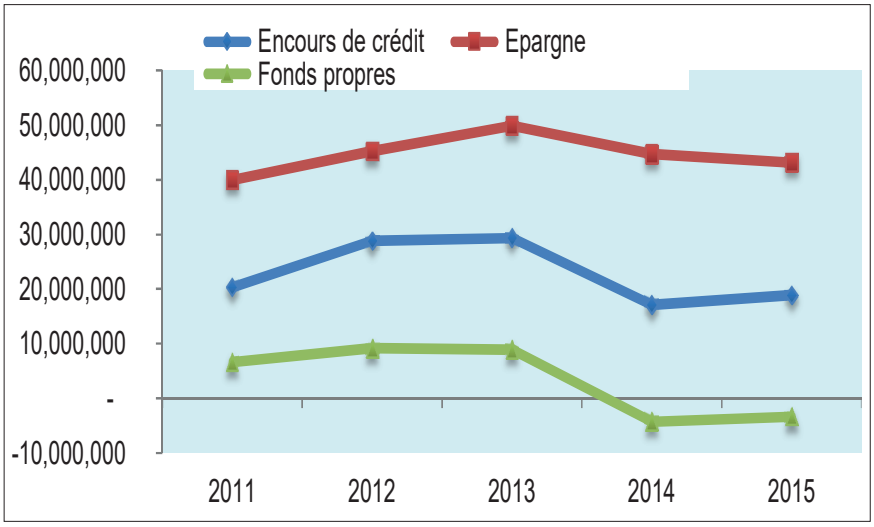
Contribuant à hauteur de 79,6 % dans le total des ressources, l'épargne a baissé de 3,4 %, se fixant à USD 43 159 382 à la clôture de 2015 contre USD 44 685 371. Cette situation est induite par les effets de la crise des liquidités observées dans une importante institution mutualiste de la province.

Tableau n° 50: Ventilation des postes du passif

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015		
	Montant	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Part %**	**Var %**
Epargnes	39 933 856	45 257 123	49 875 329	44 685 371	43 159 382	79,6	-3,4
Fonds propres	6 625 589	9 196 927	8 880 986	-4 276 336	- 3 344 533	-6,2	21,8
Opérations de trésorerie	220 882	1 063 218	861 905	1 225 279	343 325	0,6	-72,0
Autres ressources	4 083 555	3 334 558	2 602 871	13 074 732	14 032 461	25,9	7,3
TOTAL PASSIF	**50 863 882**	**58 851 826**	**62 221 091**	**54 709 046**	**54 190 635**	**100,0**	**-0,9**

Source: BCC

Graphique n° 33: Evolution des postes du passif



Source: BCC

Le ratio de capitalisation consolidé de la Province s'est situé à – 6,2 % en 2015 contre -7,8 % en 2014, en deçà de la norme réglementaire minimale de 15,0 %. Cette situation a résulté d'un niveau négatif des fonds propres, bien qu'en amélioration d'une année à l'autre de 21,8 %.

Evolution de l'encours de crédit comparé à l'épargne et aux fonds propres

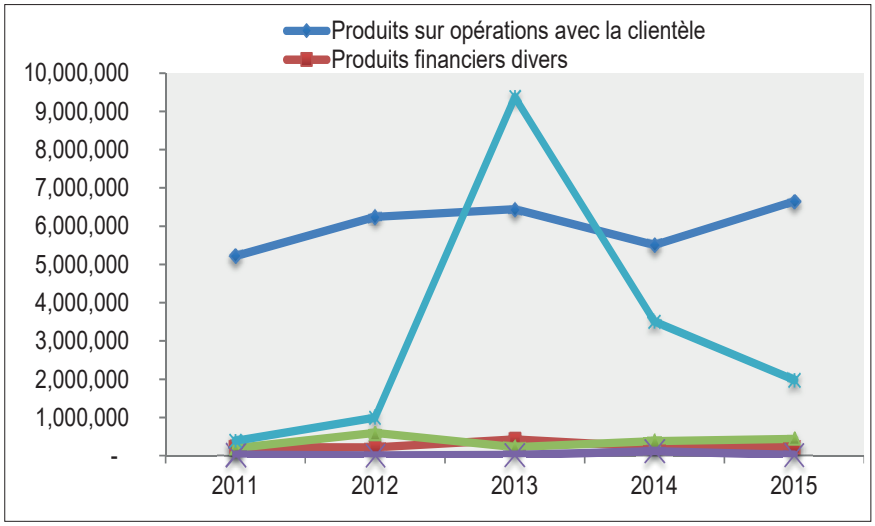
À l'exception de l'épargne qui a connu une baisse, les autres agrégats se sont améliorés d'une année à l'autre.

Tableau n° 51 : Evolution de l'encours de crédits comparée à l'épargne et aux fonds propres

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	
	Montant	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Var %**
Encours de crédit	20 358 777	28 830 789	29 323 527	17 112 531	18 905 323	10,5
Epargne	39 933 856	45 257 123	49 875 329	44 685 371	43 159 382	-3,4
Fonds propres	6 625 589	9 196 927	8 880 986	-4 276 336	-3 344 533	13,0

Source: BCC

Graphique n° 34 : Evolution de l'encours de crédits comparé à l'épargne et aux fonds propres



5.2.1.1. Analyse du compte d'exploitation

Les ISFD du Nord Kivu ont réalisé un déficit moins important en 2015 comparé à celui de 2014. En effet, la perte enregistrée par les ISFD de cette partie du pays s'est résorbée de 45,4 %, passant de USD 440 537 à fin 2014 à USD 240 546 une année plus tard.

Tableau n° 52: Evolution du résultat net

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Produits	6 040 081	8 042 119	16 478 622	9 727 214	9 304 860
Charges	6 012 187	7 542 655	17 238 177	10 167 752	9 545 407
Résultat net	**27 894**	**499 464**	**- 759 555**	**- 440 537**	**- 240 546**

Source: BCC

5.2.1.2. Analyse des produits

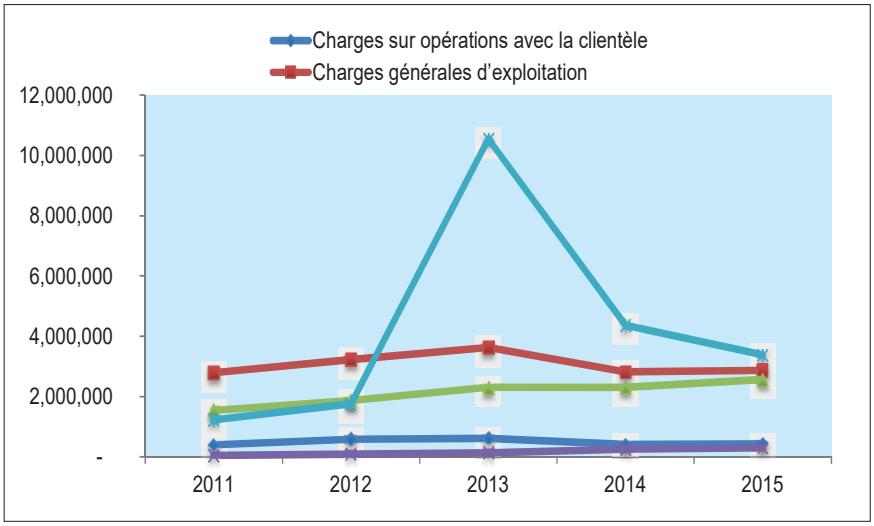
Les produits de l'ensemble des structures du Nord Kivu se sont contractés de 4,3 %, s'établissant à USD 9 304 860 en 2015 contre USD 9 727 214 en 2014. Cette baisse a découlé de la forte diminution des autres produits, dont principalement les reprises des provisions et récupération sur créances irrécouvrables à concurrence de 92,8 %.

Tableau n° 53 : Ventilation des produits

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015		
	Montant	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Part %**	**Var %**
Produits sur opérations avec la clientèle	5 215 840	6 238 617	6 445 075	5 503 044	6 648 755	71,5	20,8
Produits financiers divers	216 940	215 357	422 629	230 423	218 085	2,3	-5,4
Produits accessoires	195 596	592 508	221 444	379 613	442 570	4,8	16,6
Produits sur opérations avec les AIF	25 838	4 525	15 113	114 335	15 323	0,2	-86,6
Autres produits	385 867	991 112	9 374 361	3 499 798	1 980 127	21,3	-43,4
TOTAL PRODUITS	**6 040 081**	**8 042 119**	**16 478 622**	**9 727 214**	**9 304 860**	**100,0**	**-4,3**

Source: BCC

Graphique n° 35 : Evolution des produits



Source: BCC

5.2.1.3 Analyse des charges

Dans l'ensemble, les ISFD du Nord Kivu ont amélioré la maitrise de leurs charges qui se sont élevées à USD 9 545 407 à fin décembre 2015 contre USD 10 167 752 en 2014, enregistrant une baisse de 6,1 %.

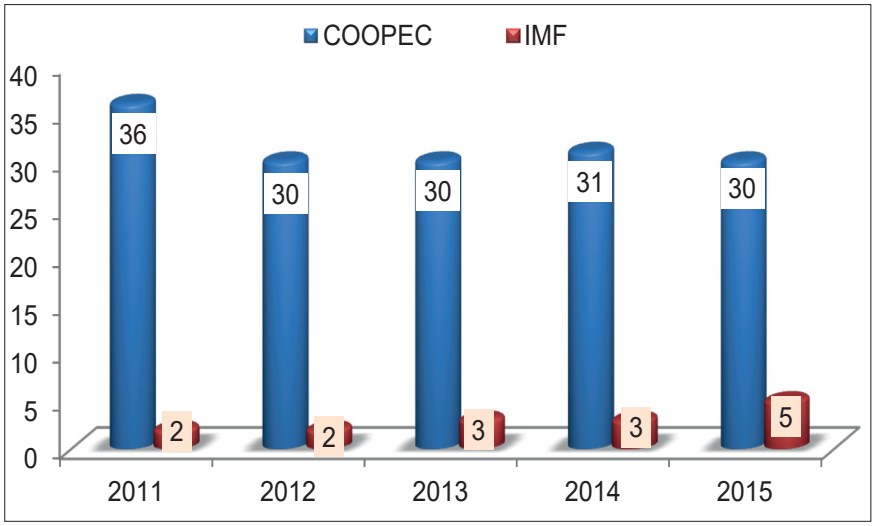
Les « autres charges » ont renseigné une part de35,4 %, impulsée principalement par les « dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables », lesquelles ont représenté 83,8 % de cette rubrique et de 29,7 % à l'ensemble des charges.

Tableau n° 54: Ventilation des charges

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014®	2015		
	Montant	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Part %**	**Var %**
Charges sur opérations avec la clientèle	398 657	590 861	615 823	410 477	428 052	4,5	4,3
Charges générales d'exploitation	2 792 242	3 228 494	3 632 793	2 820 514	2 869 120	30,1	1,7
Charges du personnel	1 543 044	1 869 208	2 304 609	2 309 031	2 568 467	26,9	11,2
Charges sur opérations avec les AIF	48 695	88 369	136 260	256 774	298 887	3,1	16,4
Autres charges	1 229 549	1 765 723	10 548 692	4 370 956	3 380 881	35,4	-22,7
TOTAL CHARGES	**6 012 187**	**7 542 655**	**17 238 177**	**10 167 752**	**9 545 407**	**100,0**	**-6,1**

Source: BCC

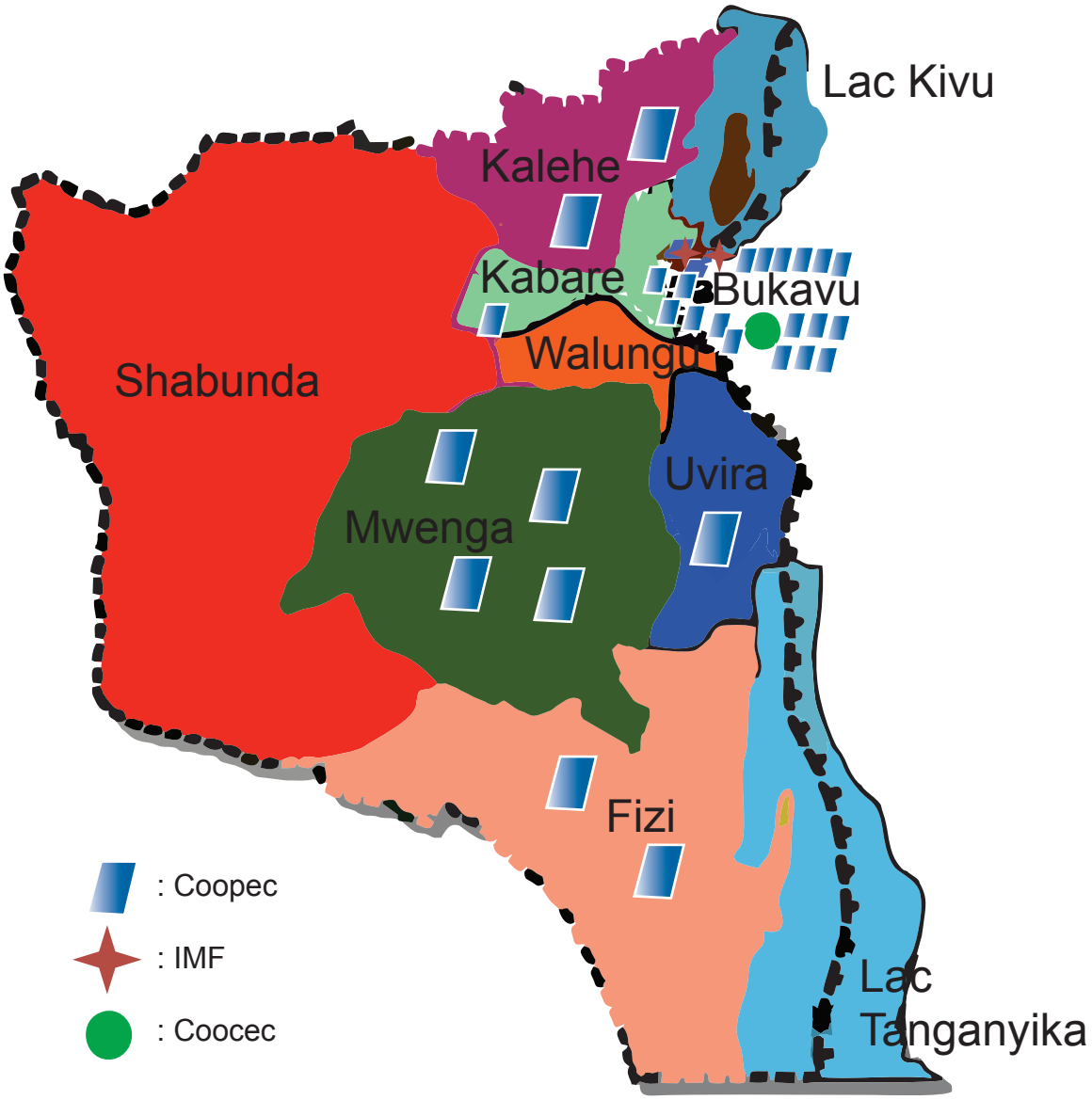
Graphique n° 36: Evolution des charges



Source: BCC

L'autosuffisance opérationnelle des institutions de cette province s'est située à 97,1 % contre la norme admise de 119,2 %.

5.3 PROVINCE DU SUD KIVU



Ses terres arables, ses ressources minières et sa proximité avec trois pays limitrophes font de la Province du Sud Kivu un centre d'affaires important, justifiant le nombre des structures financières de proximité.

A fin 2015, la Province a compté 35 institutions financières de proximité agréées contre 34 une année plus tôt. En effet, il a été noté la dissolution d'une institution mutualiste et l'agrément de 2 institutions non mutualistes. En termes du nombre d'ISFD, la Province du Sud Kivu a occupé la première place avec une part de 27,3 %.

Selon la localisation des institutions dans la Province, la Ville de Bukavu est demeurée le principal centre d'attraction des institutions de microfinance suivie du Territoire de Kabare. A elle seule, la Ville de Bukavu a représenté 60,0 % du nombre d'institutions agréées dans la Province.

La répartition des institutions dans la Province s'est présentée de la manière suivante :

Tableau n° 55: Evolution de la répartition géographique des ISFD

VILLES	2011		2012		2013		2014		2015	
	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %	Nbre ISFD	Part %
Bukavu	25	65,8	21	65,6	21	63,6	21	61,8	21	60,0
Uvira	4	10,5	2	6,3	2	6,1	2	5,9	2	5,7
Minova	1	2,6	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Fizi	3	7,9	3	9,4	3	9,1	3	8,8	3	8,6
Kabare	3	7,9	3	9,4	3	9,1	4	11,8	5	14,3
Mwenga	1	2,6	1	3,1	1	3,0	1	2,9	1	2,9
Walungu	1	2,6	1	3,1	1	3,0	1	2,9	1	2,9
Kalehe	0	0,0	1	3,1	1	3,0	1	2,9	1	2,9
Idjwi	0	0,0	0	0,0	1	3,0	1	2,9	1	2,9
TOTAL	**38**	**100,0**	**32**	**100,0**	**33**	**100,0**	**34**	**100,0**	**35**	**100,0**

Source: BCC

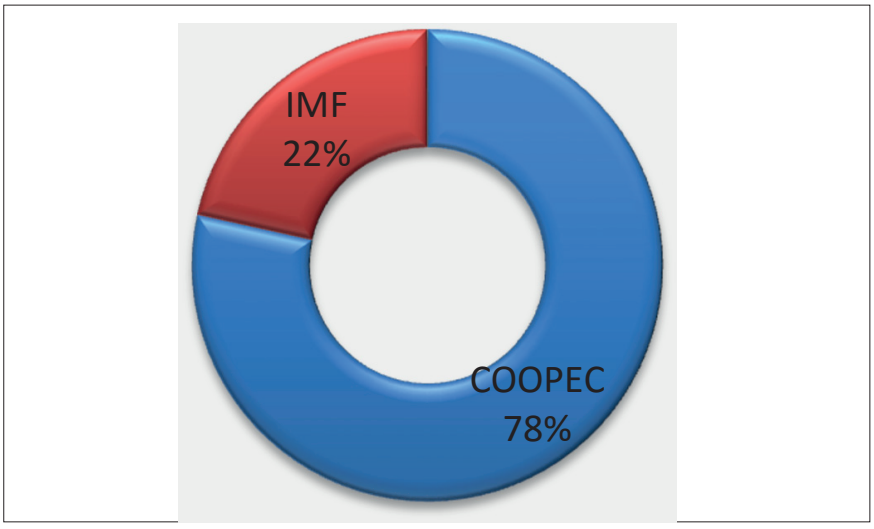
Selon les catégories d'institutions, la Province est restée dominée par les institutions non mutualistes ayant réalisé 85,7 % de l'ensemble des ISFD de la Province contre 14,3 % pour les IMF.

Tableau n° 56: Répartition du nombre des ISFD par catégorie

CATEGORIES	2011	2012	2013	2014	2015	Part en %
COOPEC	36	30	30	31	30	85,7
IMF	2	2	3	3	5	14,3
TOTAL	**38**	**32**	**33**	**34**	**35**	**100**

Source: BCC

Graphique n° 37: Evolution du nombre des ISFD par catégorie



Source: BCC

Bien que détenant la première place en termes de nombre d'institutions financières de proximité, les ISFD du Sud Kivu n'ont contribué dans le total bilantaire qu'à concurrence de 20,4 % en 2015, soit un recul de 5,3 points de pourcentage.

En effet, les activités des ISFD de cette partie du pays ont connu une baisse de 13,9 % à la clôture de l'année sous revue. Leur total bilantaire s'est chiffré à USD 57 167 748 en 2015 contre USD 66 360 408 en 2014. Cette baisse a résulté des effets de la crise de liquidité observée au niveau de deux grandes structures de la partie Est du pays.

Tableau n° 57: Part des ISFD de la province dans le total bilantaire

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Var en %
Total bilantaire	**176 343 291**	**191 000 251**	**228 593 969**	**258 192 373**	**280 221 925**	**8,5**
ISFD Sud Kivu	53 561 828	58 624 555	58 730 241	66 360 408	57 167 748	-13,9
Part %	30,4	30,7	25,7	25,7	20,4	

Source: BCC

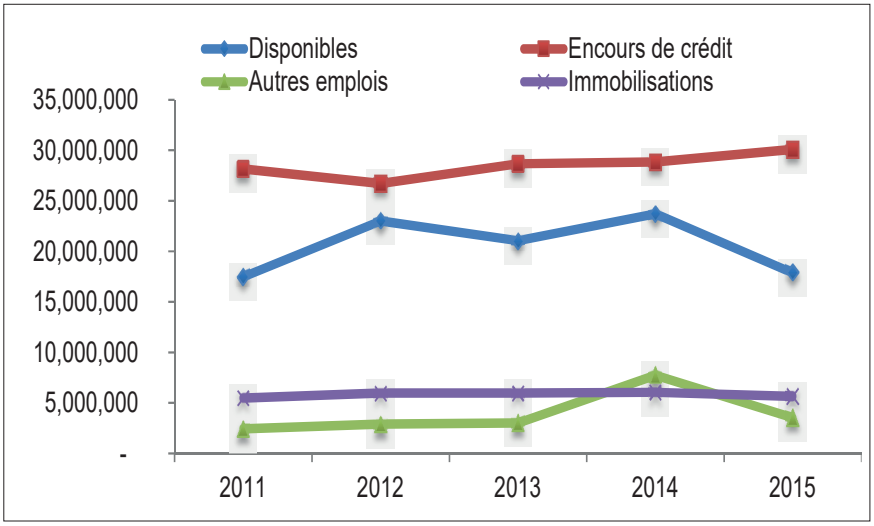
Les Coopératives d'Epargne et de Crédit ont vu leur part sur le total bilantaire des ISFD de la Province se réduire, passant de 85,8 % en 2014 à 78,5 % une année plus tard, en raison du dynamisme des institutions non mutualistes.

Tableau n° 58: Répartition du total bilantaire des ISFD par catégorie

INSTITUTIONS	2011		2012		2013		2014	2015	
	Montant	**Part %**	**Montant**	**Part %**	**Montant**	**Part %**	**Montant**	**Montant**	**Part %**
COOPEC	51 509 137	96,2	56 169 946	95,7	51 900 577	88,4	56 919 644	44 853 174	78,5
IMF	2 052 691	3,8	2 551 933	4,3	6 829 664	11,6	9 440 764	12 314 574	21,5
TOTAL	**53 561 828**	**100,0**	**58 721 879**	**100,0**	**58 730 241**	**100,0**	**66 360 408**	**57 167 748**	**100,0**

Source: BCC

Graphique n° 38 : Répartition du total bilantaire des ISFD par catégorie



5.3.1. Analyse de l'actif

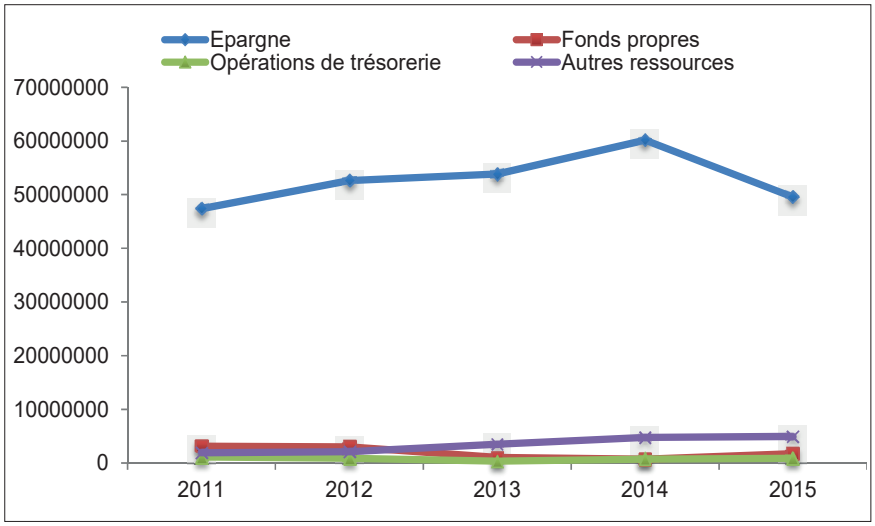
Au terme de l'exercice 2015, l'actif du bilan consolidé des ISFD de la Province du Sud Kivu a été essentiellement constitué de l'encours de crédit et des disponibles, représentant 83,9 % du total bilantaire de la Province.

Tableau n° 59: Ventilation des postes de l'actif

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015		
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Part %	Var %
Disponibles	17 465 869	23 019 201	21 044 921	23 712 505	17 873 584	31,3	-24,6
Encours de crédit	28 167 740	26 716 633	28 671 356	28 851 192	30 098 352	52,6	4,3
Autres emplois	2 436 608	2 906 055	3 024 300	7 745 730	3 533 747	6,2	-54,4
Immobilisations	5 491 611	5 982 666	5 989 664	6 050 981	5 662 065	9,9	-6,4
TOTAL ACTIF	**53 561 828**	**58 624 555**	**58 730 241**	**66 360 408**	**57 167 748**	**100,0**	**-13,9**

Source: BCC

Graphique n° 39 : Evolution des postes de l'actif



Source: BCC

Le taux d'encours de crédit s'est amélioré en 2015 pour se situer à 56,7 % contre 43,5 % une année plus tôt. Cependant, ce taux est resté en dessous de la norme minimale de 70,0 %.

Quant au PAR30, il est resté largement supérieur à la norme maximale de 5,0 %, soit 9,8 %.

S'agissant de la liquidité immédiate et du taux d'encaisse oisive des ISFD, ils se sont situés respectivement à 44,6 % conforme à la norme minimale de 20 % et à 28,2 % au-delà de la limite maximale de 20,0 %. De manière générale, les ISFD de la Province ont détenu des ressources qu'elles auraient pu affecter à des emplois productifs.

Le taux d'immobilisations s'est fixé à 9,9 % contre le plancher réglementaire de 10,0 %.

5.3.2. Analyse du passif

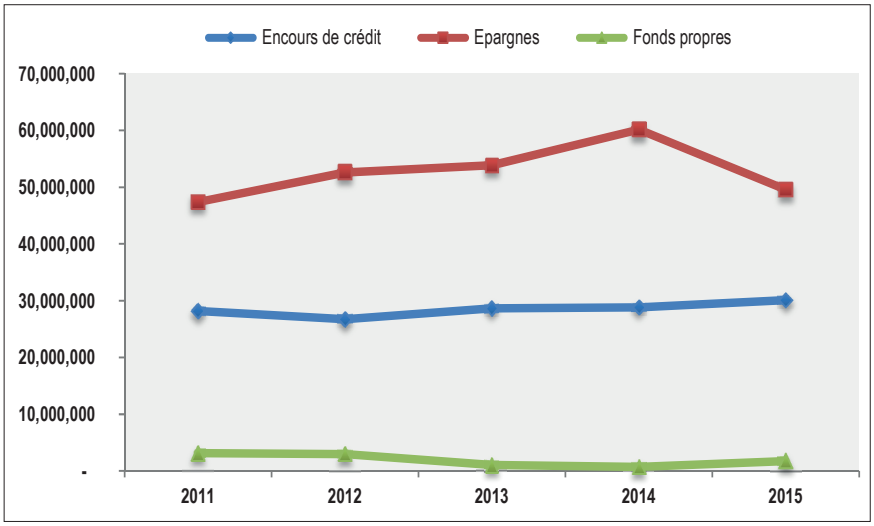
L'analyse des postes du passif a relevé que l'épargne a baissé de 17,6 %, se fixant à USD 49 565 100 à la clôture de 2015 contre USD 60 154 836 une année plus tôt. La part de l'épargne dans le total des ressources s'est contractée de 4,1 points de pourcentage d'une année à l'autre pour s'établir à 86,7 %.

Tableau n° 60: Ventilation des postes du passif

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015		
	Montant	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Part %**	**Var %**
Epargne	47 388 820	52 619 190	53 838 584	60 154 836	49 565 100	86,7	-17,6
Fonds propres	3 142 405	2 991 114	1 042 073	706 670	1 740 382	3,0	146,3
Opérations de trésorerie	1 130 908	906 105	349 900	747 241	901 192	1,6	20,6
Autres ressources	1 899 695	2 108 146	3 499 684	4 751 661	4 961 074	8,7	4,4
TOTAL PASSIF	**53 561 828**	**58 624 555**	**58 730 241**	**66 360 408**	**57 167 748**	**100,0**	**-13,9**

Source: BCC

Graphique n° 40: Evolution des postes du passif



Source: BCC

Le ratio de capitalisation s'est amélioré, passant de 1,1 % en 2014 à 3,0 % en 2015, demeurant toutefois de loin inférieur au plancher de 15,0 %. Ce constat est étayé par l'accroissement des fonds propres à hauteur de 146,3 % réalisé au cours de la période.

Evolution de l'encours de crédit comparé à l'épargne et aux fonds propres

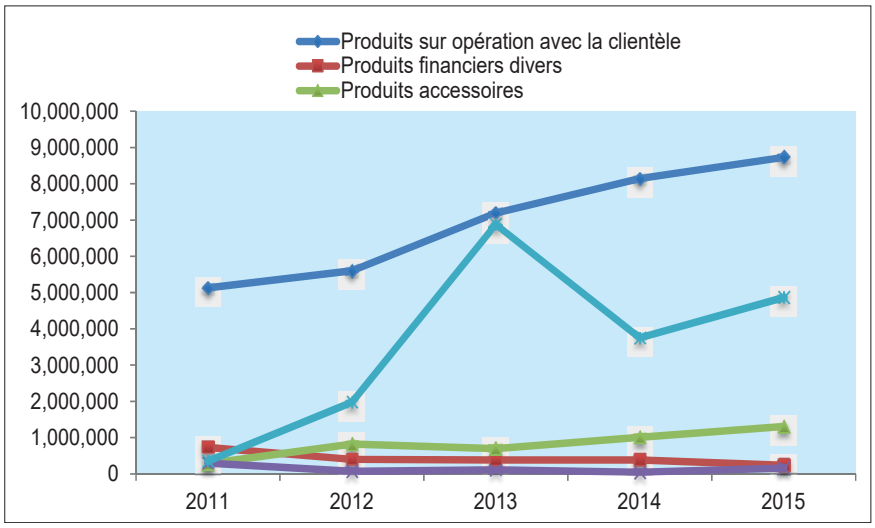
L'augmentation de l'encours de crédit provenant d'une meilleure affectation de l'épargne et des financements reçus par certaines institutions a contribué à l'amélioration du résultat et, par ricochet, à celle des fonds propres.

Tableau n° 61: Evolution de l'encours de crédit comparé à l'épargne et aux fonds propres

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015	
	Montant	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Var %**
Encours de crédit	28 167 740	26 716 633	28 671 356	28 851 192	30 098 352	4,3
Epargnes	47 388 820	52 619 190	53 838 584	60 154 836	49 565 100	-17,6
Fonds propres	3 142 405	2 991 114	1 042 073	706 670	1 740 382	146,3

Source: BCC

Graphique n° 41: Evolution de l'encours de crédit comparé à l'épargne et aux fonds propres



Source: BCC

5.3.4. Analyse du compte d'exploitation

A la clôture de l'année sous revue, les ISFD de la Province ont affiché un résultat positif moins important qu'en 2014, soit une détérioration de 21,3%. Cette situation est expliquée par un accroissement plus important des charges que des produits.

Tableau n° 62: Ventilation du résultat net

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Produits	6 791 926	8 869 144	15 259 998	13 333 180	15 296 892
Charges	6 814 005	8 755 900	16 691 446	12 653 941	14 762 284
Résultat net	**-22 079**	**113 244**	**-1 431 448**	**679 239**	**534 608**

Source: BCC

5.3.4.1. Analyse des produits

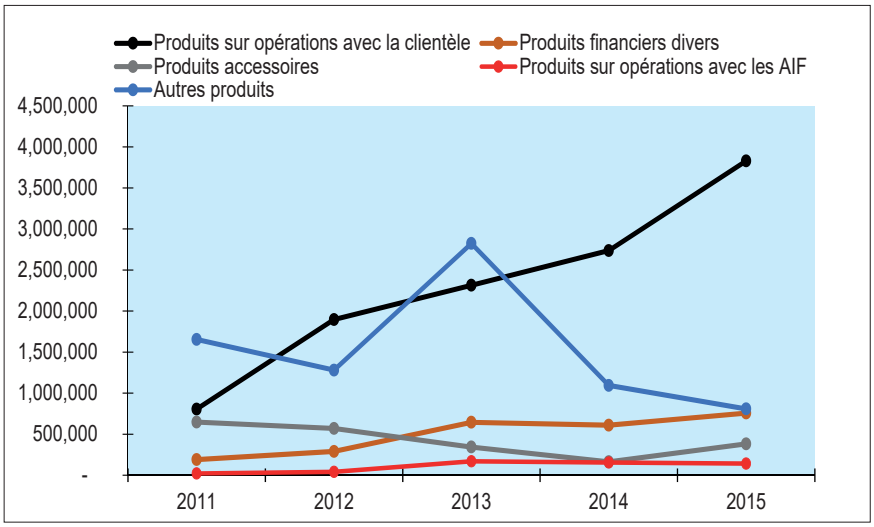
Les produits consolidés ont atteint USD 15 296 892 en 2015 après s'être établis à USD 13 333 180 en 2014, indiquant ainsi une progression de 14,7 % d'une année à l'autre. Cette situation a été induite principalement par d'importantes reprises des provisions et récupérations sur les créances irrécouvrables opérées par certaines institutions mutualistes.

Tableau n° 63: Ventilation des produits

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015		
	Montant	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Part %**	**Var %**
Produits sur opération avec la clientèle	5 126 027	5 596 482	7 187 149	8 140 174	8 726 041	57,0	7,2
Produits financiers divers	730 503	400 736	388 086	385 060	238 591	1,6	-38,0
Produits accessoires	285 374	826 584	698 679	1 008 568	1 307 414	8,6	29,6
Produits sur opérations avec les AIF	298 199	70 256	110 908	49 810	158 685	1,0	218,6
Autres produits	351 823	1 975 086	6 875 176	3 749 568	4 866 161	31,8	29,8
TOTAL PRODUITS	**6 791 926**	**8 869 144**	**15 259 998**	**13 333 180**	**15 296 892**	**100,0**	**14,7**

Source: BCC

Graphique n° 42 : Evolution des produits



5.3.5. Analyse des charges

Le total des charges des ISFD de la Province s'est situé à USD 14 762 284 au terme de l'année sous revue contre USD 12 653 941 en 2014, accusant ainsi une hausse de 16,7 %.

L'analyse des rubriques des charges a relevé une part importante, soit 11,2 %, de celles relatives aux opérations avec les membres ou la clientèle. Il s'agit d'une situation particulière observée au niveau de cette partie du pays.

Tableau n° 64: Ventilation des charges

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015		
	Montant	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Part %**	**Var %**
Charges sur opérations avec la clientèle ou membres	1 341 886	1 110 446	1 674 434	1 469 988	1 658 998	11,2	12,9
Charges générales d'exploitation	2 196 887	2 446 519	3 742 479	3 873 651	4 280 347	29,0	10,5
Charges du personnel	1 331 655	1 797 545	2 666 001	3 044 452	3 454 605	23,4	13,5
Charges sur opérations avec les AIF	121 690	132 402	119 726	162 252	415 998	2,8	156,4
Autres charges	1 821 887	3 268 988	8 488 806	4 103 598	4 952 336	33,5	20,7
TOTAL CHARGES	**6 814 005**	**8 755 900**	**16 691 446**	**12 653 941**	**14 762 284**	**100,0**	**16,7**

Source: BCC

Graphique n° 43 : Evolution des charges

L'autosuffisance opérationnelle globale s'est située à 102,1 % contre la norme de 119,22 %, indiquant que l'ensemble des ISFD de cette Province n'ont pas dégagé des marges susceptibles de garantir leur viabilité à terme.

5.4 AUTRES PROVINCES

Les ISFD des onze (11) autres Provinces, à savoir le Haut Katanga, l'Ituri, le Kasaï Central, le Kongo Central, le Kwilu, la Lomami, le Maniema, la Mongala, le Nord Ubangi, le Sankuru, et la Tshopo ont détenu une part de 6,5 % de l'ensemble du secteur de la microfinance.

Les institutions financières de proximité dans ces contrées sont localisées principalement dans les chefs-lieux des Provinces ou dans de grandes villes. En effet, leur nombre est passé de 33 en 2014 pour s'établir à 36 en 2015, enregistrant ainsi un accroissement de 9,1 %. Il importe néanmoins d'indiquer qu'en sus de quatre nouveaux agréments, une coopérative de Kwilu a été dissoute en raison des équilibres fondamentaux rompus.

Sur l'ensemble des ISFD de ce groupe des Provinces, le Kongo Central le Kwilu ont accaparé respectivement 13 et 8 ISFD. Cette assertion s'est justifiée principalement par l'intensité des activités portuaires, commerciales et agricoles dans ces deux Provinces.

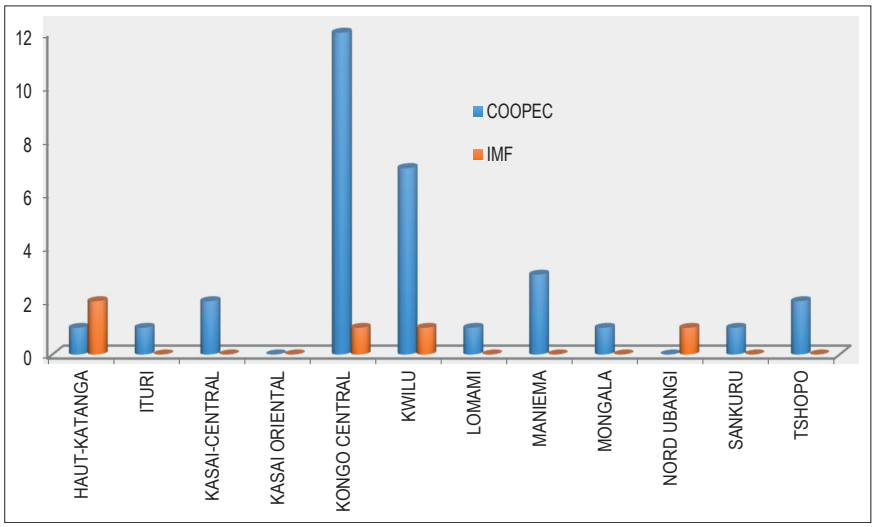
La répartition de ces institutions dans ces différentes provinces s'est présentée comme suit :

Tableau n° 65:Evolution de la répartition géographique des ISFD dans les provinces

PROVINCE	2011		2012		2013		2014		2015	
	COOPEC	IMF	COOPEC	IMF	COOPEC	IMF	COOPEC	IMF	COOPEC	IMF
HAUT-KATANGA	2	1	3	1	2	2	1	2	1	2
ITURI	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
KASAI-CENTRAL	1	0	1	0	1	0	2	0	2	0
KASAI ORIENTAL	0	1	0	1	0	1	0	0	0	0
KONGO CENTRAL	13	1	13	1	13	1	10	1	12	1
KWILU	12	1	14	1	14	1	7	1	7	1
LOMAMI	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0
MANIEMA	4	0	3	0	3	0	3	0	3	0
MONGALA	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
NORD UBANGI	0	0	0	1	0	1	0	1	0	1
SANKURU	1	0	0	0	1	0	1	0	1	0
TSHOPO	0	0	2	0	2	0	3	0	2	0
TOTAL	34	4	37	5	37	6	28	5	31	5

Source: BCC

Graphique n°44 : Evolution de la répartition géographique des ISFD dans les provinces



Source: BCC

S'agissant du niveau d'activités desdites structures financières de proximité, elles ont clôturé l'exercice sous revue avec un total bilantaire de USD 18 224 591 contre USD 16 479 808 une année plus tôt, soit une augmentation de 10,6 %, induite par l'agrément de quatre nouvelles institutions et la bonne performance enregistrée au niveau de certaines ISFD du Kongo Central, de Kwilu et du Haut Katanga.

La part de certaines Provinces s'est contractée en raison de la reconfiguration territoriale opérée au courant de l'exercice sous revue. Par ailleurs, il a été relevé que onze (11) provinces sont dépourvues d'institutions financières de proximité.

Tableau n° 66: Répartition du total bilantaire des ISFD par catégorie dans les autres provinces

PROVINCES	2014			2015			
	COOPEC	**IMF**	**TOTAL**	**PROVICES**	**COOPEC**	**IMF**	TOTAL
BANDUNDU	1 119 859	491 785	1 611 644	KWILU	1 700 847	414 775	2 115 622
				MAI-NDOMBE	0	0	0
				KWANGO	0	0	0
BAS-CONGO	3 106 084	191 169	3 297 253	KONGO CENTRAL	3 358 606	229 033	3 587 639
EQUATEUR	0	56 124	56 124	EQUATEUR	0	0	0
				MONGALA	107 148	0	107 148
				NORD-UBANGI	0	67 521	67 521
				SUD-UBANGI	0	0	0
				TSHUAPA	0	0	0
KASAI OCCIDENTAL	29 256	0	29 256	KASAI	0	0	0
				KASAI CENTRAL	23 263	0	23 263
KASAI ORIENTAL	288 164	0	288 164	KASAI ORIENTAL	0	0	0
				LOMAMI	300 491	0	300 491
				SANKURU	10 779	0	10 779
KATANGA	230 680	7 440 849	7 671 529	HAUT-KATANGA	195 738	8 126 690	8 322 428
				HAUT-LOMAMI	0	0	0
				LUALABA	0	0	0
				TANGANYIKA	0	0	0
MANIEMA	1 710 675	0	1 710 675	MANIEMA	1 197 338	0	1 197 338
PROV. ORIENTALE	1 815 163	0	1 815 163	BAS-UELE	0	0	0
				HAUT-UELE	0	0	0
				ITURI	1 463 955	0	1 463 955
				TSHOPO	1 028 407	0	1 028 407
TOTAL	**8 299 881**	**8 179 927**	**16 479 808**	**TOTAL**	**9 386 572**	**8 838 019**	**18 224 591**

Source: BCC

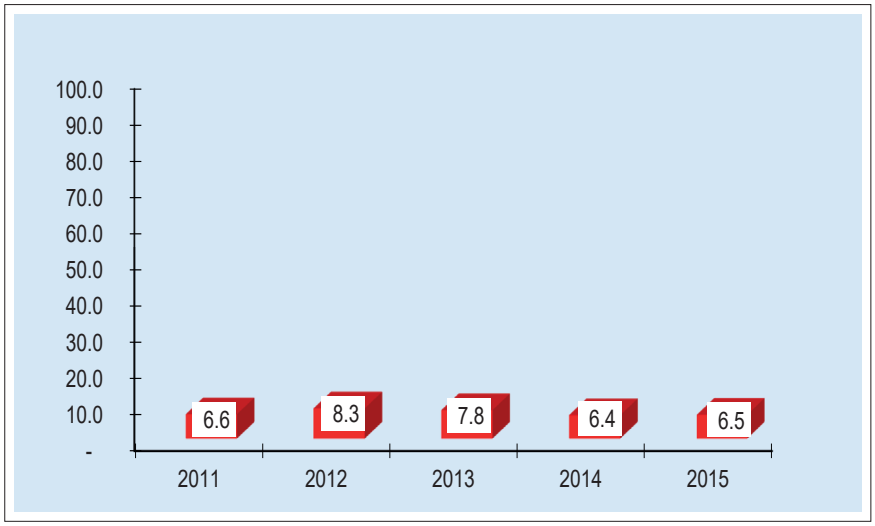
Comparé au total bilantaire du secteur en 2015, la part des autres Provinces est demeurée quasi statique à 6,5 %.

Tableau n°67: Part des ISFD des autres Provinces dans le total bilantaire du secteur

EMPLOIS	2011	2012	2013	2014	2015
Total secteur	176 343 292	191 000 251	228 593 968	258 192 373	280 221 925
Total Autres Provinces	11 720 092	15 770 041	17 765 525	16 479 808	18 224 591
Part	**6,6**	**8,3**	**7,8**	**6,4**	**6,5**

Source: BCC

Graphique n° 45 : Part des ISFD des autres Provinces dans le total bilantaire



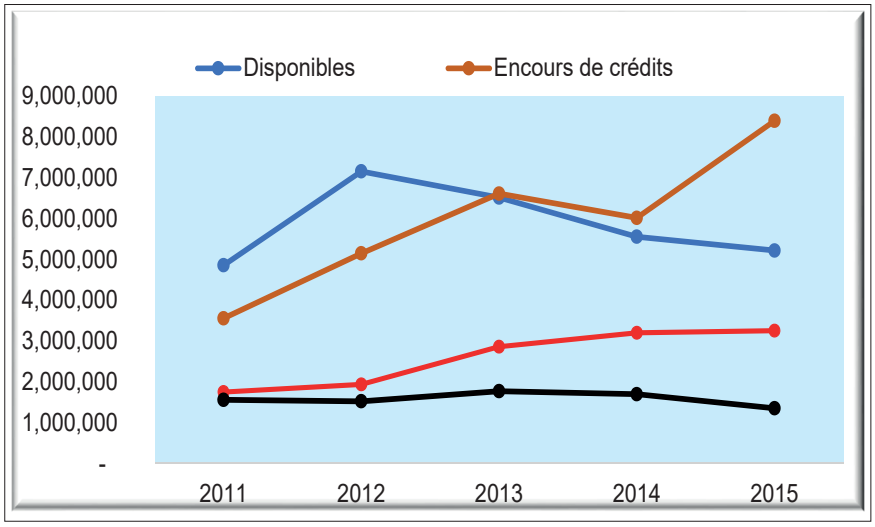
L'analyse par catégorie d'institutions a renseigné des accroissements des activités de 13,1 % et 8,0 %, respectivement des Coopératives d'Epargne et de Crédit ainsi que des institutions non mutualistes d'une année à l'autre.

Tableau n° 68 : Répartition du total bilantaire des ISFD des autres Provinces par catégorie

RUBRIQUES	2012		2013		2014		2015	
	Montant	**Part**	**Montant**	**Part**	**Montant**	**Part**	**Montant**	**Part**
COOPEC	9 474 288	60,1	141 101 482	73,9	8 299 880	50,4	9 386 572	51,5
IMF	6 295 754	39,9	49 898 771	26,1	8 179 927	49,6	8 838 019	48,5
TOTAL	**15 770 042**	**100,0**	**191 000 253**	**100,0**	**16 479 807**	**100,0**	**18 224 591**	**100,0**

Source: BCC

Graphique n° 46 : Evolution du total bilantaire des ISFD des autres Provinces par catégorie



5.4.1. Analyse de l'actif

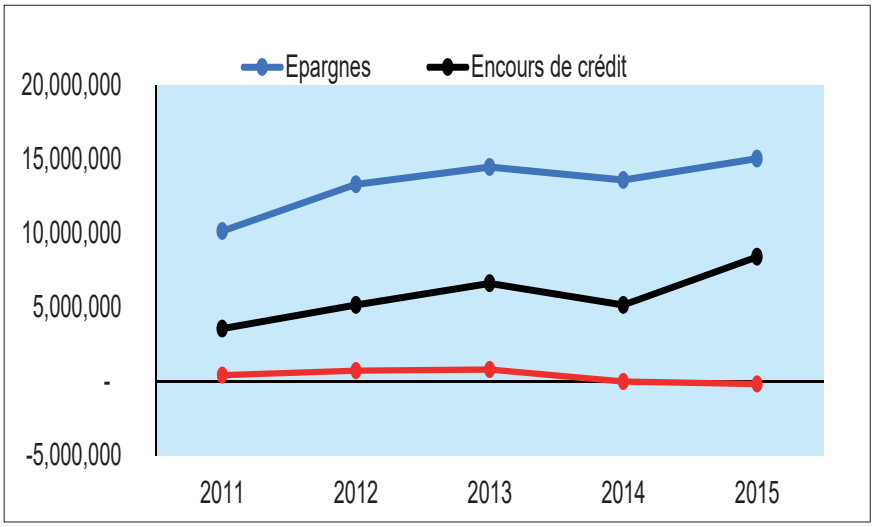
Au terme de l'exercice 2015, l'actif du bilan consolidé des ISFD des autres Provinces a été constitué en grande partie de l'encours de crédit à concurrence de 46,1 % contre 36,5 % une année plus tôt.

Tableau n° 69: Ventilation des postes de l'actif

EMPLOIS	2011	2012	2013	2014	2015		
	Montant	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Part %**	Var %
Disponibles	4 858 035	7 160 132	6 518 911	5 558 938	5 218 974	28,6	- 6,1
Encours de crédits	3 557 005	5 149 703	6 615 567	6 020 436	8 400 826	46,1	39,5
Immobilisations	1 748 567	1 937 857	2 861 835	3 203 730	3 254 048	17,9	1,6
Autres emplois	1 556 485	1 522 349	1 769 212	1 696 704	1 350 743	7,4	- 20,4
TOTAL ACTIF	**11 720 092**	**15 770 041**	**17 765 525**	**16 479 808**	**18 224 591**	100,0	10,6

Source: BCC

Graphique n° 47: Evolution des postes de l'actif



Source: BCC

Le taux d'encours de crédit s'est amélioré en 2015 pour se situer à 49,1 % contre 36,5 % une année plus tôt. Ce taux est resté en dessous de la norme minimale de 70,0 %.

En ce qui concerne la qualité du portefeuille, le PAR30 s'est établi à 10,2 % en 2015 venant de 16,4 en 2014, largement supérieur à la norme maximale de 5,0 %.

Pour ce qui est de la liquidité immédiate et du taux d'encaisse oisive des ISFD, ils se sont situés respectivement à 24,7 % conforme à la norme de 20 % et à 28,6 % au-delà de la limite maximale de 20,0 %. Dans l'ensemble, les ISFD de ces Provinces ont détenu des ressources au détriment de la distribution du crédit.

Le taux d'immobilisations s'est amélioré, passant de 19,4 % à 17,9 % d'une année à l'autre contre le plafond réglementaire de 10,0 %. Cette situation indique que les ISFD ont affecté une bonne partie des ressources dans des emplois non productifs.

5.4.2 Analyse du passif

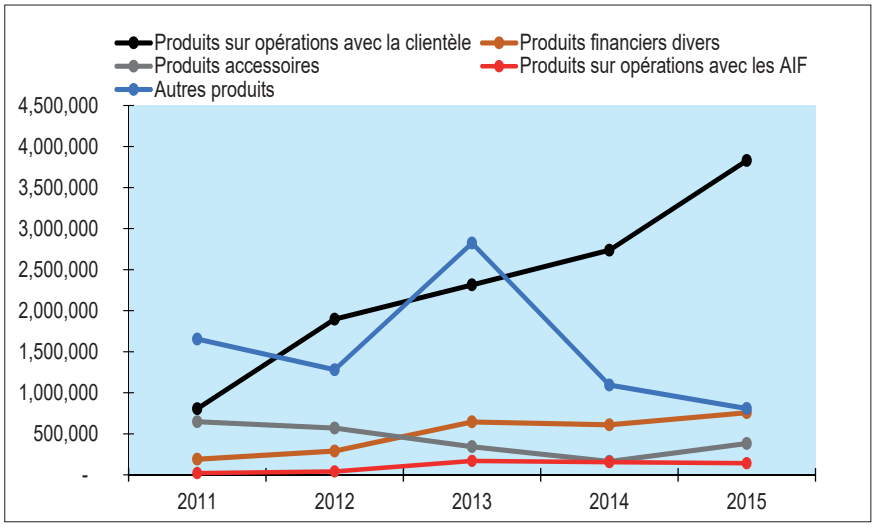
L'épargne a constitué la principale rubrique du passif avec une part de 82,5 % aussi bien en 2015 qu'en 2014. En effet, elle s'est chiffrée à USD 15 037 573 à la clôture de l'exercice sous revue, enregistrant ainsi une hausse de 10,6 % par rapport à son niveau de l'année précédente.

Tableau n° 70: Ventilation des postes du passif

EMPLOIS	2011	2012	2013	2014	2015		
	Montant	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Part %**	**Var %**
Epargne	10 145 786	13 300 756	14 467 666	13 593 684	15 037 573	82,5	10,6
Fonds propres	419 100	718 640	794 254	- 22 193	- 184 561	- 1,0	- 731,6
Opérations de trésorerie	236 033	404 601	949 235	807 661	-	-	- 100,0
Autres ressources	892 174	1 345 974	1 554 370	2 099 956	3 371 579	18,5	60,6
Total Passif	**11 693 093**	**15 769 971**	**17 765 525**	**16 479 108**	**18 224 591**	**100,0**	**10,6**

Source: BCC

Graphique n° 48: Evolution des postes du passif



Le ratio de capitalisation s'est détérioré, passant de - 0,1 % en 2014 à -1,0 % en 2015, demeurant de loin inférieur au plancher de 15,0 %, renseignant l'absence des fonds propres suite au cumul des résultats négatifs.

5.4.3 Evolution de l'encours de crédit comparé à l'épargne et aux fonds propres

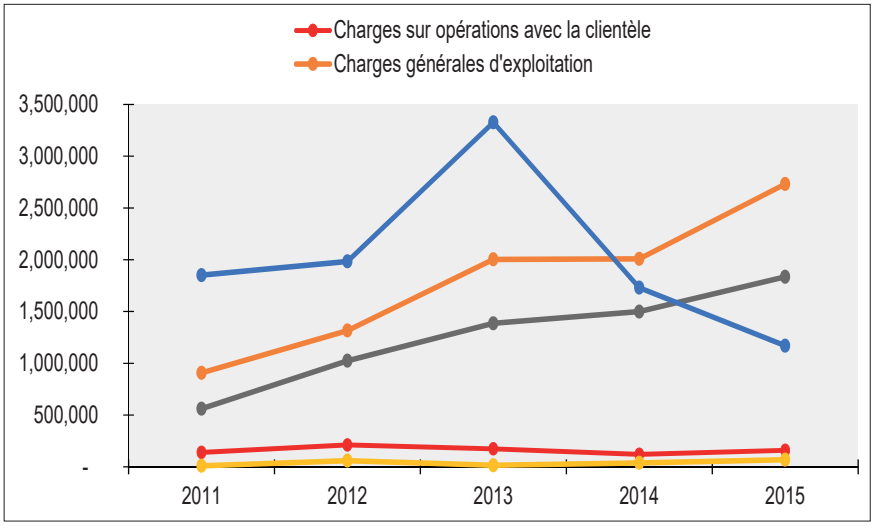
La bonne mobilisation des ressources n'a pas été accompagnée d'une affectation judicieuse à l'activité de crédit susceptible de générer suffisamment des produits pouvant renforcer les fonds propres des ISFD de cette partie du pays.

Tableau n° 71: Evolution de l'encours de crédit comparé à l'épargne et aux fonds propres

EMPLOIS	2011	2012	2013	2014	2015
Epargnes	10 145 786	13 300 756	14 467 666	13 593 684	15 037 573
Encours de crédit	3 557 005	5 149 703	6 615 567	5 149 703	8 400 826
Fonds propres	419 100	718 640	794 254	- 22 193	- 184 561

Source: BCC

Graphique n° 49 : Evolution de l'encours de crédit comparé à l'épargne et aux fonds propres



Source: BCC

5.4.4. Analyse du compte d'exploitation

L'exercice 2015 s'est clôturé par un résultat négatif consolidé de USD 45 896, moins important qu'en 2014. Cette situation est expliquée par une augmentation des produits de 24,4 % plus proportionnelle que celle des charges de 10,6 %.

Tableau n° 72 : Ventilation du résultat net

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Produits	3 319 127	4 076 515	6 296 023	4 758 648	5 917 626
Charges	3 467 478	4 594 166	6 902 808	5 393 961	5 963 522
Résultat	**- 148 351**	**- 517 651**	**- 606 785**	**- 635 313**	**- 45 896**

Source: BCC

5.4.4.1. Analyse des produits

Les produits consolidés ont atteint USD 5 917 626 en 2015 après s'être établis à USD 4 758 648 en 2014. Cette information a contrasté avec la contreperformance de certaines ISFD qui ont détenu d'importantes ressources oisives au détriment de l'activité de crédit et la mauvaise qualité du portefeuille de prêt constatée au sein de quelques institutions mutualistes.

Tableau n° 73 : Ventilation des produits

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015		
	Montant	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Part %**	**Var %**
Produits sur opérations avec la clientèle	805 571	1 896 028	2 314 322	2 736 586	3 829 121	64,7	39,9
Produits financiers divers	190 542	289 466	645 049	609 180	757 333	12,8	24,3
Produits accessoires	647 160	569 624	343 542	163 594	381 971	6,5	133,5
Produits sur opérations avec les AIF	21 696	41 058	169 877	155 617	141 556	2,4	- 9,0
Autres produits	1 654 158	1 280 339	2 823 233	1 093 671	807 647	13,6	- 26,2
TOTAL PRODUITS	**3 319 127**	**4 076 515**	**6 296 023**	**4 758 648**	**5 917 626**	**100,0**	**24,4**

Source: BCC

Graphique n° 50 : Evolution des produits

5.4.1.2. Analyse des charges

Le total des charges des ISFD du reste des Provinces pour l'année sous revue s'est situé à USD 5 963 522 contre USD 5 393 961 en 2014, accusant ainsi une hausse de 10,6 %, tirée principalement par les charges générales d'exploitation.

Tableau n° 74: Ventilation des charges

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015		
	Montant	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Montant**	**Part %**	**Var %**
Charges sur opérations avec la clientèle	139 304	211 193	174 098	119 826	59 096	2,7	32,8
Charges générales d'exploitation	907 145	1 316 089	2 003 059	2 008 513	2 731 097	45,8	36,0
Charges du personnel	561 088	1 023 857	1 385 323	1 498 392	1 835 240	30,8	22,5
Charges sur opérations avec les AIF	8 925	59 440	14 460	37 502	68 433	1,1	82,5
Autres charges	1 851 016	1 983 587	3 325 868	1 729 728	1 169 656	19,6	- 32,4
TOTAL CHARGES	**3 467 478**	**4 594 166**	**6 902 808**	**5 393 961**	**5 963 522**	**100,0**	**10,6**

Source: BCC

Graphique n° 51: Evolution des charges

L'autosuffisance opérationnelle globale s'est située à 90,8 % contre la norme de 119,2 %, indiquant que l'ensemble des ISFD de ces Provinces n'ont pas couvert leurs charges par des produits découlant de leurs activités.

CHAPITRE VI :
AUTRES ACTIVITES EN RAPPORT AVEC LE SECTEUR

6.1. FORMATIONS ET MISSIONS EFFECTUEES

Dans le cadre du renforcement de l'efficience de l'action de la Banque Centrale du Congo en tant qu'Autorité de Contrôle et de Régulation et en vue de doter le secteur financier d'outils susceptibles d'améliorer notamment le rôle de la microfinance dans l'atteinte de l'objectif d'inclusion financière du pays, , les superviseurs impliqués dans le suivi et le contrôle du secteur de la microfinance ont bénéficié des formations de mise à niveau et participé à des échanges d'expériences avec d'autres acteurs aussi bien internes qu'externes sur divers thèmes.

En outre, la Haute Direction de la Banque Centrale est intervenue au travers des allocutions et échanges avec la jeunesse sur sa vision du secteur.

Ainsi, les activités menées par l'Autorité de Contrôle et de Régulation peuvent se résumer de la manière suivante :

6.1.1. A l'intérieur du pays

- Mars 2015 au Siège de la BCC: organisation de la Semaine Mondiale de l'Argent, en collaboration avec Child & Youth Finance International, CYFI en sigle, sous le thème « Epargne aujourd'hui, Sécurité demain » en faveur des jeunes en vue de donner les moyens à la prochaine génération d'acteurs économiques d'agir en tant que citoyens économiques responsables ;
- Mars 2015 à Pullman Hôtel, à Kinshasa : participation à l'atelier de restitution des résultats de l'enquête FinScope;

- Octobre 2015 dans la salle de conférence de l'Eglise Sacré-Cœur, à Kinshasa : organisation du séminaire-atelier sur le Taux Effectif Global et sur l'harmonisation des terminologies des frais et commissions utilisées par les institutions financières animé par Planet Positive ;
- Octobre 2015 au Jardin Botanique, à Kinshasa : célébration de la 5ème édition de la Journée Internationale de l'Epargne sous le thème « Epargner en RDC pour mon avenir, Oui c'est possible » avec un accent sur les femmes autour des sous thèmes suivants :
    - ✓ les initiatives prises par le secteur financier pour atteindre les femmes par les services financiers ;
    - ✓ les activités menées pour réduire les barrières à l'accès des femmes aux services financiers ;
    - ✓ la contribution de la femme dans l'amélioration du bien-être social par l'accès aux services financiers ;

6.1.2. A l'extérieur du pays

- Mars 2015 à Nairobi, au Kenya : participation à la Conférence Internationale sur l'autonomisation des femmes et la microfinance organisée par l'AFRACA et le FIDA ;
- Mars 2015 à Brazzaville, en République du Congo : participation à la Conférence Régionale de haut niveau organisée par le Fonds Monétaire International et la Banque des Etats de l'Afrique Centrale, BEAC, sur le thème « Finance pour tous : promouvoir l'inclusion financière en Afrique Centrale » ;
- Mars 2015 à Kuala Lumpur, en Malaisie : participation à la 9ème réunion du Groupe de Travail de l'AFI sur la protection des consommateurs et la conduite du marché ;
- Mai 2015 à Washington, DC, aux Etats-Unis : participation au 12ème Séminaire sur les problèmes du secteur financier organisé par la Banque Mondiale sur le thème « La construction des secteurs financiers qui soutiennent le développement » ;
- Juin 2015 à Dakar, au Sénégal : participation à la Semaine Africaine de la Microfinance sur le thème « Innover pour accélérer la finance rurale en Afrique » ;
- Juillet 2015 à Turin, en Italie : participation à la 21ème session du Programme de Formation en Microfinance dénommé « BOULDER 2015 » ;
- Juillet 2015 à Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire : participation à la 3ème Table Ronde Annuelle des décideurs de l'AMPI sur le thème « La prochaine génération de services financiers via la téléphonie mobile : Convergence et développement » et à la conférence sur l'inclusion des femmes sous le thème « Combler l'écart : approches des politiques d'inclusion financière favorables aux femmes en Afrique » organisées par l'AFI et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;
- Juillet 2015 à Johannesburg, en Afrique du Sud : participation à la Conférence sur l'inclusion financière organisée par le Secrétariat de la SADC en partenariat avec le Trésor National de l'Afrique du Sud ;
- Août 2015 à Nairobi, au Kenya : participation au 1er Sommet Est Africain de la Microfinance organisé par l'Association des Institutions de Microfinance du

Kenya, sous le thème « Microfinance : améliorer les moyens de subsistance grâce à l'innovation » ;

- Septembre 2015 à Tunis, en Tunisie : échange d'expériences avec la Banque Centrale de la Tunisie sur la réglementation relative à la protection des consommateurs des services financiers ;
- Octobre 2015 à Rabat, au Maroc : échange d'expériences avec la Bank Al-Maghrib sur la réglementation relative à la protection des consommateurs des services financiers ;
- Octobre 2015 à Dubaï, aux Emirats Arabes Unis : participation au sommet international organisé par l'Enterprise FINA LTD sur l'amélioration du logiciel FinA ;
- Octobre 2015 à Dakar, au Sénégal : participation au séminaire organisé par le FMI sur l'élaboration et l'utilisation des indicateurs de solidité financière destinés aux pays d'Afrique Francophone ;
- Novembre 2015 à Accra, au Ghana : participation à la 4ème conférence régionale de CYFI ;

6.2. ACTIVITES AVEC LES PARTENAIRES

Dans le cadre de la bonne collaboration existant entre la Banque Centrale du Congo et les partenaires impliqués dans le secteur de la microfinance, plusieurs rencontres ont été organisées au courant de l'année sous revue.

Ces activités organisées avec notamment le Gouvernement, les partenaires au développement, les associations professionnelles, les institutions financières, les potentiels investisseurs et le monde universitaire ont concerné principalement le Plan d'Actions de la Microfinance, l'évolution du secteur, la micro-assurance, le coût du crédit, le déploiement des ISFD dans les contrées non desservies en institutions financières, la gouvernance des institutions mutualistes, l'ouverture du capital social des IMF, les diverses interventions aussi bien technique que financière et l'inclusion financière en RDC.

A la clôture de l'année sous revue, il y a lieu de retenir notamment les faits suivants :

Mars 2015 à l'Hôtel Kempinski, à Kinshasa : lancement par Monsieur le Gouverneur des travaux du Comité de Pilotage chargé de l'élaboration du Programme National d'Education Financière. En effet, trois études ont été menées, dont les résultats de deux ont été publiés au cours de l'exercice sous examen. Ces études ont consisté en un diagnostic des contraintes qui entravent l'accès aux services financiers en République Démocratique du Congo.

Les résultats de ces deux études ont abouti à des recommandations à mettre en place, par les Autorités compétentes, un Programme National d'Education Financière afin d'améliorer l'offre des services financiers à une large frange de la population, base de la mobilisation de l'épargne intérieure, du financement des projets intégrateurs et de développement, de l'amélioration de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté.

L'étude menée par la GIZ, en collaboration avec la Banque Centrale du Congo et la Coopération Allemande, visait à analyser la situation en matière d'éducation financière en

RDC, établir les besoins en matière d'éducation financière, définir les priorités et de faire des recommandations à tous les acteurs impliqués.

Cette étude a abouti à l'élaboration d'un document stratégique intitulé « Programme National d'Education Financière », PNEF en sigle. Conçu de manière participative et avec le concours de tous les acteurs impliqués, à savoir principalement le Gouvernement, les institutions financières, les associations des consommateurs, les corporations professionnelles et les partenaires au développement, le PNEF adopté par le Comité Technique au courant de l'exercice sous revue reprend les éléments suivants :

- Vision : la majorité de la population congolaise gère de façon responsable ses finances personnelles et familiales à fin d'améliorer son bien-être social d'ici 2025.
- Objectif : doter la population congolaise des connaissances, des compétences et de la confiance nécessaires pour une gestion optimale de ses finances.
- Domaines prioritaires : épargne, crédit, gestion budgétaire et négociations financières.
- Activités prioritaires : intégration de l'éducation financière dans les programmes scolaires, formation des formateurs et des multiplicateurs, campagne multimédia, boîte à outil et organisation des évènements périodiques.
- Groupes cibles : écolier, jeunes, femmes, personnes vivant en milieu rural, travailleurs et entrepreneurs.
- Mars 2015 à Pullman Hôtel, à Kinshasa : Participation à l'atelier de restitution des résultats de l'enquête FinScope dans le cadre du MAP ;

• Etude FinScope

Menée dans le cadre du processus Making Access to financials services Possible, MAP en sigle, initiative multi-pays et financée par un partenariat entre l'UNCDF, le FinMark Trust et le Centre de la réglementation et de l'inclusion financière, l'étude FinScope vise à appuyer l'inclusion financière par le biais d'un processus d'analyse du pays reposant sur des données factuelles.

Cette étude a été réalisée sous la supervision d'un Comité Directeur présidé par le Ministère des Finances et comprenant les représentants de la Banque Centrale du Congo, de l'Institut National des Statistiques, des prestataires des services financiers, des associations de l'industrie, des organismes de développement et des donateurs. Les résultats ont permis d'identifier les obstacles et les opportunités d'accès aux services financiers de qualité des individus, des micro et petites entreprises ainsi que d'identifier les informations susceptibles de permettre aux Autorités habilitées de mettre en place des politiques et réglementations visant à étendre la portée des services financiers en RDC.

Les priorités identifiées dans cette étude sont notamment :

- le soutien conséquent à l'agriculture par des subventions ciblées le long de la chaîne de valeur ;
- l'harmonisation de la règlementation pour encourager un environnement favorable ;
- la vulgarisation du mobile money ;

- la mise en place de l'assurance pour une meilleure couverture des risques ;
- l'élargissement et l'amélioration des transferts des fonds en faveur de la population ;
- l'amélioration de l'éducation financière des consommateurs.
- Mars 2015 : Mise en place d'un programme de financement en faveur de la Sous-Direction Contrôle Permanent de la Microfinance dans le cadre du PDIFM de la Banque Mondiale à travers la CFEF du Ministère des Finances. Ce projet prévoit trois axes d'intervention, à savoir :
    - ✓ la mise en place d'un cadre de gestion des institutions en difficulté et de la résolution des crises ;
    - ✓ la mise en place d'un cadre de traitement et d'analyse des documents de reporting des ISFD ;
    - ✓ le réseautage des Coopératives d'Epargne et de Crédit pour une meilleure coordination et une réduction des coûts de la supervision des institutions mutualistes généralement de petites tailles ;
- Juin 2015 : conclusion des accords avec le PNUD et l'UNCDF pour le financement du Plan d'Actions Microfinance 2015 ;
- Juillet 2015 : avis favorable de la Banque Centrale du Congo transmis au Ministre des Finances pour les statuts de l'Association Professionnelle des Coopératives d'Epargne et de Crédit de la République Démocratique du Congo en vue de l'obtention de la forme juridique d'Association Sans But Lucratif.

6.3. ACTIVITES DE LA HAUTE DE DIRECTION DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO ET AUTRES PERSONALITES

Quelques allocutions ont été prononcées par Monsieur le Gouverneur et autres personnalités au cours de l'exercice sous revue, à savoir :

- Juin 2015 : allocution à l'ouverture des travaux de la première journée des Coopératives d'Epargne et de Crédit en République Démocratique du Congo sous le thème « l'émergence des Coopératives d'Epargne et de Crédit en RDC: enjeux et opportunités » ;
- Mars 2015 à l'Hôtel Kempinski, à Kinshasa : présentation de l'état de l'inclusion financière en République Démocratique du Congo par le Gouverneur lors du lancement par le Comité de Pilotage de l'élaboration du PNEF ;
- Mars 2015 dans le Hall de l'Hôtel des Monnaies, à Kinshasa : échanges de Monsieur le Gouverneur avec les élèves de quelques écoles primaires et secondaires retenues de la Ville Province de Kinshasa dans le cadre de la 1ère édition de la célébration de la Semaine Mondiale de l'Argent en RDC ;
- Octobre 2015 au Jardin Botanique de Kinshasa : allocutions de Monsieur le Vice-Gouverneur à l'ouverture et à la clôture de la 5ème édition de la Journée Internationale de l'Epargne, mot de la Ministre du Genre et Famille et celui du Ministre de l'Enseignement Primaire et Secondaire lus par le Secrétaire Général.

ANNEXES

Annexe n°1 : Liste des institutions par province à fin décembre 2015

HAUT KATANGA

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	I0019	IMF TUJENGE	Lubumbashi
2	C0157	COOPEC MKONO MKONONI	Kasumbalesa
3	I0002	IMF HOPE RDC	Lubumbashi

ITURI

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0167	MECREBUNIA	Bunia

KASAI CENTRAL

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0172	COOPEC BANTU TUDISANGE	Kananga
2	C0174	COOPEC DIKU DIETU	Kananga

KINSHASA

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0074	MEC DECO/COOPEC	Kinshasa
2	C0105	COOPEC CBCO /KINSHASA	Kinshasa
3	C0040	COOPEC CEAC /MATETE	Kinshasa
4	C0004	COOPECAS	Kinshasa
5	C0069	MEC-CAPROS/COOPEC	Kinshasa
6	C0077	MECRE KINTAMBO MAGASIN/COOPEC	Kinshasa
7	C0078	MECRE MASINA/COOPEC	Kinshasa
8	C0075	MECRE NGALIEMA UPN/COOPEC	Kinshasa
9	F0001	MECRECO/COOCEC	Kinshasa
10	C0025	MECREKIN/COOPEC	Kinshasa
11	C0012	MUFESAKIN /COOPEC	Kinshasa
12	C0011	MEC BOMOKO/COOPEC	Kinshasa
13	C0065	COOPEC CEAC KINTAMBO	Kinshasa
14	I0005	FINCA RDC (SMF)	Kinshasa
15	I0018	IMF APE (EMC)	Kinshasa
16	C0132	COOPEC EFFATA CITE MAMA MOBUTU	Kinshasa
17	I0022	IMF OPPORTUNITY INTERNETIONAL RDC (SMF)	Kinshasa
18	C0133	COOPPEC UNION ETCHARITE	Kinshasa
19	C0135	MEC IDECE/Kinshasa	Kinshasa
20	C0139	COOPEC FAIDEC	Kinshasa
21	I0024	IMF YOASI (EMC)	Kinshasa
22	I0027	IMF SILVER (EMC)	Kinshasa
23	C0156	COOPEC CEAC OZONE	Kinshasa
24	I0029	IMF CONGO CREDIT FINANCE (EMC)	Kinshasa

25	I0032	IMF OXUS RDC (SMF)	Kinshasa
26	I0034	IMF PADERU (EMC)	Kinshasa
27	I0036	IMF I-FINANCE (SMF)	Kinshasa
28	C0178	COOPEC GUILGAL	Kinshasa
29	I0038	IMF IFOD SA (SMF)	Kinshasa

KONGO CENTRAL

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0095	COOPEC MAYOMBE	Bas Fleuve
2	C0024	CAMEC INKISI /COOPEC	Inkisi
3	C0059	CEAC KINZAU MVUETE	Kinzau Mvuete
4	I0016	IMF BUSINA MICROCREDIT (EMC)	Boma
5	C0023	CAMEC MBANZA-NGUNGU/COOPEC	Mbanza Ngungu
6	C0140	CAMEC KWILU-NGONGO/COOPEC	Kwilu Ngongo
7	C0141	CEAC MATADI /MVUADU	Matadi
8	C0160	COOPEC MBONGO ZA KINVUKA	Kwilu Ngongo
9	C0146	COOPEC CEC/BOMA	Boma
10	C0158	COOPEC CEAC LUKULA	Lukula
11	C0166	MECRE MATADI/COOPEC	Matadi
12	C0181	COOPEC CAMUDE	Matadi
13	C0183	COOPEC SEMENCE KWILU NGONGO	Kwilu Ngongo

KWILU

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0058	COOPEC ECC/Kikwit	Kikwit
2	C0015	MUCREFEKI /COOPEC	Kikwit
3	C0064	COOPEC MOKALA	Mokala
4	C0013	COOPEC UDIPAK	Pay Kingandu
5	C0155	COOPEC BULUNGU	Bulungu
6	I0030	IMF CREDIT YA MPA (EMC)	Kikwit
7	C0175	COOPEC MUCEC	Bandundu/Ville
8	C0182	COOPEC NCCECB	Bandundu/Ville

LOMAMI

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0126	COOPEC MUDIANO	Kabinda

MANIEMA

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0124	COOPEC IMARA KINDU	Kindu
2	C0129	MECRE KINDU/COOPEC	Kindu
3	C0164	COOPEC MANIEMA	Kindu

MONGALA

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0179	COOPEC BOMENGO	Lisala

NORDKIVU

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0038	MECRE-BENI/COOPEC	Beni
2	C0019	COODEFI/COOPEC	Butembo
3	C0084	COOPEC LA SEMENCE	Butembo
4	C0027	COOPEC IMARA/GOMA	Goma
5	C0079	COOPEC ADEC	Goma
6	C0117	COOPEC BONNE MOISSON	Goma
7	C0083	COOPEC TUJENGE PAMOJA	Goma
8	C0120	COOPEC UMOJA NINGUVU	Goma
9	C0060	MECRE-BIRERE/COOPEC	Goma
10	C0032	MECREGO/COOPEC	Goma
11	C0033	MECRE-KATINDO/COOPEC	Goma
12	C0034	MECRE-VIRUNGA/COOPEC	Goma
13	C0047	COOPEC TUMAINI	Goma
14	C0055	COOPEC KIRUMBA	Kirumba
15	C0088	COOPECCO-KIRUMBA	Kirumba
16	C0087	COOPECCO-LUBERO	Lubero
17	C0039	MECRE-MABANGA/COOPEC	Mabanga
18	I0011	IMF HEKIMA (EMC)	Goma
19	C0122	COOPEC AGROPAS-LEGRENIER/BUTEMBO	Butembo
20	C0138	COOPEC SILOE	Goma
21	I0023	IMF LIGHT IN BUSINESS CREDIT (EMC)	Butembo
22	C0143	COOPEC AKIBAYETU	Goma
23	C0145	COOPEC UMOJA-WETU	Goma
24	C0159	COOPEC NYAWERA/GOMA	Goma
25	C0171	COOPEC UDEV	Butembo
26	C0177	COOPEC SODAC	Butembo
27	I0037	IMF TID (SMF)	Butembo
28	C0180	COOPEC CECAFEP	Butembo

NORD UBANGI

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	I0033	IMF MAMA TOMBWAMA (EMC)	Gbadolite

SANKURU

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0151	COOPEC COOPELO	Lodja

SUD KIVU

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0080	COOPEC BAGIRA	Bukavu
2	C0052	COOPEC CAHI	Bukavu
3	C0042	COOPEC KAWA	Bukavu
4	C0110	COOPEC MALIFEZA	Bukavu
5	C0053	COOPEC MOCC/BUKAVU	Bukavu
6	C0018	COOPEC NYAWERA BUKAVU	Bukavu
7	C0028	COOPEC PILOTE	Bukavu
8	C0036	MECREBU/COOPEC	Bukavu
9	C0089	MUTEC/COOPEC	Bukavu
10	C0071	COOPEC KALUNDU	Uvira
11	C0114	COOPEC CIHERANO	Walungu
12	C0101	COOPEC BURHIBA-KASHA	Bukavu
13	C0108	COOPEC FOMULAC KATANA	Kabare
14	C0099	COOPEC KAZIMIA	Fizi
15	C0102	COOPEC LUHWINDJA	Muenga
16	C0097	COOPEC BARAKA	Fizi
17	C0091	MECRE IBANDA/COOPEC	Bukavu
18	C0090	MECRE KADUTU/COOPEC	Bukavu
19	C0092	MECRE UVIRA/COOPEC	Uvira
20	C0123	COOPEC IMARA BUKAVU	Bukavu
21	C0127	COOPEC MBOKO	Fizi
22	I0020	IMF SOFIGL (EMC)	Bukavu
23	I0021	IMF SMICO (SMF)	Bukavu
24	F0003	COOCEC-KIVU	Bukavu
25	C0142	COOPEC KANDO	Kalehe
26	C0147	COOPEC NYAWERA KAVUMU	Kabare
27	C0148	COOPEC NYAWERA BEACH MUHANZI	Bukavu
28	C0150	COOPEC TULINDE HAZINA	Bukavu
29	C0162	COOPEC NYATENDE	Kabare
30	C0168	MECRE KAVUMU	Bukavu
31	I0035	IMF PAIDEK (SMF)	Bukavu
32	C0170	COOPEC OBUGUMA	Idjwi
33	C0176	COOPEC KABARE	Kabare
34	I0039	IMF TGD (EMF)	Bukavu
35	I0040	IMF KITUMAINI (EMF)	Kabare

PROVINCE ORIENTALE

N°	CODE	Dénomination	Rayon d'action
1	C0165	MECRE KISANGANI	Kisangani
2	C0173	COOPEC LE MEILLEUR SEMEUR/KISANGANI	Kisangani

Annexe 2 : Réseau d'exploitation

INSTITUTIONS	2012	2013 ®	2014	2015
IMF FINCA R.D.CONGO	**Kinshasa**	**Kinshasa**	**Kinshasa**	**Kinshasa**
Siège à Kinshasa/Gombe	- UPN	- UPN	- UPN	- UPN
	- Masina	- Masina	- Masina	- Masina
	- Kasa –Vubu	- Kasa-Vubu	- Kasa-Vubu	- Kasa-Vubu
	- Kintambo	- Kintambo	- Kintambo	- Kintambo
	- Lemba	- Lemba	- Lemba	- Lemba
	- N'djili	- N'djili	- N'djili	- N'djili
			- Limete	- Limete
				- Matete
	Bas–Congo	**Bas–Congo**	**Bas–Congo**	**Kongo Central**
	- Matadi	- Matadi	- Matadi	- Matadi
	- Boma	- Boma	- Boma	- Boma
	Katanga	**Katanga**	**Katanga**	**Haut Katanga**
	- Lubumbashi	- Lubumbashi	- Lubumbashi	- Lubumbashi
	- Lubumbashi/Katuba	- Lubumbashi/Katuba	- Lubumbashi/Katuba	- Lubumbashi/Katuba
	- Likasi	- Likasi	- Likasi	- Likasi
			-Lubumbashi/ Kampemba	- Lubumbashi/Kampemba
				Lualaba
	- Kolwezi	- Kolwezi	- Kolwezi	- Kolwezi

INSTITUTIONS	2012	2013 ®	2014	2015
	Sud –Kivu	**Sud –Kivu**	**Sud –Kivu**	**Sud –Kivu**
	- Bukavu PME	- Bukavu PME	- Bukavu PME	- Bukavu PME - Bukavu Presse
IMF LIFEVEST	**Kinshasa**	**Kinshasa**	**Kinshasa**	
Siège à Kinshasa/Gombe	- UPN	- UPN	- UPN	-
	- Grand Marché de Kinshasa	- Grand Marché de Kinshasa	- Grand Marché de Kinshasa	
IMF SMICO	**Nord-Kivu**	**Nord-Kivu**	**Nord-Kivu**	**Nord-Kivu**
Siège au SudKivu/Bukavu	-Goma	-Goma	- Goma	- Goma
				Sud Kivu
				- Uvira
IMF HOPE	**Katanga**	**Katanga®**	**Katanga**	**Haut Katanga**
Siège au Katanga/ Lubumbashi	- Lubumbashi	-	-	-
IMF BUSINA	**Bas –Congo**	**Bas –Congo**	**Bas –Congo**	**Kongo Central**
Siège au Bas-Congo/Boma	-Tshela	-Tshela	-Tshela	-Tshela
IMF OPPORTUNITY INTL	**Kinshasa**	**Kinshasa**	**Kinshasa**	**Kinshasa**
Siège à Kinshasa/Ngaliema	- Masina	- Masina	- Masina	- Masina
	- Kasa-Vubu	- Kasa-Vubu	- Kasa-Vubu	- Kasa-Vubu
	- Matete	- Matete	- Matete	- Matete - Ngiri Ngiri
IMF OXUS RD. Congo	-	-	**Kinshasa**	**Kinshasa**
Siège à Kinshasa/ Bandalungwa			- Ndjili	- Ndjili

INSTITUTIONS	2012	2013 ®	2014	2015
				- Kimbanseke
			Bandundu	**Kwilu**
			- Kikwit	- Kikwit
IMF HEKIMA	**Sud –Kivu**	**Sud –Kivu**	**Sud –Kivu**	**Sud –Kivu**
Siège au Nord-Kivu/Goma	- Bukavu	- Bukavu	- Bukavu	- Bukavu
IMF PAIDEK	**-**	**Nord-Kivu**	**Nord-Kivu**	**Nord-Kivu**
Siège au Sud-Kivu/Bukavu		-Goma	-Goma	-Goma
		-Beni	-Beni	-Beni
		-Butembo	-Butembo	-Butembo
		Sud Kivu®	**Sud-Kivu**	**Sud Kivu**
		-Idjwi	-Idjwi	-Idjwi
		-Kalehe	-Kalehe	-Kalehe
		-Katana	-Katana	-Katana
		-Uvira	-Uvira	-Uvira
		-Kadutu	-Kadutu	-Kadutu
COOPEC MUFESAKIN	**Kinshasa**	**Kinshasa**	**Kinshasa**	**Kinshasa**
Siège à Kinshasa/Kasa-Vubu	- Kintambo	- Kintambo	- Kintambo	- Kintambo
	- Mimoza	- Mimoza	- Mimoza	- Mimoza
	- UPN	- UPN	- UPN	- UPN
	- Kinshasa	- Kinshasa	- Kinshasa	- Kinshasa
COOPEC PILOTE	**Sud-Kivu**	**Sud-Kivu**	**Sud-Kivu**	**Sud-Kivu**
Siège au Sud-Kivu/Bukavu	- Panzi	- Panzi	- Panzi	- Panzi
	- BuholoPendeza	- BuholoPendeza	- BuholoPendeza	- Buholo Pendeza
MECRE BENI	**Nord-Kivu**	**Nord-Kivu**	**Nord-Kivu**	**Nord-Kivu**
Siège au Nord-Kivu/Beni	- Mangina	- Mangina	- Mangina	- Mangina

INSTITUTIONS	2012	2013 ®	2014	2015
	- Marché Central	- Marché Central	- Marché Central	- Marché Central
	- Butembo	- Butembo	- Butembo	- Butembo
	- Oïcha	- Oïcha	- Oïcha	- Oïcha
MECRE MABANGA	**Nord-Kivu**	**Nord-Kivu**	**Nord-Kivu**	**Nord-Kivu**
Siège au Nord-Kivu/Goma	- Sake	- Sake	- Sake	- Sake
	- Lac	- Lac	- Lac	- Lac
COOPEC CAHI	**Sud-Kivu**	**Sud-Kivu**	**Sud-Kivu**	**Sud-Kivu**
Siège au Sud-Kivu/Bukavu	- Marché	- Marché	- Marché	- Marché
	- Lumumba	- Lumumba	- Lumumba	- Lumumba
	- PanziMulengeza	- Nguba	- Nguba	- Nguba
		- PanziMulengeza	- PanziMulengeza	- Panzi Mulengeza
		- PanziKamangema	- PanziKamangema	- Panzi Kamangema
			- Walungu	- Walungu
				- Kamitunga
COOPEC BONNE MOISSON	-	**Nord Kivu**	**Nord Kivu**	**Nord Kivu**
Siège au Nord-Kivu/Goma		-Beni	-Beni	- Beni
COOPEC CEAC MATETE	-	**Kinshasa**	**Kinshasa**	**Kinshasa**
Siège à Kinshasa/Matete		-Kinsenso	-Kinsenso	- Kinsenso
COOPEC GUILGAL	-	-	-	**Kinshasa**
Siège à Kinshasa/Ngaliema				- Gambela
MEC IDECE	-	-	-	**Kinshasa**
Siège à Kinshasa/Ndjili				- Mbankana
IMF I-FINANCE	-	-	-	**Kinshasa**
Siège Kinshasa/Kinshasa				- Gambela - Gombe

Annexe n°3 : Liste des institutions agréées en 2015

N°	DENOMINATION	PROVINCE	REFERENCES
1	COOPEC GUILGAL	KINSHASA	Gouv.D.033/N°0116 du 12 février 2015
2	COOPEC BOMENGO	LISALA	Gouv.D.033/N°0196 du 02 mars 2015
3	COOPEC CECAFEP	NORD KIVU	Vice-Gouv.D.033/N°00072 du 14 mai 2015
4	IMF IFOD SA	KINSHASA	V-Gouv.D.033/N°00110 du 15 juin 2015
5	COOPEC CAMUDE	KONGO CENTRAL	Gouv.D.033/N°0701 du 22 juin 2015
6	COOPEC NCCECB	KWILU	Gouv.D.033/N° 1081 du 25 septembre 2015
7	IMF TGD (Entreprise de micro crédit)	SUD KIVU	Gouv.D.033/N° 1096 du 29 septembre 2015
8	COOPEC BONNE SEMENCE KWILU NGONGO	KONGO CENTRAL	V-Gouv.D.033/n°00252 du 20 octobre 2015
9	IMF KITUMAINI SA (Entre prise de micro crédit)	SUD KIVU	Gouv.D.033/n°1418 du 18 décembre 2015

Annexe n°4 : Liste des EMC transformées en SMF en 2015

N°	DENOMINATION	PROVINCE	REFERENCES
1	LBC	NORD KIVU	V-Gouv.D.033/N°00011 du 02 avril 2015

Annexe n°5: Liste des institutions radiées en 2015

N°	DENOMINATION	PROVINCE	REFERENCES
1	IMF LIFE VEST	KINSHASA	Gouv./D.033/N°0593 du 20 mai 2015
2	COOPEC AR	SUD KIVU	Gouv.D.033/N°1001 du 14 septembre 2015
3	COOPEC KESHENI	NORD KIVU	Gouv./D.033/N°1013 du 14 septembre 2015
4	DIBAYA LUBWE	KWILU	V-Gouv./D.033/N°1013 du 16 octobre 2015

Annexe n°6: Liste des institutions en cours de dissolution volontaire en 2015

N°	DENOMINATION	PROVINCE	REFERENCES
1	COOPEC MALI FEZA	SUD KIVU	Gouv./D.033/N°1003 du 15 septembre 2015
2	COOPEC TULINDE HAZINA	SUD KIVU	Gouv.D.033/N° 1004 du 14 septembre 2015
3	COOPEC ADEC	NORD KIVU	Gouv.D.033/N° 1010 du 14 septembre 2015

Liste des abréviations utilisées

- **AFI :** Alliance pour l'Inclusion Financière
- **AFRACA** : Association Africaine du Crédit Rural et Agricole
- **AIF :** Autres Intermédiaires Financiers
- **ANIMF :** Association Nationale des Institutions de Micro Finance
- **APROCEC :** Association Professionnelle des Coopératives d'Epargne et de Crédit
- **BCEAO :** Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- **BCC :** Banque Centrale du Congo
- **BEAC :** Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale
- **BM :** Banque Mondiale
- **CDF** : Franc Congolais
- **CFEF** : Cellule d'exécution des Financements en faveur des Etats Fragiles
- **CGAP** : Groupe Consultatif d'Assistance aux Pauvres
- **COOCEC** : Coopérative Centrale d'Epargne et de Crédit
- **COOPEC** : Coopérative Primaire d'Epargne et de Crédit
- **CPCC** : Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo
- **DSIF** : Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers
- **EMC** : Entreprise de Micro-Crédit
- **FIDA** : Fonds International pour le Développement Agricole
- **FMI** : Fonds Monétaire International
- **FINA** : Financial and Fiscal Supervision
- **FPM** : Fonds pour l'inclusion financière
- **HDM** : Hôtel des Monnaies
- **IF** : Institution Financière
- **IMF** : Institution de Micro Finance
- **ISFD** : Institution du Système Financier Décentralisé
- **JIE :** Journée Internationale de l'Epargne
- **KfW Entwicklungsbank : Coopération** financière allemande
- **MAP** : Making Access Possible
- **MEC** : Mutuelle d'Epargne et de Crédit
- **MECRE** : Mutuelle d'Epargne et de Crédit
- **MPME** : Micro, Petites et Moyennes Entreprises
- **MUSO** : Mutuelle de Solidarité
- **OHADA** : Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique
- **OIT** : Organisation Internationale du Travail
- **PAR** : Portefeuille à Risque
- **PASMIF** : Programme d'Appui au Secteur de la Microfinance
- **PCCI** : Plan Comptable des Coopératives d'Epargne et de Crédit et des Institutions de Micro Finance
- **PDIFM** : Projet Infrastructures Financières et des Marchés
- **PNEF** : Programme National d'Education Financière
- **PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement
- **RDC** : République Démocratique du Congo
- **SIG** : Système d'Information et de Gestion
- **SMA** : Semaine Mondiale de l'Argent

- **SMF** : Société de Micro Finance
- **UNCDF** : United Nations Capital Development Fund
- **USD** : Dollar des Etats-Unis